

Dialogues Stratégiques

- Russie entre réémergence et repositionnement
- L'Afrique de l'Est entre transformations et dynamiques externes



Dialogues Stratégiques

Russie entre réémergence et repositionnement

L'Afrique de l'Est entre transformations et
dynamiques externes

Auteurs :

Abdelhak Bassou
Patrick Brunot
Pascal Chaigneau
Karim El Aynaoui
Rachid El Houdaigui
Jérôme Evrard
Sonia Le Gouriellec
Andrei Gratchev
Michael Lebedev
Sara Mokaddem
Florent Parmentier
Anne-Sophie Raujol
El Mostafa Rezrazi
Abdallah Saaf
Alfredo G. A. Valladão
George Voloshin

Coordination de l'ouvrage :

Nisrine Ouazzani Chahdi

Dialogues Stratégiques

- Russie entre réémergence et repositionnement
- L'Afrique de l'Est entre transformations et dynamiques externes

Copyright © 2016 par HEC Center for Geopolitics et OCP Policy Center. Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse des éditeurs et propriétaires.

Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à HEC Center for Geopolitics ou à OCP Policy Center.

Coordination de l'ouvrage : Nisrine Ouazzani Chahdi

Contact :

HEC Center for Geopolitics

HEC Paris - 1, rue de la Libération

78351 Jouy en Josas Cedex

Tél : +33 1 39 56 76 88

Email : mercier@hec-crc.fr

Website : www.hec.fr

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4ème étage

Mahaj Erryad - Rabat, Maroc

Tél : +212 537 27 08 08

Email : contact@ocppc.ma

Website : www.ocppc.ma

ISBN : 978-9954-9557-9-6

Dépôt Légal : 2017MO1627

Table des matières

Liste des auteurs	8
Liste des abréviations	9
A propos	11
Préface	13
Introduction	15
Partie I :	
Russie, entre réémergence et repositionnement	19
1. La place de la Russie sur l'échiquier mondial, croisement de points de vues	21
• <i>Retour de la Russie de Vladimir Poutine au Moyen-Orient : Objectifs, ambitions, moyens</i>	21
• <i>An Unequal Marriage : Russia and China</i>	25
I. Strategic rapprochement	26
II. Economic cooperation	27
III. Shared security concerns	29
IV. Competing interests	30
V. Unequal partners	31
• <i>La problématique du Grand-Est Russe : Que devient l'espace sibérien ?</i>	33
I. Le trésor de la Russie	35
II. Un mécanisme d'intégration économique reste à définir	39
2. Vers un partenariat limité Union Européenne – Russie	47
• <i>L'Union Européenne : principal obstacle au rêve de puissance Russe</i>	47
I. Russie-Europe : un très vieux débat	47
II. Le rêve russe d'un retour aux « zones d'influence »	49
III. Une Russie affaiblie	51
IV. Disloquer l'Europe	52
V. Succès tactiques et impasse stratégique	54
VI. Le pari perdant de Vladimir Putin	57

• <i>Un partenariat limité à l'heure d'un « grand marchandage » ?</i>	61
I. Partenariat en devenir ou défiance durable ?.....	62
II. Qu'est-ce qu'un partenariat limité ?.....	64
III. Mettre le partenariat limité à l'épreuve	65
3. Russie, Maghreb et Afrique : A la recherche de nouveaux espaces	69
• <i>Russie-Afrique : une nouvelle dynamique</i>	69
I. Une nouvelle ambition : déployer une présence stratégique.....	70
II. Repositionnement sur l'axe Maghreb-Machrek	72
• <i>Russie-Maghreb</i>	
I. Le nouveau cadre des relations entre la Russie et le Maghreb	78
II. La portée actuelle des relations russo-maghrébines	82
Partie II :	
L'Afrique de l'Est entre transformations et dynamiques externes	91
1. Les mutations économiques, géopolitiques et sécuritaires en cours dans la région.....	93
• <i>Géopolitique de la corne de l'Afrique : Tendances de l'histoire récente et menaces actuelles</i>	93
III. Les tendances de l'histoire récente.....	96
IV. Les menaces du moment	103
• <i>Djibouti en quête d'une utilité stratégique régionale</i>	107
I. Ressources du système international.....	108
II. Une politique étrangère emprunte de réalisme autant sécuritaire qu'économique	111
III. Les limites du modèle Djiboutien	113
• <i>Afrique de l'Est : un potentiel économique dopé par des transformations structurelles</i>	117
I. Des États au fort potentiel de croissance économique	118
II. Des Etats freinés dans leur développement économique	122

2. L’Afrique de l’Est et la Chine, et jeu des acteurs extérieurs	127
• <i>L’intégration de l’Afrique de l’Est et le rôle de la chine dans la mise en place de la connectivité régionale</i>	127
I. Le processus d’intégration régionale en Afrique	127
II. L’évolution de l’implication chinoise en Afrique de l’Est	130
III. Caractéristiques de la performance chinoise au sein de l’intégration régionale africaine	132
IV. La Chine, génératrice de l’intégration régionale de l’Afrique de l’Est	136
V. La mise en œuvre chinoise du processus de connectivité en Afrique de l’Est.....	138
VI. Défis et risques.....	139
3. L’Éthiopie dans une zone de plus en plus convoitée	151
• <i>Éthiopie, la fin d’un modèle ?</i>	151
I. Un modèle économique à bout de souffle ?.....	152
II. Un modèle politique qui s’écroule.....	155
III. Des années difficiles.....	156
• <i>Le géant Ethiopien dans une zone de plus en plus convoitée</i>	159
I. Entre menaces et opportunités, la Corne de l’Afrique, une zone toujours aussi convoitée.....	160
II. Croissance remarquée d’un géant Ethiopien dans un contexte turbulent	163
III. Les tensions régionales et internes peuvent-elles perturber l’avancement de l’Ethiopie ?	166

Liste des auteurs

- **Abdelhak Bassou**, Expert en sécurité et Senior Fellow, OCP Policy Center
- **Patrick Brunot**, Avocat international et Conseiller du Commerce Extérieur, France
- **Pascal Chaigneau**, Directeur, HEC Center for Geopolitics
- **Karim El Aynaoui**, Directeur, OCP Policy Center
- **Rachid El Houdaigui**, Professeur, Directeur de la Revue Paix et Sécurités internationales et Senior Fellow, OCP Policy Center
- **Jérôme Evrard**, chercheur en sciences sociales, HEC Center for Geopolitics
- **Sonia Le Gouriellec**, Docteur en Science Politique et chercheure à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire
- **Andreï Gratchev**, ancien porte-parole de Michael Gorbatchev, directeur du World Political Forum
- **Michael Lebedev**, Professeur au Centre d'études diplomatiques et stratégiques, juriste, ancien diplomate
- **Sara Mokaddem**, Spécialiste en Relations Internationales, OCP Policy Center
- **Nisrine Ouazzani Chahdi**, Program Officer, OCP Policy Center
- **Florent Parmentier**, chercheur-associé, Sciences Po, HEC Center for Geopolitics
- **Anne-Sophie Raujol**, Chercheure HEC Centre de Géopolitique
- **El Mostafa Rezrazi**, Directeur, Centre africaine pour les Etudes Asiatiques
- **Abdallah Saaf**, Politologue, Professeur et Senior Fellow, OCP Policy Center
- **Alfredo G. A. Valladão**, Professeur Sciences Po et Senior Fellow, OCP Policy Center
- **George Voloshin**, consultant Russie au ministère des affaires étrangères et chercheur associé à HEC Center for Geopolitics

Liste des abréviations

ACD	Asia Cooperation Dialogue
AIIB	Asian Infrastructure Investment Bank
APE	Accord de partenariat économique
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique
AMISOM	African Union Mission In Somalia / Mission de l'Union africaine en Somalie
ASEM	Asia-Europe Meeting
BOT	Build-Operate-Transfer
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CAREC	Economic Cooperation, and Central Asia Regional Economic Cooperation
CEN SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CIA	Central Intelligence Agency
CICA	Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia
CJTF-HOA	Combined Joint Task Force Horn of Africa
CNPC	China National Petroleum Corporation
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CRBC	China Road and Bridge Corporation
CSTO	Collective Security Treaty Organization
CTF 151	Combined Task Force 151
DNC	Democratic National Committee / Convention démocrate américaine
EAC	East African Community
EEU	Eurasian Economic Union
FLE	Front de Libération de l'Erythrée
EPRDF	Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FMI	Fonds monétaire internationale
FOCAC	Forum on China-Africa Cooperation
FPLE	Front Populaire de Libération de l'Erythrée
GDP	Gross Domestic Product
GMS	Greater Mekong Sub-region
GNL	Gaz naturel liquéfié

GTP	Growth and Transformation Plan
IDA	International Development Association
IDE	Investissements Directs Etrangers
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
IS	Islamic State
LAPSSET	Lamu Port Southern Sudan-Ethiopia Transport Corridor
MIT	Massachusetts Institute of Technology
NSA	National Security Agency
OCS	l'Organisation de coopération de Shanghai
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
OUA	Organisation de l'unité africaine
PCUS	Parti communiste de l'Union soviétique
PNUD	le Programme des Nations Unies pour le développement
PPP	Public-Private Partnership
SADC	Southern African Development Community
SCO	Shanghai Cooperation Organization
SGR	Standard Gauge Railway
TICAD	Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
TFTA	États de l'Accord de libre-échange tripartite
TPLF	Front de libération du peuple du Tigré
UE	Union Européenne
UN	United Nations
UNITAF	Force d'Intervention Unifiée
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
VEB	Bank for Development and Foreign Economic Affairs (Vnesheconombank)
VTB	Bank for Foreign Trade (Vnechtorgbank)

A propos d'HEC Center for Geopolitics

L'émergence d'une géopolitique de plus en plus complexe et le constat d'une géo-économie en plein bouleversement ont conduit le groupe HEC, en 2013, à créer le Centre HEC de Géopolitique. Il a pour objectif principal de sensibiliser et de former les dirigeants des secteurs privé et public aux nouveaux défis allant du risque pays à l'analyse prospective.

Lieu de formation, de dialogue et de réflexion, ouvert aux responsables d'entreprise, décideurs politiques et experts internationaux, le Centre HEC de Géopolitique se veut un forum sur les enjeux géoéconomiques et géostratégiques qui déterminent un environnement international en constante mutation. Il vise à rendre la géostratégie et la géopolitique plus opérationnelles en servant de « trait d'union » entre le secteur privé, le secteur public et le monde académique, et en s'efforçant de faire dialoguer différentes disciplines et méthodologies.

www.hec.fr

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. Porteur d'une « perspective du Sud », sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales. Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud, via ses travaux de recherche, ses conférences et séminaires et son réseau de jeunes leaders. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion à travers sa Policy School récemment créée.

www.ocppc.ma

Avant-Propos

HEC Center for Geopolitics et OCP Policy Center ont lancé en 2016, le premier cycle des Dialogues Stratégiques, une plateforme d'analyse et de débat stratégique autour des principaux enjeux géopolitiques et sécuritaires internationaux, mais également régionaux revêtant une importance capitale pour les continents européen et africain.

Ce cycle de séminaires biannuels a pour vocation d'offrir un environnement policy oriented, où experts, chercheurs des think tanks et des milieux académiques, praticiens et décideurs issus des réseaux des deux centres, se réunissent dans un cadre intellectuel, interactif afin de combiner les expertises, et de confronter avant d'enrichir des analyses tant diverses que multidisciplinaires.

Le partenariat entre les deux centres de réflexion constitue le principal pilier de cette plateforme ainsi que la force motrice pour le dialogue scientifique, servant ainsi de catalyseur de la production analytique. Dans cette optique, et dans la finalité de rendre les fruits de cette collaboration accessibles aux participants ainsi qu'aux parties prenantes externes intéressées, nous avons le plaisir de les introduire dans le présent livre. Ainsi, les discussions et papiers présentés à l'occasion de chaque réunion sont compilés en un volume, et font l'objet de publication et de distribution aux écosystèmes concernés.

Le premier volume des Dialogues Stratégiques fut consacré à l'analyse d'une part, des nouveaux axes stratégiques que la Chine cherche aujourd'hui à consolider en tant que puissance régionale, aux ambitions expansionnistes et de rayonnement. D'autre part, les défis sécuritaires que représente la Bande Sahélo-Saharienne pour le continent africain ainsi que pour le reste du monde ont particulièrement été examinés, et traités sous différents aspects. Ce premier volume est disponible en format électronique et en accès libre au niveau du lien suivant : <http://www.ocppc.ma/publications>.

Le deuxième volume du livre suivant une deuxième édition qui s'est déroulée en octobre 2016 que nous avons le plaisir d'introduire, traitera des problématiques de géopolitique et de relations internationales saillantes pour le contexte mondial actuel. Une première partie s'articulera autour du contexte géopolitique de la Russie, entre réémergence et repositionnement 25 ans après l'implosion de l'Union Soviétique. Une deuxième partie sera dédiée à l'analyse des mutations économiques, géopolitiques et sécuritaires en cours dans l'Afrique de l'Est, avant d'identifier le jeu des acteurs extérieurs dans la région.

Pascal Chaigneau

Directeur

HEC Center for Geopolitics

Karim El Aynaoui

Directeur

OCP Policy Center

Introduction

Première partie : Russie entre réémergence et repositionnement

Il y a 25 ans, en décembre 1991, l'Union Soviétique implosait. La Russie lui succédait dans ses prérogatives régaliennes. Quatorze nouveaux Etats voyaient le jour. La fin de la Guerre froide marquée par la chute du communisme soviétique a été le point de départ d'une renaissance de la Russie post-communiste. Mais sa réémergence comme puissance internationale majeure ne semble toujours pas acceptée. La Russie contemporaine cherche à retrouver sa place dans le système des relations internationales contre un bloc libéral occidental, qui continue à voir en elle l'héritière de la puissance communiste. Cette montée en puissance cause d'autant plus de méfiance qu'elle remet en question l'influence des puissances occidentales en Eurasie post-soviétique et en Afrique postcoloniale, où de grands intérêts politiques, militaires et énergétiques sont en jeu.

Le (re)positionnement de la Russie sur de nombreux conflits contemporains constituant l'une des entrées pour confirmer son retour sur le devant de la scène internationale, il convient d'analyser son rapport aux différentes régions d'un monde multipolaire et de plus en plus cloisonné. Ainsi, le premier chapitre de cette partie sera consacré à l'identification de **la place de la Russie sur l'échiquier mondial**, croisant ainsi les points de vue géopolitique et économique.

Andreï Gratchev dans son Keynote speech présenté dans le premier papier de cette compilation, fait état des objectifs, ambitions, et moyens mis en œuvre par la Russie de Vladimir Poutine pour se positionner au **Moyen-Orient**. Il fait précisément état de la nouvelle conception de la politique extérieure de la Russie, dans un contexte où les repères fondamentaux de l'ancien ordre international sont ébranlés ou mises en causes. Dans ce contexte, le troisième mandat de Vladimir Poutine a poussé le Kremlin à se confirmer en tant que facteur incontournable de la politique internationale se servant des conflits au Moyen Orient.

Les relations **Russie – Chine**, cet acteur majeur de l'échiquier mondial, furent attentivement analysées par George Voloshin. Dans son papier, il affirme que ces relations ne sont pas équilibrées, les décrivant comme un « mariage inégal ». Depuis la crise de l'Ukraine de 2014, la Russie et la Chine ont surclassé leurs relations, devenant des partenaires et des alliés plus proches que jamais. Pourtant, avec la coopération, vient la concurrence, dans un temps où la Chine se dirige vers une prééminence en Eurasie...

D'une perspective géoéconomique, Patrick Brunot dresse un portrait historique, démographique et géopolitique de **l'espace sibérien**, considéré comme La

problématique du Grand-Est Russe. En effet, la Sibérie représente à elle seule la majeure partie du territoire russe c'est-à-dire 77 % de sa surface et 27 % de sa population, soit 33 millions d'habitants. En dépit de ses atouts, l'espace Sibérien resterait otage de nombreux défis économiques, ethniques et géostratégiques.

Sur le plan géopolitique, et de la perspective d'Alfredo Valladao, l'Union Européenne représente le principal obstacle au rêve de puissance Russe. Les manœuvres et interventions militaires qui ont été initiées ces dernières décennies dans des régions autrefois considérées comme faisant partie de la « zone d'influence » soviétique, ont éveillé la crainte d'un retour de la Guerre Froide, ressentie en Occident (en Europe précisément). Face aux réactions qui en ont résulté, Alfredo Valladao affirme que les Européens devraient maintenir le dialogue avec le Kremlin, tout en réduisant des formes de dépendance vis-à-vis du grand voisin de l'Est et de se doter d'une capacité de dissuasion militaire capable de prévenir aventures et dérapages pouvant mener à un conflit ouvert.

Pour Florent Parmentier, le partenariat limité Union-Européenne – Russie est certainement pour l'heure la seule option viable pour éviter la division des Européens entre deux lignes viscéralement opposées d'une part, et pour travailler sur sujets d'intérêts communs entre Européens et Russes d'autre part. Il y ajoute qu'il y'aurait un paradoxe dans le contexte où ce type de partenariat est en cours d'être renforcé dans un temps où la présidence Trump se verrait bien opérer un « grand marchandage » avec son homologue Vladimir Poutine, permettant à la Russie d'engranger ses gains en Europe orientale ou au Moyen-Orient. Il évite d'émettre toutefois des hypothèses sur les conséquences d'un éventuel marchandage.

Au-delà de périphéries immédiates, la Russie est à la recherche de nouveaux espaces d'influence, notamment en **Afrique Sub-Saharienne et au Maghreb**.

Michael Lebedev analyse ainsi la nouvelle offensive de la Russie sur le continent africain, en lui donnant une portée historique et géostratégique. En effet, ce rapprochement a débuté avec la visite de Vladimir Poutine en Algérie en Afrique du Sud et au Maroc. Il a ainsi poursuivi pour stratégie géopolitique, la création d'un axe de présence allant des côtes maghrébines de la Méditerranée jusqu'au Cap, en passant par le Nigeria, l'Angola et la Namibie. Le « retour en Afrique » permet à la Russie non seulement de rétablir en partie son statut de grande puissance, mais aussi de tirer des bénéfices considérables de ses nouveaux investissements sur le continent.

Pour Abdallah Saaf, l'objectif de la Russie de s'affirmer comme grande puissance donne tout son sens à la place du **Maghreb** dans ce projet. Pour le politologue, ce projet russe trouve un environnement favorable, en raison du besoin ressenti par ces pays d'un monde multipolaire, d'un meilleur équilibre. Il décrit ainsi la portée des relations avec l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie. De son point de vue, la présence politique

et économique russe au Maghreb demeure pour l'heure globalement limitée dans la région, comparée aux relations d'autres acteurs, même si ce rapport est susceptible d'être utilisé comme image de puissance à l'échelle planétaire.

Deuxième partie : L'Afrique de l'Est entre transformations et dynamiques externes

Depuis une décennie environ, l'Afrique a connu une transformation économique, marquée par des niveaux de croissance significatifs et sans précédent. L'Afrique de l'est a été l'une des régions les plus performantes et résilientes du continent, malgré la récente chute des prix des matières premières. Au-delà de ses richesses en ressources naturelles, les marchés de consommation internes qui s'y développent de façon exponentielle compensent un contexte économique et géopolitique mondial difficile et incertain.

Cependant, ces **mutations économiques** positives et perspectives de développement risquent d'être ralenties si la réponse à l'urgence des enjeux sécuritaires n'est pas organisée sur le plan continental et international. Il sera ainsi question dans cette partie, d'analyser les mutations économiques, géopolitiques et sécuritaires en cours dans la région, avant d'identifier le jeu des acteurs extérieurs, principalement celui de la Chine. Il sera également question de définir le rôle et la portée stratégique, industrielle et commerciale de l'Éthiopie dans une zone de plus en plus convoitée.

Dans son papier « Géopolitique de la corne de l'Afrique : Tendances de l'histoire récente et menaces actuelles », Abdelhak Bassou analyse les **mutations sécuritaires et géopolitiques** en cours dans la région. Après avoir délimité la zone au plan géographique, l'expert en sécurité analyse les dynamiques de morcellement et séparatisme et ces effets qui rongent notamment la Somalie, l'Éthiopie et le Soudan, avant de relever les dynamiques des convoitises étrangères dans la région. Les menaces actuelles qui pèsent sur la région en termes de sécurité alimentaire et de terrorisme sont également minutieusement examinés, l'Éthiopie, le Kenya et Djibouti étant les pays de la région les plus menacés par les mouvements extrémistes et djihadistes.

Rachid El Houdaoui quant à lui a retenu le cas de **Djibouti** car de son point de vue, l'étude du comportement international des petits pays africains s'impose car porteuse de perspectives prometteuses pour la discipline des relations internationales. En effet, les orientations de la politique étrangère de Djibouti nous enseignent sur les capacités qu'ont les micro-Etats à se donner un rôle à se doter d'une position attractive sur les plans régional et international. Tous les observateurs de la corne de l'Afrique s'accordent à dire que ce pays joue un rôle stratégique dans la région.

Sur **le plan économique**, Jérôme Evrard et Anne-Sophie Raujol, définissent avec

attention le potentiel économique de l'Afrique de l'Est dopé, par des transformations structurelles. Dotés de forts potentiels économique et démographique, ces États sont actuellement les locomotives de la croissance africaine avec un taux de croissance régional de 6,3% en 2015, tandis que la croissance du continent pour la même année était de 3,7%. À ce titre et à condition de soutenir les secteurs nécessaires à leur développement, selon les experts, ils peuvent constituer les moteurs de la croissance de demain sur le plan régional.

Sur le plan géostratégique, Mostafa El Rezrazi examine dans son papier **le rôle de la Chine** dans la mise en place de la connectivité régionale en l'Afrique de l'Est. Il y analyse les effets de l'engagement chinois dans la construction de la logistique de transport dans les pays d'Afrique de l'Est, et examine l'impact de ce déploiement sur l'accélération de l'intégration régionale, l'approfondissement de l'interdépendance entre les États-membres d'Afrique de l'Est, examinant ainsi l'influence des rivalités territoriales existantes entre plusieurs pays voisins.

Plus grand acteur de l'Afrique de l'Est, le géant éthiopien fut examiné de plusieurs perspectives ; ethnique, historique, politique et géostratégique.

Ainsi, Sonia Le Gouriellec défend la thèse selon laquelle le modèle politique de l'Éthiopie basé sur le discours prônant l'État développementaliste s'écroule dans un temps où le modèle économique est concomitamment à bout de souffle. Pour l'experte, il y a une dimension ethnique forte dans les conflits qui rongent le pays, mais les imputent précisément au fait que le régime éthiopien ne se soit jamais démocratisé.

Sara Mokaddem quant à elle met l'accent sur la croissance remarquable du géant éthiopien dans un contexte turbulent, avant de faire le bilan des tensions régionales et internes qui risquent de troubler l'avancement du pays. De son point de vue, malgré que les taux de croissance et les initiatives nationales pour la réalisation d'une économie dynamique et positivement connectée à sa région et au monde, la stratégie de l'Éthiopie en matière d'émergence et de développement reste principalement axée sur les failles internes du pays, c'est-à-dire ses vulnérabilités, sa pauvreté et sa famine. Cependant, selon la spécialiste, la structure fédérale censée garantir la caractéristique multi-ethnique et multi-religieuse du pays doit servir de moteur idéologique au miracle économique Éthiopien.

Partie I

Russie, entre réémergence et repositionnement

1. La place de la Russie sur l'échiquier mondial, croisement de points de vues

Retour de la Russie de Vladimir Poutine au Moyen-Orient : Objectifs, ambitions, moyens

Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Michael Gorbatchev, directeur du World Political Forum

La nouvelle « Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie » a été officiellement promulguée par Vladimir Poutine en février 2013, presque un an après l'élection pour son troisième mandat présidentiel. Or la véritable nouvelle « doctrine Poutine » présentant l'image de la future politique extérieure de la Russie en ce début du 21^{ème} siècle a été présentée quelques années plus tôt en février 2007 lors de l'intervention de Vladimir Poutine, encore Premier Ministre sous le Président Dimitri Medvedev, à Munich lors de la conférence sur la sécurité. Le sens principal de cette doctrine pourrait être résumé en deux postulats essentiels : A) les dirigeants de la Russie ne sont pas satisfaits par le nouvel ordre international instauré dans le monde par les puissances occidentales, avec pour premier chef les États Unis après la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS ; B) ils jugent leur pays sortant des années de la crise de transition postsoviétique suffisamment sûr de lui-même et stabilisé économiquement et politiquement pour lancer un défi à ces partenaires occidentaux et réclamer la redéfinition de cet ordre afin d'assurer la meilleure prise en compte des intérêts stratégiques de la Russie.

Dans le monde, tel que le décrit la nouvelle conception de la politique extérieure de la Russie, les repères fondamentaux de l'ancien ordre international sont ébranlés ou mises en causes. Cela concerne tout d'abord l'Occident qui n'est plus le maître incontestable du monde, tel qu'il s'imaginait au lendemain de la fin de la guerre froide. Sa stratégie militaire se solde par des échecs en Irak et en Afghanistan, son modèle économique entraîne le monde dans la crise globale, sa capacité de servir de référence démocratique et morale pour les peuples à travers le monde est de plus en plus contestée.

Parallèlement au déclin de la toute-puissance occidentale, on voit apparaître et gagner en force les autres pôles du développement et de l'influence notamment en Asie

vers laquelle commence à se déplacer le centre de gravité de l'activité économique et de la politique internationale mondiale. Ce rééquilibrage de la balance géostratégique met la Russie, selon l'analyse de ses dirigeants, devant la nécessité de réviser radicalement les bases traditionnelles de sa politique extérieure et d'en redéfinir les priorités.

D'autre part, la montée de la tension dans les relations entre la Russie et ses partenaires occidentaux, qui commence à rappeler l'époque de la guerre froide, pousse les géostratèges russes vers une fuite en avant dans leur recherche des nouveaux alliés à l'Est notamment en Asie (mais aussi au Moyen Orient et même en Amérique Latine) dans ce qui apparaît comme un nouveau bras de fer stratégique avec le monde occidental dirigé par les Etats Unis.

Dans sa politique en direction de la Russie, suite à la disparition de son rival soviétique, l'Occident n'a pas résisté à la tentation de profiter de la crise de transition dans laquelle a sombré la Russie postsoviétique. Le sentiment euphorique de la « victoire finale » sur son adversaire a servi de base pour la dérive unilatéraliste de la politique occidentale, surtout américaine. Vladimir Poutine s'est senti donc non seulement déçu ou « trahi » par l'Occident, mais directement menacé par lui. Telle est la lecture qu'il fait du bilan des « révolutions de couleurs » dans quelques républiques ex-soviétiques. La direction russe voit derrière ces événements, tout comme dans les plus récentes révolutions arabes, « la main de l'Occident » et les éventuels préparatifs à l'application des « mêmes scénarios » dans le contexte russe.

« Encouragée par l'incohérence et les échecs des pays occidentaux dans cette zone du monde, la Russie commence à développer des ambitions politiques et postule pour le rôle de leader du mouvement mondial de cette contestation, s'imaginant en nouveau pôle mondial de puissance. »

Le danger de « l'islamisme radical » qui menace directement la stabilité du régime en Russie compte tenu des conséquences des deux guerres en Tchétchénie et la persistance des cellules terroristes dans le Caucase du Nord, explique la sensibilité particulière des autorités russes face à la dégradation progressive de la situation au Moyen Orient pour laquelle Moscou tient l'Occident pour le responsable principal.

La fragilité des régimes post-soviétiques de l'Asie Centrale, alliés stratégiques de Moscou, s'ajoute aux motivations de Vladimir Poutine d'intervenir directement dans le conflit syrien au moment où la chute imminente du régime de Bachar Al Assad risquait de provoquer l'éclatement de l'Etat syrien et la victoire stratégique de Daech.

Encouragée par l'incohérence et les échecs des pays occidentaux dans cette zone

du monde, la Russie commence à développer des ambitions politiques et postule pour le rôle de leader du mouvement mondial de cette contestation, s'imaginant en nouveau pôle mondial de puissance.

Sous le troisième mandat de Vladimir Poutine - apparemment déterminé à rétablir le statut de la Russie comme la grande puissance mondiale dont elle a été injustement privée par l'Occident à la fin de la guerre froide -, cette ambition a poussé le Kremlin à se confirmer en tant que facteur incontournable de la politique internationale se servant de la situation chaotique au Moyen Orient.

« ... la Russie de Poutine ambitionne de réaliser son retour en tant que l'acteur majeur dans le Moyen Orient, d'où les Etats-Unis ont cherché à chasser l'Union Soviétique depuis les années 70 et la conclusion des accords de Camp David sous le parrainage du Président Carter. »

Si les deux premières guerres de la Russie poutinienne – en Géorgie et en Ukraine – pouvaient être interprétées comme un remake de la « Doctrine Brejnev » dans sa version postsoviétique, qui se résumait à n'accorder que la « souveraineté limitée aux pays que Moscou considérait comme appartenant à sa sphère des intérêts stratégiques », la soudaine ingérence militaire Russe dans le conflit syrien en septembre 2015 prenait une toute autre signification politique. Avec elle la conduite de la Russie sur la scène internationale, abandonnant l'image d'un pays obligé à se défendre face à la pression occidentale, d'un coup revêtait les habits de la politique expansionniste des dernières années de l'Union Soviétique tentée de changer à sa faveur la balance des forces dans le monde profitant du recul stratégique de l'Occident.

Par son engagement militaire impressionnant en Syrie pour sauver son allié de longue date de la chute face à la pression commune des djihadistes et des forces de l'opposition soutenue par les occidentaux, Vladimir Poutine manifeste non seulement l'intention de sécuriser sa dernière tête de pont en Méditerranée sur la base de Tartus. Il va beaucoup plus loin. En fait, par cette action, la Russie de Poutine ambitionne de réaliser son retour en tant que l'acteur majeur dans le Moyen Orient, d'où les Etats-Unis ont cherché à chasser l'Union Soviétique depuis les années 70 et la conclusion des accords de Camp David sous le parrainage du Président Carter.

Pourtant, les dirigeants et les militaires russes suffisamment réalistes comprenaient l'impossibilité d'assurer la victoire inconditionnelle du régime syrien dans la guerre civile qui a dévasté le pays et divisé la société syrienne d'une façon irréparable. De plus, traumatisés par l'expérience désastreuse de la guerre en Afghanistan, ils sont

conscients du danger de l'enlèvement d'une armée étrangère dans les sables mouvants d'une guerre dans un pays musulman.

Voilà pourquoi les objectifs essentiels de l'intervention de la Russie dans le conflit syrien ne se limitaient pas à l'assurance de la survie de son client syrien. C'était aussi la recherche de la porte de sortie de l'isolement international dans laquelle s'est retrouvé Moscou après l'annexion de la Crimée tout comme la confirmation du retour de la Russie sur la scène internationale en tant que puissance « globale » aussi « indispensable » que les États-Unis. La campagne syrienne de Poutine devait donc donner des preuves de ce que son armée et le complexe militaro-industriel russe ont effectué un véritable saut qualitatif en matière de modernisation rendant plus convaincantes ses nouvelles ambitions de Moscou.

Une vaste réforme de modernisation de l'armée russe a été lancée par Vladimir Poutine dès son deuxième mandat présidentiel (2004-2008). En 2011, 718 milliards de dollars sont alloués à la modernisation de l'armée russe jusqu'à 2020, alors que le budget militaire russe (66,4 milliards de dollars) même très inférieur à son homologue américain (596 milliards de dollars) atteint la quatrième position dans le monde. Le 31 décembre 2015, le Président russe a approuvé une Doctrine de la sécurité nationale « renouvelée ». Un de ses objectifs « à long terme » : la confirmation du statut de la Russie « comme une des puissances mondiales dirigeantes ». La campagne syrienne a permis à Poutine d'attendre cet objectif plus tôt que prévu.

La victoire la plus impressionnante de Poutine est donc remportée non sur le terrain de bataille en Syrie mais sur le champ politique avec le retour à la gestion bilatérale du conflit syrien par les russes et les américains. Ainsi Moscou ressort de ce poker politico-militaire comme la puissance résurgente avec laquelle il faudra dorénavant composer.

An Unequal Marriage: Russia and China

George Voloshin, consultant Russie au ministère des affaires étrangères,
expert Russie auprès de l'Université d'Oxford, chercheur associé
au Centre HEC de géopolitique

Since the Ukraine crisis of 2014, Russia and China have redrawn their relationship, becoming closer partners and allies than ever before. Yet, with cooperation comes competition, as China moves into high gear on its path toward pre-eminence in Eurasia.

On June 24-25, 2016, Russian President Vladimir Putin was in China on his 15th official visit to the country. The last time he met his Chinese counterpart, Xi Jinping, was in November 2015 at a climate conference in Paris, a year in which the two leaders saw each other five times. In a vivid show of China's strategic relevance for Moscow, the Russian delegation at the June meeting included a record of 23 members, compared with 18 Chinese officials.

Led by Putin, the delegation included his chief of staff, three deputy prime ministers, the ministers of foreign affairs, energy, industry, agriculture and economic development, as well as several high-profile CEOs. Both Igor Sechin, head of Rosneft, and Gazprom CEO Alexei Miller were in Beijing for the talks, during which some 30 agreements were signed, prompting Putin to praise China as "a very good friend" and "a strategic ally."

Russia and China have come a long way to reach such cordiality. One can hardly forget Beijing's refusal to endorse Nikita Khrushchev's controversial speech at the 20th Congress of the Communist Party of the USSR in 1956, in which he slammed his deceased predecessor, Joseph Stalin, for past missteps and for cultivating a cult of personality.

Despite sharing the same overtly anti-capitalist ideology, the two Eurasian powers soon became rivals, notably in the realm of nuclear weapons, where Mao Zedong's China had initially benefitted from Soviet technological expertise. Tensions naturally subsided during the 1980s, with the USSR entering a period of deep stagnation and China embarking on its ambitious modernization program under Deng Xiaoping.

The Soviet Union's collapse in 1991 accentuated Russia's disinterest in whatever rivalry remained with China, even though Presidents Boris Yeltsin and Jiang Zemin quickly found common ground in a post-Cold War world. In 1994 and 1996, respectively,

they first proclaimed “constructive” and then “strategic” partnerships, followed in 2001 by the Sino-Russian Treaty on good-neighborly relations, friendship and cooperation.

Before the 2008-2009 global financial crisis, the 2000s saw high economic growth rates in China and Russia, the latter being helped in particular by rising commodity prices and the early effects of the first Putin administration’s modernization agenda. Yet, despite all the fine words and appearances, it was not until recently that Moscow and Beijing approached a veritable alliance whereby the “very good friend” formula stood for more than mere etiquette.

I. Strategic rapprochement

The 2014 Ukrainian crisis, in which Russia sided with the anti-Kiev rebel movements in the eastern Donetsk and Lugansk provinces, was a turning point for Moscow and, indirectly, for its relations with Beijing. Since the spring of 2014, and especially since July of that year, Russia has been under Western sanctions for its interference in Ukraine’s domestic affairs.

The drastic drop in the price of crude oil, from over \$100 a barrel in the first half of 2014 to less than \$60 a barrel today, has been a harsh test for the oil-dependent Russian economy. After anemic 0.7 percent growth in 2014, Russian gross domestic product (GDP) contracted by 3.7 percent in 2015, second only to the 7.8-percent decline in GDP in 2009 in the wake of the global financial meltdown. Western sanctions on debt and equity funding in such strategically important areas as defense and hydrocarbons have significantly reduced the inflow of foreign capital into Russia.

“In contrast, Russia accounts for less than 2 percent of Chinese trade, compared with 16.2 percent for the US.”

Russia’s sudden international isolation has encouraged its leadership, including Putin personally, to strengthen ties with China, not without reciprocation. To this day, China has abstained from voting on any UN Security Council resolution condemning, even tangentially, Russia’s annexation of Crimea and its continuing support for the rebels. Likewise, Beijing withheld its vote on the UN General Assembly’s resolution 68/262 on Crimea, which still mustered a majority of 100 to 11, with 58 abstentions and 24 no-shows, back in March 2014.

Nevertheless, there is no doubt that Beijing looks suspiciously upon Russian encroachments in Ukraine, which have effectively created a dangerous precedent for all countries plagued by separatism, such as in China’s own Xinjiang province, whose majority population is Uyghur Muslim. Chinese Premier Li Keqiang stressed Ukraine’s

territorial integrity when he met its President, Petro Poroshenko, in early 2015, just as the foreign ministers of both countries later said in April 2016 in Beijing.

In policy circles, Russia and China are frequently referred to as “status quo powers,” insofar as they oppose unilateral interventionism (read: “by the United States”) in global affairs, even more so within their purported regional spheres of influence. It appears, however, that through its actions in Ukraine and meddling across the former USSR, Russia increasingly acts like a revisionist power – much to the chagrin of the Chinese, who follow the dictates of Deng Xiaoping, who exhorted his people to “keep a low profile”¹ (韬光养晦) for the sake of future greatness. No Russian leader has expressed such a sentiment.

“While the US sees the Asian subcontinent, and particularly Southeast Asia, as a huge market for trade and investment and also as a vast territory at risk of destabilization because of existing maritime territorial disputes, Russia needs China to sustain its sputtering economic model.”

II. Economic cooperation

China has been Russia’s single largest trading partner since 2010, with bilateral turnover reaching \$90 billion in 2014, or the equivalent of 11 percent of Russia’s total external trade. However, the recession in Russia, the slowdown in China and the fall in crude oil prices from mid-2014 – which remains Moscow’s primary source of export income from its trade with Beijing – led to a dramatic contraction in bilateral trade to \$69 billion in 2015. Despite this, the Chinese share of Russia’s external trade actually increased in 2015 to 13 percent year-on-year, despite lower prices and volumes. In contrast, Russia accounts for less than 2 percent of Chinese trade, compared with 16.2 percent for the US.

Like the administration of US President Barack Obama, which in 2012 announced its so-called Pivot to Asia, Putin’s government in 2014 refocused its external political and economic priorities on neighboring China. It should be acknowledged, though, that the reasoning behind the Kremlin’s revised foreign policy tack lies elsewhere. While the US sees the Asian subcontinent, and particularly Southeast Asia, as a huge market

¹ In 1989, Deng Xiaoping addressed the Central Bureau of the Communist Party of China with a speech entitled, “Reform and Stability: An Opening and a Promise for China,” in which he laid forth three guiding principles for his country entering a post-Cold War era. They included “to observe coldly” (冷静观察), “to stay the course” (稳住阵脚) and “to respond with calm and be patient” (沉着应付).

for trade and investment and also as a vast territory at risk of destabilization because of existing maritime territorial disputes, Russia needs China to sustain its sputtering economic model.

Yet, as far as economics is concerned, the Chinese are not usually accustomed to blindly sticking to official rhetoric. In 2013, Moscow and Beijing pledged to raise China's cumulative investments into the Russian economy to \$12 billion by 2020 (equivalent to Chinese investments into the US in 2014 alone). As of the end of 2014, such investments stood at only \$4 billion, according to China's Ministry of Commerce, whereas the flow of new capital investment from China into Russia shrank by a quarter in the first half of 2015.

This has not precluded China from ramping up its presence in the main sectors of the Russian economy. In December 2015, Sinopec acquired a 10-percent stake in the Russian petrochemicals company Sibur, whose key shareholder is Putin's alleged son-in-law, businessman Kirill Shamalov. Also in late 2015, the Chinese government-owned Silk Road Fund acquired a 9.9-percent stake in the Yamal LNG project in Sakhalin, after a pair of Russian oligarchs, Gennady Timchenko, a Putin friend, and Leonid Mikhelson, sold some of their shares.

In mid-2015, Russia overtook Saudi Arabia as the biggest supplier of oil to China, two years after Rosneft and China National Petroleum Corporation (CNPC) clinched a 25-year deal valued at \$270 billion. Beijing's drive to buy energy assets in Russia, while ignoring calls for extending investments outside of hydrocarbons, is primarily due to the low market valuations of Russian oil and gas firms, coupled with the weak ruble. CNPC was even rumored to be eyeing a 19.5-percent stake in Rosneft itself, which was eventually bought by a consortium of Swiss oil trader Glencore and the Qatar Investment Authority.

“In reality, since Russia and China represent different development models and practice divergent forms of diplomacy, these projects are more likely to be perceived as mutually exclusive alternatives by their intended beneficiaries.”

China's reluctance to expand beyond oil is not the only impediment to diversifying Russian-Chinese cooperation. Last year, the two countries agreed to set up a joint agro-industrial development fund to invest in projects in the Far East, but Russian authorities imposed a 20-percent cap on Chinese labor for all eligible ventures. During Putin's visit to Beijing in June 2016, his delegation failed to secure approval of the 770-kilometer-long rail link between Moscow and Kazan, part of the planned Moscow-Beijing railway, because the Russian government refused to provide state guarantees, notwithstanding

a \$6 billion loan already offered by the China Development Bank.

III. Shared security concerns

Besides their common opposition to what they view as gratuitous US interference in their strategic backyards, Russia and China are firmly united by the shared objective of ensuring security and stability in Central Asia. Since the fall of the Soviet Union, Russia has been the region's unrivaled military leader and its only "policeman," thanks to a web of defense alliances with local regimes, except for perpetually neutral Turkmenistan. In 2000, Moscow spearheaded the creation of the Collective Security Treaty Organization (CSTO), made up of Armenia, Belarus, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan.

The following year, Russia and China joined their diplomatic efforts to give birth to a new regional bloc, the Shanghai Cooperation Organization (SCO), whose membership extends to Uzbekistan, an otherwise reluctant partner that angered Russia by leaving the CSTO unexpectedly in 2012. While the SCO's main pillar is cross-border economic cooperation, it has been increasingly busy in the last few years dealing with security issues.

The Islamic State is a sizeable challenge to Central Asian stability. It has recruited combatants from Georgia and Azerbaijan in the South Caucasus to Central Asia to China via Russia. Various estimates put the number of Central Asian fighters within IS at 1,500-2,000 and those from Russia at just under 2,000. Meanwhile, New America, a nonpartisan think tank in Washington, DC, said in a July 2016 report² that more than 100 Muslim fighters from China had joined IS, based on some 3,500 leaked personnel files.

The ongoing fight against IS in Syria, where Russia sent troops last September and currently maintains an air base near Latakia in addition to a naval facility at Tartus, worries Moscow and Beijing no less than what might come next, even assuming that IS can be defeated or at least substantially weakened.

The potential return of thousands of well-trained, radicalized fighters to their home countries could spell trouble for the whole system of Eurasian security, of which both the CSTO and the SCO are major components. Moreover, the socioeconomic challenges that Russia and its Central Asian partners are now facing have made life more difficult for their respective governments as they struggle with growing unemployment, endemic corruption and widespread cronyism.

2 Rosenblatt, Nate, "All Jihad is Local: What ISIS Files Tell Us About Its Fighters," July 20, 2016, Washington, D.C., New America, available at <https://www.newamerica.org/international-security/policy-papers/all-jihad-is-local/> (accessed on Aug. 14, 2016).

Although China has no direct military presence in Central Asia comparable to Russia, China has been taking steps of late to reaffirm its security-focused co-leadership throughout the region. In early 2016, Beijing held consultations with defense ministry officials from Afghanistan, Pakistan and Tajikistan – without Russia. The Russian media published somewhat bitter (albeit patchy) accounts of these meetings, complaining that China's decision to leave Russia out could harm their joint strategy to promote regional stability. Indeed, with its economy tanking and the little soft power it has undermined by bad publicity related to Ukraine and Syria, Moscow could well face the prospect of losing out to China on the highly strategic military front, too.

IV. Competing interests

During his latest trip to Beijing, Putin said, "Russia and China are on the same page with regard to many issues of concern and take into account each other's interests." This is hardly an understatement, yet Russian-Chinese cooperation is evolving alongside growing competition between the two neighbors.

Unsurprisingly, their geopolitical interests intersect primarily in Central Asia, where Russia has been promoting the idea of all-out integration under its watchful eye since the 1990s. In May 2014, Russia, Belarus and Kazakhstan founded the Eurasian Economic Union (EEU), which subsequently expanded to Armenia and Kyrgyzstan, respectively, in January and August 2015.

At the same time, China is lobbying Central Asian governments to become part of Beijing's Silk Road Initiative, one of the many elements of its so-called One Belt, One Road strategy aimed at spreading Chinese economic influence across Europe and Asia. In October 2014, Kazakhstan and Uzbekistan joined the Beijing-led Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). The following year Kyrgyzstan, Tajikistan and Russia followed suit, with the latter now the AIIB's third-largest shareholder (5.93 percent) behind China (26.1 percent) and India (7.51 percent).

"... It stands to gain from a pragmatic partnership with China in which the careful alignment of interests and goals could help Moscow unlock the full potential of its 21st-century vision of its own "grandeur" – a game plan likely to outlast both Vladimir Putin and Xi Jinping."

In theory, the EEU and the Silk Road Initiative could be complementary, as Putin indicated in mid-June 2016 by suggesting consultations on how to bridge the gap between the two. In reality, since Russia and China represent different development

models and practice divergent forms of diplomacy, these projects are more likely to be perceived as mutually exclusive alternatives by their intended beneficiaries. To its advantage, Beijing has never sought to impose any kind of political union on its western neighbors, whereas the Kremlin sees the EEU as a stepping stone towards a much closer union, with a common currency and a supranational legislature.

V. Unequal partners

The big grain of salt in this marriage of convenience is that Russia, regardless of who stands at its helm, is invariably incorporated into China's long-term strategy of moving to the pinnacle of Eurasian geopolitics through the AIIB, One Belt, One Road and other grand strategy initiatives. Facts, not rhetoric, speak in its favor. The World Bank lists China's economy as the world's second-largest in nominal terms (\$10.9 trillion), second only to the US; Russia ranks 13th (\$1.3 trillion). In 2016, China's GDP was expected to grow by a decent 6.6 percent, according to the IMF, while Russia's GDP was expected to decline by another 1.2 percent.

In other words, the partners in this strange couple are profoundly unequal and have differing temperaments. Oddly enough, their alliance may prove more resilient and efficient than one might think. China, which is morphing into a truly global power with global responsibilities, may be capable of exercising a restraining influence on Russia. As for the latter, it stands to gain from a pragmatic partnership with China in which the careful alignment of interests and goals could help Moscow unlock the full potential of its 21st-century vision of its own "grandeur" – a game plan likely to outlast both Vladimir Putin and Xi Jinping.

La problématique du Grand-Est Russe : Que devient l'espace sibérien ?

Patrick Brunot, Avocat international et Conseiller du Commerce Extérieur, France

« Une terre bénie, il suffit de savoir en profiter » Dostoïevsky

L'Europe, a certes déclaré le général de Gaulle, je veux dire celle qui s'étend « de l'Atlantique à l'Oural. » Or, cette formule pourtant célèbre n'a jamais recueilli l'assentiment du peuple russe et cela pour deux raisons :

- Sur le plan géomorphologique, selon la théorie de Wegener relative à la tectonique des plaques, il n'y a pas de séparation entre l'Europe et l'Asie au point qu'il est parlé d'Eurasie ou de continent eurasiatique dont l'Europe occidentale n'est qu'une étroite péninsule. Finistère ne signifie-t-il pas fin des terres eurasiatiques à l'Ouest ?

- D'un point de vue historique, à la fin du XVIIe siècle, en annexant la grande Sibérie, fruit d'un partage entre plusieurs khanats, héritiers de la Horde d'Or, la Russie, celle d'Europe, n'est-elle pas devenue une grande puissance ?

De ce fait, comment concevoir l'existence de la Sibérie sans la Russie et celle de la Russie sans la Sibérie ?

Et si l'on pousse plus avant le raisonnement, pourquoi ne pas conclure que l'Europe puisse exister sans la Russie ?

Paradoxalement, ce grand secteur de la planète est principalement peuplé de Slaves européens (à plus de 90 %), alors que les peuples autochtones demeurent minoritaires. Mais à qui imputer cet état de fait ? Aux Cosaques durant le XVIIe siècle, à la colonisation tsariste au cours du XVIIIe siècle, enfin aux communistes de 1917 à 1989 ? Parmi les vagues successives de peuples plus ou moins amalgamés, outre les Coréens, somme toute, de nos jours, seuls les turcophones avec les Akoutes et les Tchouvaches, devenus russophones et orthodoxes, manifestent encore une vigueur certaine.

Dans les manuels soviétiques et même français du XX^{ème} siècle, il est question de deux Russies : celle d'Europe et celle d'Asie. Toutefois, bien que la Sibérie ait été rattachée à l'URSS dès novembre 1922, il importe de rappeler à la Russie que les hésitations entre l'Orient et l'Occident n'ont plus cours, pas plus d'ailleurs que la

conception coloniale de la Sibérie.

De surcroît, aurait-on oublié que c'est en Sibérie, le 29 Juillet 1938, qu'éclata, au lac Khassan, la Seconde Guerre mondiale, en réponse à une agression japonaise sur Vladivostok que contrèrent, non sans succès, le 31 août 1939, les généraux Blücher, puis Joukov.

En revanche, peu à peu, sous l'influence des eurasistes, fut revalorisé l'héritage asiatique affaibli par plus de deux siècles de domination culturelle occidentale. Ainsi, en refusant de réduire la Russie à sa seule composante slave, les autorités, au fil des ans, substituèrent à l'Empire russe, devenu URSS, le terme d'Eurasie, synthèse entre l'Europe et l'Asie. Initiée par des idéologues, cette alternative finit par faire de plus en plus l'objet de spéculations politiques qui finirent par proclamer que le devenir russe est à rechercher dans les pays islamiques, porteurs de valeurs sociales compatibles avec celles de l'orthodoxie.

« la Sibérie représente à elle seule la majeure partie du territoire russe c'est-à-dire 77 % de sa surface et 27 % de sa population, soit 33 millions d'habitants (dont 70% vit dans les villes). »

De nos jours, selon un sondage réalisé par le centre russe pour l'étude de l'opinion publique (VTSIOM), publié en novembre 2001, 13 % des Russes pensent que leur pays appartient à la civilisation occidentale et l'absolue majorité (71 %) se considère comme des « Eurasiens », héritiers de la civilisation « orthodoxe ». Ces mêmes Eurasiens soutiennent que, si la Russie a perdu une bonne partie de sa vitalité depuis plus de 150 ans pour s'être mise à l'école de l'Occident, c'est en renouant des liens avec l'Asie qu'elle redeviendra ce qu'elle était. Quoiqu'il en soit, malgré les désastres écologiques et les traitements inhumains dont furent l'objet les victimes du goulag, on se doit de reconnaître que c'est aux dirigeants communistes que la Sibérie doit son développement et son intégration à la terre russe, tenue désormais pour une nation euro-asiatique. Ce sont en effet les décideurs marxistes qui, en dehors d'une bande s'étendant de l'Oural au Pacifique, au détriment des zones septentrionales, ont initié l'exploitation des ressources naturelles du pays tels le pétrole, le gaz, les produits miniers, la forêt et de surcroît l'édification de centrales hydro-électriques et la mise en place d'infrastructures indispensables. Bien évidemment en son temps, l'Occident n'eut de cesse de dénoncer un système qui eut recours aux prisonniers des camps de travail dont le nombre fut estimé à 1 million de personnes. A la chute du régime, il a été dénoncé le non - respect des normes environnementales les plus élémentaires tels les abattages de bois abusifs, l'exploitation incontrôlée des gisements divers ou les pratiques anarchistes afférentes à

l'agriculture et à la pêche lesquelles ont réduit à l'état de désert d'immenses étendues.

Durant la guerre de 39-45, malgré les projets considérés comme « fous » et donc jamais conduits à leur terme, tel le détournement du fleuve amour, Staline a d'autorité fait transférer en Sibérie occidentale des usines et des populations sans nombre.

Carence lourde de conséquences sans doute, en raison de sa richesse exceptionnelle, le Grand Est russe a ancré chez ses ressortissants une mentalité de rentiers qui n'a pu que nuire aux efforts déployés par les dirigeants dans leur volonté de résoudre les problèmes liés à l'immensité des espaces.

Opportunité du sort, la récente évolution démocratique et économique de la Sibérie et des régions voisines a permis la mise en place de mécanismes inédits quant à l'exploitation des ressources, pour résoudre d'évidents déséquilibres .

I. Le trésor de la Russie

Quand François Mitterrand avançait que « les territoires de la Russie abritent 80 % des réserves mondiales », n'avait-il pas tout dit ?

Nul n'est sans ignorer, en effet, que la Sibérie représente à elle seule la majeure partie du territoire russe c'est-à-dire 77 % de sa surface et 27 % de sa population, soit 33 millions d'habitants (dont 70% vit dans les villes). Et, malgré ses atouts Indéniables, sans doute pour des raisons climatiques amplifiées par l'immensité de ses espaces, malgré des réserves énergétiques tenues pour inépuisables, ironie du sort, la Sibérie demeure un tantinet fascinante et mystérieuse à la fois, sans pour autant s'attirer les bonnes grâces des flots touristiques les plus avides de nouveautés.

« Qui n'est pas sans savoir que la seule République de Yakoutie, 6 fois grande comme la France, bien que peuplée d'un million d'habitants seulement, réunit la plus forte densité d'or, de diamant et de mica de la terre? »

Assurément, avec ses 13 millions de kilomètres carrés, la Sibérie regorge de tous les éléments de la classification de Mendeleïev dont les plus grandes forêts du monde (20 millions de mètres cubes soit 15% de la forêt russe), des complexes générateurs de courant variés et sans nombre: hydroélectricité, électricité éolienne, marémotrice, géothermique, sans compter un potentiel halieutique quasi intarissable. Un hiatus à tout cela cependant: l'accès aux foyers d'extraction les plus reculés constitue une entrave de poids au développement pressant d'une telle richesse. La proportion des terres cultivées ne représente que 0,5 % du total.

Les géologues, quant à eux, n'ont cessé de soutenir que les gisements dont la production ne cesse d'augmenter dépassent largement en quantité et en qualité ceux de l'Afrique du Sud les plus prisés. Qui n'est pas sans savoir que la seule République de Yakoutie, 6 fois grande comme la France, bien que peuplée d'un million d'habitants seulement, réunit la plus forte densité d'or, de diamant et de mica de la terre? Quant à la mer d'Okhotsk, pour prendre un autre exemple, ne représente-t-elle pas 10 % du poisson pêché sur la planète ?

« Pays endormi », telle est sa signification en langue tatar, la-Sibérie s'impose paradoxalement comme le pays des contrastes: ses richesses naturelles, aussi démesurées que son espace, avec des conditions de vie et de mise en valeur difficile défient l'entendement. 50 % de la surface du sol restent gelés en profondeur la plus grande partie de l'année; la différence moyenne des températures entre l'été (plus 40) et l'hiver (moins 40) oscille autour de 80 degrés.

De plus, l'immensité des espaces rend quasiment impossible l'interconnexion des transports entre les différentes régions (la distance de l'équateur au pôle et le tiers en largeur). Le Transsibérien, inauguré en 1891, a nécessité onze années de durs travaux, tout particulièrement au-delà du lac Baïkal dont la superficie égale celle de la Belgique. Destiné à l'origine à des fins purement stratégiques, il a cependant permis, le long de son tracé, le développement non envisagé et inespéré de l'agriculture. Malgré tout, il demeure le seul moyen de transports lourds, les lignes aériennes, le plus souvent inopérantes sous l'effet de la neige, ne pouvant être empruntées que par les passagers.

Ainsi, reste à déplorer que, pour n'avoir tenu aucun compte des normes environnementales les plus élémentaires, à la suite d'abattages de bois abusifs et d'exploitations incontrôlées de pétrole, de gaz et de minerais, d'immenses étendues soient devenues de véritables déserts. Il en est de même pour l'agriculture et la pêche dont la pratique, aussi anarchique et hors norme, génère encore de nos jours d'insurmontables déséquilibres écologiques.

Les seules régions peuplées demeurent, en dehors d'une large bande s'étalant de l'Oural au Pacifique au détriment des zones septentrionales, les gisements d'hydrocarbures et de minerais où les dirigeants communistes se livrèrent à une politique effrénée d'industrialisation principalement en direction du pétrole, des produits miniers et de la forêt. Les prisonniers des camps de travail, dont on estime le nombre à plus de 15 millions', ont pris une part substantielle non seulement dans l'exploitation des ressources naturelles, mais encore dans l'édification de centrales hydroélectriques et à la mise en place d'infrastructures indispensables.

« Les difficultés économiques n'ont pas permis de conduire à son terme les espoirs de Mikhaïl Gorbatchev qui, le 26 juillet 1986, déclarait: «L'Extrême-Orient ne doit plus être considéré comme un gisement de matières premières». »

De surcroît, durant la Seconde Guerre mondiale, en plus de projets «fous», et en conséquence jamais réalisés, on n'a pas hésité à transférer en Sibérie occidentale des usines et des populations sans nombre contribuant ainsi à la valorisation de ces régions inhospitalières. Norilsk, Salekhard et Novy Orenkoï témoignent aujourd'hui des efforts de développement de cette époque.

Durant l'époque khrouchtévienne, la Sibérie poursuit son développement sous de meilleurs auspices. À titre d'exemple, près de Novossibirsk, siège d'un important complexe sidérurgique, mécanique et chimique, pourtant polluant, s'édifie, en 1957, à Akademgorodok, la « Cité des savants », dont l'ambition est de projeter la Sibérie dans l'avenir en étroite liaison avec ses homologues chinois, coréens et japonais. Un Technoparc a été créé pour la production et la recherche de nouvelles technologies, dont les nanotechnologies, grâce à des spécialistes hautement qualifiés.

Avec la militarisation de l'Extrême-Orient, les flottes commerciale et militaire du Pacifique prennent de l'ampleur pour surveiller les États-Unis et l'Asie, notamment pendant la Guerre froide. Le complexe militaro-industriel, particulièrement actif, participe alors au développement de cette zone jusqu'à sa transformation en industries civiles, et cela grâce à des financements internationaux dans le cadre de politiques de démilitarisation.

Cependant, les difficultés économiques n'ont pas permis de conduire à son terme les espoirs de Mikhaïl Gorbatchev qui, le 26 juillet 1986, déclarait: «L'Extrême-Orient ne doit plus être considéré comme un gisement de matières premières». Avec la fin du communisme, la présence militaro-industrielle, réduite à sa portion congrue, avec l'arrêt du programme gouvernemental de développement à long terme, hypothèque durement sa puissance économique.

Toutefois, la destruction d'un Boeing sud-coréen à l'ouest de l'île de Sakhaline en mer d'Okhotsk, le 1er septembre 1983, alors qu'il survolait le territoire soviétique, n'a pas contribué à développer la coopération régionale naissante ...

Somme toute, la fin de la période communiste a fait que la Sibérie, et plus particulièrement l'Extrême-Orient ont décidé de promouvoir une politique de développement autonome en direction de l'Asie pacifique. Certes, pour déployer ces efforts, les délimitations administratives et arbitraires entre Sibérie occidentale, centrale, orientale et Extrême-Orient ont perdu beaucoup d'intérêt au regard des

nouvelles solidarités régionales.

Mais ces nouvelles perspectives n'ont pas empêché à plusieurs associations inter-régionales, comme l'Entente sibérienne, de voir le jour. Dès l'été 1991 en effet, une « entente économique de l'Extrême-Orient » est constituée non pas pour promouvoir une indépendance politique, mais pour organiser le développement économique de la région en liaison avec les pays voisins.

Une charte fédérale est adoptée le 31 mars 1992 et, en janvier 1993, l'Entente sibérienne se dote d'un Conseil de coordination des activités du commerce extérieur.

Un Congrès des députés des peuples à faible population du Nord européen, de Sibérie et d'Extrême-Orient est créé en 1993. De nombreuses zones franches voient le jour.

Ces peuples périphériques (Yakoutes, Bouriates, Touviens ...), loin de revendiquer les attributs de la souveraineté internationale, sollicitent à juste titre une autonomie ou une liberté plus grande, tout en restant dans la mouvance russe, même si leurs intérêts économiques les orientent plus vers l'Asie orientale que vers l'Ouest, sans compter que leur mentalité est volontiers frondeuse. Ce fut déjà le cas, dans les années qui suivirent la révolution bolchevique (1918-1920), avec l'installation de « gouvernements provisoires » à Ekaterinbourg, à Omsk et en Extrême-Orient. Aujourd'hui, face aux réelles menaces pour l'intégrité de la Russie, seuls des échanges culturels, y compris religieux, sont de nature à fédérer les diverses forces centrifuges. L'accord de 1990 unifie économiquement les 19 territoires et régions de Sibérie et Russie, de ce fait, le séparatisme de l'Armée de Libération de la Sibérie de Mikhael Koulekhov.

Pour tout dire, les autochtones regrettent que ce ne soit pas les « Sibériens qui décident de l'avenir de la Sibérie ».

Ce nouveau dynamisme régional est néanmoins freiné par une dépopulation continue. La région (okroug) de l'Extrême-Orient n'est peuplée que de six millions d'habitants jouxtant 116 millions de chinois qui vivent au sud du fleuve Amour, sans compter le Japon et la Corée. Ce district a perdu plus de 20% de ses habitants en 20 ans. D'une façon générale, la population du nord de la Sibérie diminue alors qu'elle augmente au sud, dans les bassins houillers et pétroliers.

De nombreux autochtones 'préfèrent partir vers d'autres Républiques de la CEI telles que l'Ukraine, la Biélorussie et l'Asie centrale. Avec la fin du communisme, les transports et les services n'étant plus assurés, l'habitat isolé est devenu pratiquement impossible. Seule la région de l'extrême - orient bénéficie, pour la première fois depuis 25 ans, d'un accroissement démographique magnifique car, outre la troisième année consécutive, le

nombre des naissances l'emporte largement sur celui des décès.

Par ailleurs, les tensions sociales s'intensifient à travers de nombreuses grèves et divers incidents interethniques. La présence tatare est relativement importante. À titre d'exemple, de Novossibirsk à Ioust-Akbalyk, pourtant distants de 150 kilomètres, la population russe ne représente que 6 %. Ce mécontentement s'est d'ailleurs manifesté lors des dernières élections puisque, dans la seule région de Tioumen, où sont exploités 87 % du gaz du pays, nombreux sont ceux qui déplorent que les richesses naturelles ne profitent pas au développement local. Aussi reprochent-ils aux responsables politiques de ne pas tirer tous les avantages requis en s'imposant sur les marchés extérieurs. Pour tout dire, les autochtones regrettent que ce ne soit pas les « Sibériens qui décident de l'avenir de la Sibérie ».

Dans un tel contexte, de nombreux investisseurs internationaux se font hésitants et se tournent vers les pays voisins comme la Chine, la Mongolie et l'Asie centrale, sans interrompre pour autant le commerce avec la Russie, en attendant des perspectives plus positives et rassurantes. Toutefois, le flou du droit, notamment celui qui régit la propriété, les contrats dénoncés sans raison ou non respectés, les lourdeurs bureaucratiques, les obstacles fiscaux, l'insuffisance d'informations, le manque de services conformes aux standards internationaux et la corruption constituent autant de barrières à l'intensification des échanges économiques et commerciaux.

II. Un mécanisme d'intégration économique reste à définir

La mise en valeur de la Sibérie, démographiquement vulnérable, implique un développement de l'économie nationale dans son ensemble et une politique d'ouverture avec les États voisins. Dans ce domaine en effet, la démographie chinoise et la puissance technologique de la Corée du Sud et du Japon constituent des réalités dont il faut tenir compte en priorité. En outre, la disproportion de l'espace sibérien par rapport aux moyens matériels et humains de la Russie fait que le défi reste d'autant plus délicat que, depuis 1990, le pays a été affaibli par des bouleversements politiques et économiques.

Dans les années 1980, Mikael Gorbatchev initia une offensive de charme sans lendemain : « Notre diplomatie est en train de se déplacer de l'Occident vers la zone Asie-Pacifique et ma visite ici est le premier pas dans cette direction ».

Traditionnellement méfiante à l'égard de la Chine, d'emblée et de toute évidence, la Russie a pris conscience que plus de 150 millions de chinois peuplent les seules provinces de Heilongjiang et de Jilin, sans parler de ceux qui vivent en Sibérie, ce qui représente un nombre total bien supérieur à la population de toute la Sibérie. Dans

l'Extrême-Orient russe, la situation est d'autant plus sensible que ce secteur, le tiers du territoire russe, n'atteint pas sept millions d'habitants. La péninsule du Kamtchatka et le port de Petropavlovsk - Kamtchaski sont pratiquement des zones chinoises dans la mesure où l'écrasante majorité des échanges s'effectuent avec la Chine, alors que ceux en direction de la Russie se sont effondrés. La phobie antichinoise n'est cependant plus de mise dans la mesure où les jeunes générations se sont tournées vers la Chine pour le travail, le commerce et les loisirs. Éloignés de Moscou, les étudiants apprennent le chinois au détriment de l'anglais. Les habitants d'Extrême-Orient préfèrent s'approvisionner sur le marché chinois où les choix sont plus étendus et les prix moins élevés. Séoul est à moins d'une demi-heure de vol de Vladivostok et la ville de Busan (seconde ville de Corée du Sud comptant plus de 3 millions d'habitants) est bien connue pour avoir une importante communauté russe.

Imaginons que certains États, comme Taïwan ou Hong-Kong, interrompent toute relation avec la CEI, compte tenu de l'ouverture des frontières, le bouleversement des flux commerciaux serait tel que l'on se trouverait de fait dans une zone de libre-échange même si certains handicaps persistaient.

Enfin, si la Russie est parvenue à régler ses problèmes frontaliers avec la Chine, il n'en n'est pas de même avec le Japon ou la Corée du Sud. En effet, outre le contentieux russo-japonais au sujet des îles Kouriles méridionales, occupées par les Russes depuis 1945, et la concurrence effrénée que se livrent Chinois, Japonais et Sud-Coréens pour s'implanter commercialement dans la zone, les risques de conflit ne sont pas écartés pour autant. La Corée du Sud mise sur l'affaire des Kouriles pour développer sa force commerciale, la main d'œuvre nord-coréenne s'avérant peu coûteuse et les ressources sibériennes pleinement disponibles.

De surcroît, le Japon s'affirme comme un investisseur conquérant et un dispensateur prodigue en aides humanitaires et techniques. Une représentation japonaise et un « centre de formation de management à la japonaise » existent d'ores et déjà à Khabarovsk. C'est également à Khabarovsk que siège une partie de l'année le ministère pour le développement de l'Extrême-Orient créé en 2012. On peut donc véritablement parler d'un espace économique en pleine mer du Japon, via le grand Vladivostok et les zones franches de Nakhodka et de Tioumen.

« On comprend qu'une telle situation ait fait dire à Vladimir Poutine qu'il fallait « gonfler l'économie russe avec le vent chinois ... surtout à une époque où le réchauffement climatique annonce des jours meilleurs pour la Sibérie ». »

D'ailleurs, les ressortissants des régions situées de part et d'autre de la frontière russo- chinoise, Japonais et Coréens pour la plupart, vu l'augmentation du coût des transports, tiennent l'Ouest pour peu accessible et se tournent vers leurs voisins immédiats pour s'approvisionner en main-d'œuvre ou en matières premières et pour écouler leurs produits usinés.

Et puis, le fait que la plupart des véhicules d'origine japonaise (beaucoup sont d'occasion ou résultent de la contrebande) gardent leur volant à droite traduit assez significativement cet état d'esprit. Du reste, toutes les villes frontalières ont de plus en plus l'aspect de «souks extrêmes -orientaux».

Les échanges économiques, les joint-ventures, les mariages mixtes, tout comme la coopération politique entre pouvoirs locaux, génèrent peu à peu une relative complémentarité et même une certaine cohésion dans cette grande zone. La communauté chinoise, sans parler des Japonais, Coréens ou Vietnamiens, établie dans les provinces du Primorie et de l'Amour, totalise plus d'un million de personnes. Selon les responsables locaux à Vladivostok - seigneur de l'Est -, les Chinois approcheraient le million, mais le flou des statistiques démographiques empêche d'avoir une vue claire de la situation d'autant que les résidents chinois ne cherchent pas à s'installer de façon durable, la réglementation russe faisant montre d'une très grande rigidité en matière d'immigration. Reste que l'« invasion chinoise » est beaucoup moins forte qu'on le pense. Le plus souvent, les travailleurs chinois effectuent des allers-retours sans arrière-pensée politique. Même si la question de l'immigration demeure un sujet très sensible, on peut parfois se demander si les Chinois ne servent pas à dessein de bouc émissaire pour occulter des incompétences administratives de toutes sortes.

Mais toute médaille a son revers. Aussi, corollaire imparable, la complexité de cohabitation des différentes communautés génère une forte criminalité que pourrait enrayer une coopération sincère et véritable entre la police russe et celles des pays voisins.

Somme toute, la Russie dispose d'atouts considérables: un niveau de développement techno- logique élevé, grâce à ses laboratoires de recherches militaires ou civiles, un accès à la mer, une main-d'œuvre hautement qualifiée, un solide tissu industriel et une capacité attestée quant à l'organisation logistique de ses transports. On comprend qu'une telle situation ait fait dire à Vladimir Poutine qu'il fallait « gonfler l'économie russe avec le vent chinois ... surtout à une époque où le réchauffement climatique annonce des jours meilleurs pour la Sibérie ».

De plus, en dehors de la disparité démographique, il faut tenir compte de l'importance de la diaspora chinoise toujours prête à investir, ce qui n'est pas le cas de la Russie.

À l'hostilité idéologique, aggravée par la compétition politique auprès des partis communistes nationaux durant la période soviétique, a succédé un partenariat

diplomatique reposant sur une unité de vue stratégique entre Moscou et Pékin.

Les deux puissances, bien que très différentes, sont de ce fait contraintes à partager la même ligne du monde multipolaire et paraissent condamnées à s'entendre. Elles ont aisément et rapidement admis que l'avenir des zones Asie-Pacifique et Asie centrale dépend essentiellement de la capacité des deux partenaires à procéder à des analyses communes face à deux rivaux importants :

- La présence américaine que le retrait des forces de l'OTAN d'Afghanistan en 2014 ne peut que renforcer dans cette partie du globe premier.

- Les extrémistes islamistes dont les menaces se font particulièrement vives au Xinjiang et en Tchétchénie. En outre, ces deux régimes politiques semblent devoir partager, en partie sans doute, une conception commune des standards de la démocratie et de la souveraineté. La Sibérie paraît être devenue un argument de « marchandage » entre Moscou et Pékin.

Du reste, les relations entre Russes et Chinois ont été relativement facilitées par le passé, les rapports s'étant toujours effectués par voie terrestre et sans rupture maritime, ce qui n'est pas le cas de leurs relations avec le monde anglo-saxon.

Inquiète de la percée américaine en Asie centrale, du désengagement occidental en Afghanistan, sous la pression islamique, et de la stagnation de la situation dans la péninsule coréenne, la Chine voit désormais dans la Russie un élément de grande stabilité. C'est dans cet esprit que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) fonctionne depuis 1993, et envisage même une représentation en Europe. Pékin juge la politique américaine dangereuse dans la mesure où elle affaiblit la position russe. Toutefois, l'action ouverte de la Russie en Asie centrale par l'intermédiaire de l'agence fédérale Rossotroudnitchesco et la fondation Rousski Mir n'est suffira-t-elle pour rassurer Pékin en ce qui concerne la présence américaine dans cette zone ?

« Il est manifeste que la puissance économique et commerciale de la Chine fait rêver les Russes, mais trop de différences culturelles empêchent la Russie d'adopter le modèle chinois. »

Aussi est-ce dans ce contexte diplomatique que le président Medvedev a signé, en 2009, un traité instituant un « programme de coopération entre les régions orientales de la Russie et le nord de la Chine pour les années 2009-2018 », et que la Russie a pu rejoindre les pays membres de l'APEC (Coopération Asie-Pacifique) à Vladivostok, en septembre 2012, alors qu'elle était restée jusqu'alors à l'écart de cette

organisation ,créée en 1989. Peut-être la Chine répugnait-elle à reconnaître à l'URSS la qualité de puissance asiatique!

Tirant les conclusions de l'adhésion de son pays à l'OMC en 2012, le président Poutine a présenté les perspectives les plus larges en souhaitant « une communauté harmonieuse d'économie entre Lisbonne et Vladivostok », précisant que, à terme, il s'agissait de créer une zone de libre-échange, voire de mécanismes plus sophistiqués, en vue de la création d'un authentique espace d'intégration économique. Les pays membres de l'APEC ont prévu qu'une zone de libre- échange pourrait fonctionner dans les années 2020. Lors du forum économique oriental, qui a tenu sa session plénière en septembre dernier à Vladivostock, plus de 500 projets ont été élaborés dans la région, assortis de 16 milliards de dollars d'investissements. A cette occasion a été mise en place une plate-forme pour le développement technologique et le soutien aux starts-ups. Le régime de port-franc de Vladivostock a été initié et l'émission de visas électroniques permet d'assouplir les formalités. Enfin plusieurs propositions ont été émises concernant les barrières douanières, le soutien au transport de marchandises et la protection intellectuelle.

Il est manifeste que la puissance économique et commerciale de la Chine fait rêver les Russes, mais trop de différences culturelles empêchent la Russie d'adopter le modèle chinois. Le PIB chinois est estimé à cinq fois celui de la Russie et Pékin dispose d'une réserve de devises équivalente à plus de 150 milliards de dollars. Quelques Russes regrettent que l'on n'ait pas conservé le même type de structure politique que la Chine, c'est-à-dire le maintien d'un parti communiste à la chinoise. Or le modèle chinois se veut toujours attractif d'autant que l'Europe est aux prises avec des incertitudes et de réelles difficultés de fonctionnement. Il faut donc imaginer un modèle de développement harmonieux intégrant tous les partenaires concernés. Le président Medvedev s'est montré très explicite sur ce point en reconnaissant ouvertement que « si l'on ne travaillait pas activement à développer la Sibérie, on la perdrait »³.

L'énorme potentiel énergétique et industriel est hélas encore bien loin d'avoir fourni toutes ses capacités tant sont considérables les problèmes d'interconnexions entre les régions et insolubles les besoins de main-d'œuvre. Près de 600 milliards de dollars seraient nécessaires pour l'équipement du seul Extrême-Orient.

Les remèdes restent sans doute à rechercher dans une politique d'« ardente obligation » en direction des citoyens russes et de la mise en place d'un partenariat équilibré bien compris avec les principaux partenaires de ce secteur, c'est-à-dire les Khazaks, les Chinois, les Coréens, les Mongols, les Japonais, les Vietnamiens et les Indiens. Dans

³ R.B.K. Dailly 26 septembre 2008, i/1 Jeffrey Mancoff, Russiu/1 Foreign/1 PoUcy, Roumu/1 et Littlefidd, New York, 2012.

ce sens d'ailleurs, n'a-t-on pas élaboré des projets de gazoducs et d'oléoducs qui ne peuvent qu'accroître les échanges énergétiques de façon très substantielle et favoriser le désenclavement ?

Voulant conserver leurs sociétés et craignant d'être rachetés par les grands groupes russes, les chefs d'entreprise locaux dissimulent souvent leurs profits, ce qui contribue à compliquer le développement économique.

Le défi est évidemment immense et les réponses se doivent d'être adaptées. Plusieurs experts de l'Académie des sciences de Novossibirsk se sont prononcés contre une Sibérie indépendante car, pour avoir une République indépendante, il faut disposer d'un centre fort et autoritaire, ce qui n'est pas le cas de la Sibérie qui, à la différence de l'Oural, ne dispose d'aucun statut. Est-il toujours opportun aujourd'hui que Moscou reste la capitale de la Fédération de Russie ?

Certains ont imaginé de déplacer la capitale de Moscou à Novossibirsk, de créer une sorte d'organisation régionale nouvelle du travail, de promouvoir avec force les industries légères actuellement très insuffisantes, d'investir dans les transports et l'hôtellerie, de créer des complexes touristiques et hôteliers intégraux (sports de montagne, pêche, chasse ...) pour attirer les publics chinois, coréens et japonais. C'est vraisemblablement dans cet esprit, par exemple, qu'a été signé, le 7 novembre dernier, l'accord de coopération russo-vietnamien dans le domaine spatial, assorti d'un programme d'investissements prioritaires.

En définitive, la Russie apparaît actuellement plus continentale dès lors qu'elle n'a plus d'accès à la Baltique (en dehors de Kaliningrad, de Vyborg et d'Oust' Louga) et qu'elle a été amputée d'une grande partie de sa côte sur la mer Noire. Dès lors, la façade pacifique, via le Grand-Est sibérien, apparaît plus que jamais particulièrement stratégique.

Pour répondre aux défis du Grand Est Russe trois grands projets sont en cours de réalisation :

- 1 – Le terminal liquéfié de Vladivostok.
- 2 – Le projet de gazoduc russo-coréen transitant par la Corée du Nord.
- 3 – L'oléoduc Skovorodino-Daking, mis en service en 2011, faisant de la Russie le 4ème fournisseur de la Chine.

Cet immense espace oriental qui assurait autrefois la protection de la Russie contre ses voisins est paradoxalement devenu aujourd'hui un facteur de fragilité dont il faut, à l'évidence, tenir le plus grand compte, non seulement pour assurer la survie de la Russie mais encore pour éviter qu'une concurrence internationale inexorable ne détourne les investisseurs vers d'autres horizons. La lutte s'annonce longue et serrée, mais inéluctable.

En conclusion, l'historien a pris acte de la fin de l'empire tsariste et de celle de la « civilisation » soviétique. La communauté des États indépendants ne paraît pas faite pour durer de longues années; l'intégration européenne n'étant pas envisageable, la seule issue possible reste donc la voie eurasiatique. Si, pour les Turcs, l'Eurasisme est un simple opportunisme de nature plutôt commerciale, encouragé par les Allemands et les Américains, et sans doute inspiré par les islamistes; il n'en demeure pas moins que, pour les Russes, cette voie ne paraît plus devoir résulter d'un choix ou d'une hésitation entre l'Orient et l'Occident, mais d'un impératif incontournable. De cette alternative dépendra, pour une grande part, l'avenir de l'Europe occidentale et, par voie de conséquence, l'équilibre général du monde.

L'adoption d'une telle politique d'ouverture ne peut qu'être bénéfique pour la France et l'Europe. La Russie y retrouverait ainsi son aigle bicéphale parfait reflet de son caractère géopolitique vu qu'il tourne la tête vers l'est sans tourner le dos à l'ouest.

Bibliographie

- Bobrick Benson, *The conquest and settlement of Siberia*, Londres, Heneimann, 1992, 543 p.
- Coquin François-Xavier, *Peuplement et immigration paysanne au XIX^e siècle*, Paris, Institut d'études slaves, 1969, 785 p.
- Gauthier Yves et Garcia Antoine, *Exploitation de la Sibérie*, Paris, Actes Sud, 1992, 470 p.
- Kyong-Wook Shim, *La Russie d'Orient à la dérive*, Paris, l'Harmattan, 2002, 200 p.
- Gouvenain de Marc, *Un printemps en Sibérie*, Paris, Actes Sud, 1991.
- Rodgers Allan, *The Soviet Jar east, geographical perspectives on development*, Londres, Routledge, 1990, 318 p.
- Tesson Sylvain – *Sibérie*. Paris Gallimard, 2012.

2. Vers un partenariat limité Union Européenne – Russie

L'Union Européenne : principal obstacle au rêve de puissance Russe

Alfredo G. A. Valladão, Professeur Sciences Po et Senior Fellow, OCP Policy Center

Au cours de la dernière décennie, la Russie présidée par Vladimir Putin a multiplié les manœuvres et interventions militaires – « classiques » ou « hybrides » - dans des régions autrefois considérées comme faisant partie de la « zone d'influence » soviétique. Cette volonté délibérée d'utiliser la force, faisant fi du sacro-saint principe du respect de l'intégrité territoriale des Etats, a réveillé la crainte d'un retour de la Guerre Froide. En Europe, l'inquiétude s'est traduite par deux types de réactions. D'un côté, ceux qui préconisent une attitude très ferme. L'objectif étant de dissuader de nouvelles agressions russes et de montrer au Kremlin que le coût de sa politique ne peut être qu'exorbitant. Quitte à assumer la confrontation et faire monter la tension sur le Vieux Continent. De l'autre, ceux qui, au contraire, estiment que seuls un rapprochement et un dialogue amical avec Moscou pourraient éviter le pire. Aussi, quelques concessions – y compris territoriales – ne seraient pas de trop pour apaiser les frustrations et l'appétit de l'Ours. Le maintien de bonnes relations de coopération avec le grand voisin de l'Est ne vaudrait-il pas de jeter un regard pudique sur l'annexion de l'Ukraine le soutien armé aux sécessions de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, les provocations navales et aériennes dans la mer Baltique ou les bombardements indiscriminés de civils à Alep ?

I. Russie-Europe : un très vieux débat

Ce type de débat est loin d'être nouveau. Dès la fin du XVI siècle, les puissances européennes se divisaient sur l'opportunité de s'allier aux « Moscovites » pour se défendre contre les avancées de l'Empire ottoman. Une hypothèse vivement rejetée par la monarchie française qui considérait les Russes comme « barbares ». Le philosophe allemand Leibniz, ébloui par sa rencontre avec le tsar en 1711, est à l'origine de l'idée que le « barbare » avait du bon : il constituait une « table rase » sur laquelle on pourrait

bâtit un monde meilleur, débarrassé des « vices » d'une Europe en crise. En France, Montesquieu, anti-absolutiste convaincu, n'avait que mépris pour le tsar Pierre 1er, alors que Voltaire saluait le « génie » de Pierre « le Grand » et applaudissait l'invasion de la Pologne, en 1767, par Catherine II, la « Sémiramis du Nord ». Rousseau quant à lui, défenseur de la souveraineté de la Pologne – dernière barrière contre le « knout » – s'inquiétait de voir l'Europe dominée par les « Tatars » d'Asie. Quant à Napoléon Bonaparte, il était persuadé que la « Russie tend à l'invasion par nature ». « L'Europe sera cosaque ou entièrement républicaine », disait l'Empereur – qui lui-même n'était pas un amateur en matière d'invasions. Cette vision de la Russie comme Etat « despotique » aspirant à la « domination mondiale » a fait florès tout au long du XIX siècle dans les prises de position de « démocrates » comme Michelet et Victor Hugo ou de « réactionnaires » comme le marquis de Custine. Alors qu'à l'inverse, un « révolutionnaire » comme Ernest Coeurderoy pouvait s'écrier : « Hurrah !!! ou la Révolution par les Cosaques » appelant de ses vœux l'invasion de l'Europe occidentale par les Russes⁴.

« Même pendant la période de la perestroïka à Moscou, à la fin des années 1980, l'opinion occidentale se déchirait pour savoir si l'on pouvait ou non faire confiance à Mikhaïl Gorbatchev. A telle enseigne que le président américain Ronald Reagan pouvait lancer à son homologue soviétique : « Trust, but verify ». »

Cette controverse s'est poursuivie avec encore plus d'intensité après la Révolution d'Octobre de 1917, la montée en puissance des mouvements communistes en Europe liés à la IIIe Internationale d'inspiration soviétique et les divisions et affrontements de la Guerre Froide. Une méfiance durable vis-à-vis du « péril russe », à peine écornée l'éphémère Pacte germano-soviétique, par les nécessités de l'alliance contre les puissances de l'Axe au cours de la Seconde Guerre Mondiale, par les propagandistes français d'une « alliance de revers » avec Moscou face à l'Allemagne ou par l'Ostpolitik allemande et sa stratégie de main tendue à l'URSS. Même pendant la période de la perestroïka à Moscou, à la fin des années 1980, l'opinion occidentale se déchirait pour savoir si l'on pouvait ou non faire confiance à Mikhaïl Gorbatchev. A telle enseigne que le président américain Ronald Reagan pouvait lancer à son homologue soviétique : « Trust, but verify ». Une ambiguïté qui s'est maintenue après la chute du Mur de Berlin,

⁴ Sur l'ensemble de ce débat européen sur la Russie, du XVIII au XX siècles, voir l'ouvrage très complet de Dieter Groh, *Rußland und das Selbstverständnis Europas. Ein Beitrag zur europäischen Geistesgeschichte*, Hermann Luchterhand Verlag GmbH, Neuwied, 1961 (traduction italienne : *La Russia e l'autocoscienza d'Europa*, Einaudi, Torino, 1980).

l'implosion de l'URSS et la réunification allemande – d'ailleurs mal vécue par les autorités françaises et britanniques – avec la tentative de bâtir un partenariat privilégié entre l'Alliance atlantique et la nouvelle Russie. Un rapprochement qui ne pouvait faire l'économie de l'impératif d'étendre les garanties de sécurité de l'OTAN, réclamées par les pays centre- et est-européens récemment libérés des contraintes du Pacte de Varsovie.

Aujourd'hui, les aventures militaires et les ingérences cybernétiques de Vladimir Putin ont relancé, encore une fois, cette querelle entre va-t-en guerre et appeasers. Les premiers pensent qu'il est temps de faire une démonstration de force écrasante afin de porter un coup d'arrêt aux manœuvres de déstabilisation du Kremlin – et même pour l'obliger à abandonner les quelques conquêtes territoriales de ces dernières années et à mettre fin à ses intrusions directes dans la vie démocratique des Etats occidentaux. Les seconds mettent en avant une vision psychologisante : après la mort de l'empire soviétique, les Russes auraient été « humiliés » par l'Occident et leurs intérêts « ignorés ». Putin ne ferait donc que « réagir » à l'« arrogance occidentale » afin de récupérer un statut de grande puissance qui reviendrait « naturellement » à la Russie. Dans ces conditions, il suffirait donc de traiter le leader russe « avec respect » et d'accepter la légitimité de sa vision des « intérêts russes », pour en faire un partenaire fiable et garantir la paix et la stabilité en Europe. Personne, bien sûr, ne souhaite revenir aux tensions de la Guerre Froide. Mais chacune de ces positions, si elle était appliquée, aurait de fortes chances de provoquer justement ce que l'on prétend éviter.

II. Le rêve russe d'un retour aux « zones d'influence »

Le réalisme le plus terre à terre contraint d'admettre l'ancienne vérité : on ne peut changer sa géographie. L'Europe, quelles que soient ses différentes représentations de la Russie, devra continuer à vivre avec son grand voisin de l'Est – en évitant, tant que faire se peut, un affrontement qui pourrait déboucher sur un embrasement général. La grande leçon du XX siècle est que le Vieux Continent constitue l'un des espaces les plus dangereux de la planète, particulièrement vulnérable aux erreurs d'appréciation des gouvernements en charge et à l'opportunisme de démagogues autoritaires, nationalistes et xénophobes. Difficile d'oublier les deux grandes guerres civiles européennes métamorphosées en guerres mondiales – et leurs quelques 80 millions de pertes humaines dans le monde – ainsi que la reprise des massacres, au cours des conflits en Yougoslavie dans la décennie 1990 – 300.000 morts et 4 millions de personnes déplacées. L'ONU, l'Alliance Atlantique, l'intégration européenne et ses institutions supranationales, ainsi que la politique de « containment » et de dissuasion nucléaire

vis-à-vis du régime communiste installé à Moscou, ont toutes répondu à la nécessité impérieuse d'éviter à tout prix une répétition, en Europe, des tragédies de ce « siècle de fer ». Depuis le début des années 1950, toute la construction européenne – protégée par le parapluie de sécurité nord-américain – vise essentiellement à domestiquer les vieilles pulsions nationalistes et leurs terribles conséquences en mettant en place des coopérations et des institutions régionales communes et/ou supranationales. Or, cet édifice, qui a maintenu – vaille que vaille – la paix sur le Vieux Continent depuis plus d'un demi-siècle, est aujourd'hui mis en cause de toutes parts. Et l'ambition de Vladimir Poutine n'est pas la moindre des menaces.

« Le but du Kremlin n'est évidemment pas d'établir une hégémonie russe sur la planète. Il s'agit simplement de se doter des instruments de pouvoir nécessaires afin de rétablir la logique traditionnelle d'un monde régulé par un système d'équilibre entre grandes puissances. »

Le président russe ne fait pas mystère de ses objectifs. Estimant que la chute de l'Union soviétique a été « la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier »⁵, il voudrait retrouver pour son pays un statut de puissance mondiale pouvant parler d'égal à égal avec les Etats-Unis. Le but du Kremlin n'est évidemment pas d'établir une hégémonie russe sur la planète. Il s'agit simplement de se doter des instruments de pouvoir nécessaires afin de rétablir la logique traditionnelle d'un monde régulé par un système d'équilibre entre grandes puissances. Chacune bénéficiant, de facto, de « zones d'influence » reconnues, composées d'Etats moins robustes contraints à une alliance avec la puissance dominante et ne pouvant donc prétendre qu'à une souveraineté limitée. Une vision qui rappelle le « concert des nations » européennes du XIX^e siècle, matinée d'une nostalgie pour le monde bipolaire de la Guerre Froide, et qui mêle les obsessions géopolitiques des empires tsariste et soviétique. Or, le principal obstacle à la poursuite de cette stratégie est bien l'Union européenne – une solide organisation politique bien établie, fondée sur des conceptions radicalement opposées. L'UE valorise à la fois les partenariats supranationaux, les régimes démocratiques, ainsi que la liberté et l'égalité de droits des Etats souverains, grands ou petits. Le projet de Vladimir Poutine ne peut donc prospérer qu'en favorisant le retour, sur le Vieux Continent, des rivalités géopolitiques entre Etats nationaux.

5 V. Poutine, Discours devant l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, 25 avril 2005

III. Une Russie affaiblie

Une telle stratégie, doit nécessairement passer par la fragmentation et le démantèlement de la construction européenne. D'un côté, il faudra favoriser les mouvements politiques nationalistes et anti-européens au sein de chaque Etat membre de l'Union. De l'autre, il s'agira de distendre les liens Europe/Etats-Unis de manière à affaiblir l'Alliance atlantique. La cohésion de l'OTAN constitue le noyau dur de la sécurité commune et de la coopération militaire transnationale entre Etats européens et la plus grande puissance mondiale. Ce n'est évidemment pas un hasard si le secrétaire-général de l'organisation militaire occidentale, Jens Stoltenberg, vient de réaffirmer que le rétablissement des sphères d'influence est « inacceptable »⁶.

La Russie toutefois, ne bénéficie plus de la puissance idéologique, militaire et économique de l'ancienne URSS. Rétablir une nouvelle forme d'empire sur son « étranger proche » n'a pas la même résonance dans l'opinion européenne que les anciennes promesses de « lendemains qui chantent » de la révolution communiste mondiale. Il n'y a d'ailleurs plus de puissants partis communistes en Occident capables de servir de relais à la politique étrangère du Kremlin. Un nouveau messianisme russe, placé sous la bénédiction du Patriarche de Moscou et exaltant la foi orthodoxe, n'a pas beaucoup de chances de convaincre des sociétés européennes de cultures catholique ou protestante, déjà profondément déchristianisées par ailleurs. D'un point de vue militaire, les autorités russes peuvent encore compter sur la force de dissuasion de leurs armements nucléaires et, au cours des dernières années, elles ont produit un gros effort pour renforcer et moderniser leurs forces conventionnelles. Mais les forces armées russes sont encore loin de pouvoir affronter la puissance militaire de l'OTAN en cas d'affrontement direct. Quant à l'économie, elle repose essentiellement sur la production et la vente d'hydrocarbures, minerais ou armements, et reste extrêmement dépendante de la fluctuation des prix mondiaux des matières premières. Après deux ans de récession et avec une croissance en berne, un PIB inférieur à celui de l'Italie et un poids de moins de 3% dans les échanges commerciaux globaux, la Russie est réduite à une politique de survie d'un système économique dominé par une oligarchie prédatrice, incapable de mettre en œuvre les réformes nécessaires. Plus inquiétant à long terme: le pays doit s'accommoder d'une crise démographique de grande ampleur, avec des taux de fécondité insuffisants et de forts taux de mortalité.

Vladimir Poutine, faisant honneur à la tradition d'excellence échiquienne de ses compatriotes, tente de transformer ces handicaps stratégiques en avantages tactiques. Espérant qu'un enchaînement rapide de succès partiels lui permettra de consolider

6 Interview accordée au journal Le Temps (Genève), le 2 mars 2017

des gains de position assez significatifs pour pouvoir négocier avec les Occidentaux un équilibre géopolitique plus favorable. Le meilleur moyen en effet, pour tenter de fractionner l'UE et de distendre la relation USA/UE est de saisir les bonnes occasions pour s'attaquer, au cas par cas, aux vulnérabilités des démocraties nord-atlantiques.

IV. Disloquer l'Europe

Les retombées sociales de la grande mutation du modèle de production et consommation de masse hérité du XX^e siècle menacent la stabilité des démocraties représentatives occidentales. Cette période de transition vers des formes de consommation de plus en plus personnalisées et une organisation de la production en réseaux, impulsée par la nouvelle révolution technologique, disloquent les anciennes solidarités et représentations sociales. Les clivages entre « perdants » et « gagnants » de ces nouvelles dynamiques fragmentent le corps social, entraînant un morcellement des partis politiques traditionnels. La méfiance envers des autorités gouvernementales perçues comme incapables de gérer des bouleversements qui dépassent les moyens institutionnels des Etats nationaux, se répand comme une traînée de poudre. Accompagnée également de formes de rejet des institutions européennes de Bruxelles prises comme bouc émissaire. La légitimité des dirigeants politiques et même des institutions de gouvernement est mise en cause par de larges pans des opinions publiques, ouvrant la voie à la montée de forces populistes et de démagogues qui se présentent comme alternatives au « système ». En Europe – et aussi aux Etats-Unis – les processus électoraux se radicalisent et deviennent imprévisibles.

« Sur le Vieux Continent, tout est bon pour tenter de subvertir les équilibres politiques des membres de l'Union européenne : financement de partis nationalistes et xénophobes, diffusion sur les réseaux sociaux d'informations fabriquées, « hacking » cybernétiques pour mettre en difficulté des politiciens pro-européens, soutien à des présidents populistes anti-européens comme en Hongrie, Macédoine, ... »

Cette sorte de convulsion des fondements démocratiques des sociétés occidentales ouvre de vastes opportunités pour des aventuriers politiques, mais aussi pour des manœuvres de déstabilisation de la part de régimes autoritaires. Le Kremlin aujourd'hui s'est immiscé dans les campagnes électorales d'un grand nombre de pays européens – et même aux Etats-Unis où les services de renseignement l'accusent d'ingérence directe

dans l'élection qui a porté Donald Trump au pouvoir. Sur le Vieux Continent, tout est bon pour tenter de subvertir les équilibres politiques des membres de l'Union européenne : financement de partis nationalistes et xénophobes, diffusion sur les réseaux sociaux d'informations fabriquées, « hacking » cybernétiques pour mettre en difficulté des politiciens pro-européens, soutien à des présidents populistes anti-européens comme en Hongrie, Macédoine, Moldavie ou Bulgarie, tentatives de manipulation de minorités ethniques ou de la crise des migrants, encouragements discrets aux mouvements sécessionnistes en Europe. . .

Ces immixtions dans les rendez-vous démocratiques des Etats voisins sont complétées par des menaces externes, économiques ou militaires. La dépendance de l'Allemagne, de l'Italie et des pays d'Europe centrale vis-à-vis des importations de gaz russe représente un puissant levier de pression. Il suffit en effet, de laisser entendre que l'on pourrait fermer les robinets du réseau de pipelines qui relie ces Etats aux centres de production russes. Ou de répéter aux Européens qu'ils auraient intérêt à développer ce rapport de dépendance afin de garantir à long terme leurs approvisionnements.

Les dirigeants russes cependant, ne se contentent pas de pressions et manipulations. Depuis l'invasion du nord de la Géorgie en 2003 et la reconnaissance officielle de l'indépendance des provinces sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, Moscou n'hésite plus à utiliser la force. Le défi le plus sérieux posé à l'Alliance atlantique a été l'intervention militaire dans le Donbass à l'est de l'Ukraine, inaugurant une forme moderne de conflit « hybride » combinant le soutien et l'armement de groupes séparatistes locaux avec des forces spéciales russes sans insignes, maquillées en groupes armés irréguliers (les désormais fameux « petits hommes verts »). Une agression non-revendiquée officiellement mais suivie de l'annexion pure et simple de la Crimée par les forces armées russes. Pour la première fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une puissance viole, par la force et la conquête, le principe du respect de la souveraineté territoriale des Etats du Vieux Continent. Comme si Vladimir Putin avait voulu clairement signifier qu'il n'était plus question d'accepter le modèle post-Guerre Froide des relations entre Etats fondées sur une compétition balisée par la coopération et le respect du droit international. Et que, dorénavant, seules les logiques de l'équilibre des grandes puissances et de la conquête de « zones d'influence » étaient de mise.

Cette posture est encore renforcée par une série d'actions belliqueuses : déploiements dans l'enclave de Kaliningrad de missiles Iskander pouvant être équipés de têtes nucléaires, déploiement de missiles de croisière à têtes nucléaires en violation du traité américano-soviétique sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI), multiplication de manœuvres militaires aux frontières occidentales, provocations aériennes et navales en mer Baltique et en Europe du Nord pour « tester » les systèmes de défense de l'OTAN, cyber-attaque massive contre l'Estonie. . . Les tapis de bombes de l'aviation russe en

Syrie, en soutien au régime dictatorial de Bachar El-Assad, sont encore un moyen d'affirmer que la Russie veut désormais disposer d'un droit de veto sur les affaires du monde.

Cette rafale d'actions de « guerre hybride » n'est évidemment pas la seule cause de déstabilisation des démocraties occidentales. Elle a cependant, un impact significatif sur la fragmentation de la vie politique en Europe et sur la crédibilité des informations et des médias. Saper les consensus internes au sein des voisins européens est une manière de rendre plus difficile la prise de décisions des gouvernements et donc, de tenter d'empêcher la possibilité de visions et d'initiatives politiques communes de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie. Le chef d'état-major de l'armée russe, Valeri Guérassimov, théoricien de la guerre « informationnelle », explique que l'avantage est de « priver la partie adverse de sa souveraineté sans que le territoire de l'Etat soit pris »⁷.

Ce travail de désagrégation des capacités d'initiative de l'Union européenne met également en difficulté le fonctionnement de l'Alliance atlantique. L'intervention de « hackers » liés au Kremlin dans la campagne présidentielle américaine et les contacts pris avec l'entourage de Donald Trump mettent en lumière le grand pari de Vladimir Putin : favoriser un candidat qui multipliait les déclarations hostiles à l'intégration européenne et à l'OTAN elle-même – et qui affirmait haut et fort son intention de s'entendre avec le leader russe. D'une pierre deux coups : affaiblir à la fois l'UE et le lien transatlantique. Et présenter la Russie comme une puissance à laquelle il faudrait, d'une manière ou d'une autre, reconnaître un rôle prépondérant dans l'organisation géopolitique du Vieux Continent – ou du moins égal à celui des Etats-Unis.

V. Succès tactiques et impasse stratégique

Il n'y a pas de doute que le leader russe a enregistré une série de succès tactiques. A telle enseigne, qu'il a réussi à se bâtir, dans l'opinion publique occidentale, une réputation d'acteur international incontournable. Une manière de renforcer également son autorité et pouvoir interne. La propagande permanente vendant une image d'un pays entouré d'ennemis, et « assiégé » par l'Occident, l'appel à la renaissance d'une « Nouvelle Russie » (Novorossia) et l'exaltation de ses racines religieuses orthodoxes, les références constantes à la grandeur de l'empire tsariste ou à la « Grande Guerre Patriotique » contre l'Allemagne (1941-45), commencent à atteindre leur but : susciter un fort sentiment nationaliste dans la population qui se reconnaît dans la figure de son chef politique autoritaire – un mix de Tsar et de Premier-secrétaire du PCUS. Cet immense effort pour tenter de faire oublier les faiblesses économiques, démographiques,

⁷ cf. N. Guibert, I. Mandraud, "Le cyber-arsenal de la maison Russie", Le Monde, Paris, 14 mars 2017.

technologiques et même militaires du pays, a permis de consolider le pouvoir du groupe dirigeant russe et de réduire l'opposition au quasi-silence.

« Or, s'il est vrai que bon nombre de sociétés européennes sont dépendantes des hydrocarbures russes, il est aussi évident que la Russie est également très dépendante de ses clients européens. »

Les résultats stratégiques de ce grand jeu tactique sont, quant à eux, bien moins brillants. Les menaces de chantage à la fourniture de gaz ont poussé les Européens à envisager – finalement – la mise en place d'une politique énergétique commune. Sans le crier ouvertement sur les toits, les principaux pays consommateurs européens cherchent à réduire de manière significative leur dépendance vis-vis de la Russie. Un objectif qui vient s'ajouter à la priorité accordée à un modèle énergétique respectueux de l'environnement. Les chantiers sont multiples : diversification des importations de gaz en basculant vers des fournisseurs de GNL (Qatar, Etats-Unis, Mer du Nord...), libre circulation de l'énergie d'un pays à l'autre de l'Union en favorisant l'interconnexion des réseaux de gaz et électricité, modernisation des infrastructures, meilleur efficacité énergétique grâce aux nouvelles technologies, soutien décidé au développement des énergies renouvelables... L'horizon est d'avancer peu à peu vers un marché intégré de l'énergie et de pouvoir parler et négocier d'une seule voix. Or, s'il est vrai que bon nombre de sociétés européennes sont dépendantes des hydrocarbures russes, il est aussi évident que la Russie est également très dépendante de ses clients européens. Contrairement à la flexibilité des livraisons par navires méthaniers, les pipelines russo-européens sont fixes et ne peuvent être déplacés ailleurs sauf à payer des coûts exorbitants et à trouver des nouveaux acquéreurs fiables.

« Les pays les plus exposés aux menaces russes, la Pologne, les Etats baltes ainsi que la Suède et la Finlande plaident pour une attitude plus ferme envers le pouvoir russe – y compris dans le domaine militaire. »

L'aventure militaire du Kremlin en Ukraine a également provoqué un retour de bâton. Dorénavant, tout gouvernement à Kiev, quel que soit sa couleur politique, ne pourra qu'exprimer une dose certaine d'hostilité vis-à-vis de Moscou – un résultat inverse à celui recherché d'un alignement des autorités ukrainiennes sur les intérêts russes, ou du moins une « neutralité » de leur part. Par ailleurs la Russie se retrouve à devoir financer et soutenir, pour très longtemps et à fonds perdus, la rébellion du Donbass et le fonctionnement de l'économie de la Crimée. Cette démonstration de force, qui bafoue

les canons du droit international post-Deuxième guerre mondiale, a suscité une prise de conscience collective en Europe et au sein de l'Alliance atlantique. Les pays les plus exposés aux menaces russes, la Pologne, les États baltes ainsi que la Suède et la Finlande plaident pour une attitude plus ferme envers le pouvoir russe – y compris dans le domaine militaire.

Paradoxalement, l'OTAN, qui depuis l'implosion de l'URSS se cherchait une raison d'être, se retrouve revigorée. Aujourd'hui, la nouvelle vision stratégique de l'alliance occidentale met la menace russe au centre de ses prises de décision. L'OTAN a relancé de grands exercices militaires qui avaient été abandonnées depuis des années. Elle a également pré-positionné du matériel en Europe de l'Est, non loin des frontières russes, et a décidé des déploiements tournants de forces dans la région afin de rassurer les membres de l'Alliance les plus exposés et réaffirmer les engagements de défense collective stipulés par l'Article 5 du Traité de l'Atlantique Nord de 1949. Une démonstration de force « à l'avant », renforcée par la poursuite du projet d'installation des missiles anti-aériens Patriot en Roumanie et Pologne, et par le renforcement de la coopération militaire avec la Suède et la Finlande. Vladimir Putin se retrouve ainsi face à une OTAN bien plus déterminée et à une force de dissuasion conventionnelle occidentale un peu plus robuste le long de ses frontières occidentales.

Les pays membres de l'UE, quant à eux, ont rapidement compris le danger que représentait l'aventure russe en Ukraine. Confrontés à la menace d'une Europe paralysée par les divergences sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Kremlin, ils ont réussi, dans un premier temps, à faire une démonstration d'unité en appliquant une série de sanctions économiques à la Russie et même à certains de ses dirigeants individuellement. Des sanctions renouvelées régulièrement en dépit de nombre d'opinions contraires au sein même de l'UE. Par ailleurs, confrontés à une menace qui pourrait se révéler existentielle à terme, les gouvernements des pays membres ont voulu remettre la vieille question d'une politique de défense et sécurité commune au centre d'une relance du processus d'intégration. A la traditionnelle exigence américaine – reprise sans ménagement par Donald Trump – d'un meilleur « partage du fardeau » de la défense, les Européens semblent aujourd'hui mieux disposés à augmenter leurs dépenses militaires et leur coordination en matière de sécurité. Une manière également de répondre à l'augmentation massive du budget militaire des États-Unis, promise par la Maison Blanche et au vide créé par le Brexit, qui prive l'Union de l'une des deux principales puissances militaires européennes (France et Grande-Bretagne). Vladimir Poutine n'a donc pas peu contribué à ce réveil d'une ambition d'« Europe-puissance » et au retour de la vieille méfiance européenne envers la Russie.

VI. Le pari perdant de Vladimir Putin

Le Kremlin, suspendu sans ménagements du G-8 et inquiet d'une victoire d'Hillary Clinton qui aurait probablement accentué son isolement diplomatique, aura parié gros sur la victoire de Donald Trump, ouvertement favorable à un rapprochement russo-américain. L'emploi massif d'outils informatiques de « hacking » et cyber-propagande pour tenter d'influencer les résultats de l'élection présidentielle a sans doute contribué à la victoire étonnante du milliardaire new-yorkais. Mais une ingérence aussi évidente a provoqué un effet contraire : le scandale est d'une telle ampleur que la marge de manœuvre du nouveau président vis-à-vis de la Russie a été réduite à la portion congrue. Trump se retrouve à devoir affronter l'ensemble de l'establishment américain de la défense, de la sécurité intérieure et du renseignement, pour qui Moscou n'a jamais cessé d'être considéré comme un redoutable adversaire. Le nouveau secrétaire au Pentagone, le général James Mathis, les patrons de la CIA ou de la NSA, et le chef de la Sécurité Intérieure, l'ex-général John Kelly, n'ont jamais caché qu'ils considéraient la Russie comme une menace. Et tous sont attachés au maintien et au renforcement de l'OTAN. Même le chef du Conseil de Sécurité nationale, Michael Flynn a dû être sommairement limogé pour sa trop grande proximité avec les dirigeants russes, et remplacé par le général McMaster, lui aussi peu suspect de complaisance avec Moscou.

« Le Kremlin a sans doute obtenu quelques succès diplomatiques, mais pour essayer de maintenir un statut d'interlocuteur de premier plan il ne peut plus compter que sur son pouvoir de nuisance régional, particulièrement en Europe ou en Syrie. »

Au lieu de diviser les Européens et l'Alliance atlantique, la pyrotechnie géopolitique de Vladimir Poutine a eu pour effet de relancer une volonté de cohésion. Pour l'instant, les seuls dialogues avec la Fédération russe concernent des problèmes régionaux. Plus question d'aborder avec elle les grandes questions de gouvernance globale. Le Kremlin a sans doute obtenu quelques succès diplomatiques, mais pour essayer de maintenir un statut d'interlocuteur de premier plan il ne peut plus compter que sur son pouvoir de nuisance régional, particulièrement en Europe ou en Syrie. Un pouvoir qui s'effrite lentement au fur et à mesure qu'il s'embourbe dans des marécages militaires ou des rapports de force diplomatiques sans issue. Quant à la défense et illustration de la supériorité des régimes autoritaires et du rôle central de l' « homme fort », elle a sans doute un réel impact en Russie même. Mais ailleurs en Occident, seules les franges les plus extrémistes, nationalistes et xénophobes – encore

largement minoritaires, même en Amérique – se retrouvent dans ce récit idéologique.

Conclusion

On ne peut cependant choisir ses voisins. Il n’y a pas d’autre option pour les Européens que de maintenir le dialogue avec le Kremlin. Mais celui-ci n’est possible qu’à condition de poursuivre avec détermination la réduction des formes de dépendance vis-à-vis du grand voisin de l’Est et de se doter d’une capacité de dissuasion militaire capable de prévenir aventures et dérapages pouvant mener à un conflit ouvert. « Patience stratégique » est probablement la manière contemporaine de concevoir les relations russo-occidentales. Une notion moins « musclée » que le containment de la Guerre Froide, quand l’URSS était encore une grande puissance. Diplomatiquement, les Occidentaux devront insister sans relâche sur le respect de leurs valeurs fondamentales : la démocratie, les droits de l’homme, le droit international, la coopération et l’idée de règlements pacifique des conflits... Plus important à court terme : ne pas transiger sur le respect des frontières et de l’autonomie de décision des pays d’Europe orientale, ainsi que sur le rejet clair et net de toute mise en place de « zones d’influence » géopolitiques constituées de pays contraints à une « souveraineté limitée ».

Militairement, l’Europe devra finalement se doter d’une politique de défense et de sécurité commune afin d’augmenter son pouvoir d’influence et décision au sein de l’OTAN. Un objectif qui suppose également une augmentation substantielle des budgets militaires et de la coopération en matière d’armements et d’organisation. Économiquement enfin, il sera nécessaire de faire preuve de volonté pour maintenir les sanctions, tant qu’une solution respectueuse de la souveraineté ukrainienne n’est pas négociée. Et il faudra également poursuivre les différentes politiques européennes de réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis du gaz russe. Bien sûr, des accords économiques ou commerciaux sectoriels « gagnant-gagnant » sont toujours possibles et souhaitables, mais en cherchant particulièrement à promouvoir la dépendance russe envers l’Union européenne et non l’inverse.

En Europe, ce n’est pas parce qu’on fera des concessions à la « vision du monde » de Vladimir Putin – ou à ce qu’il définit comme ses « intérêts légitimes » – qu’il fera de même concernant les pays de l’UE. Un grand nombre de coopérations bilatérales sont évidemment possibles. À condition toutefois, d’afficher clairement que l’objectif central du Kremlin de fragmenter la construction européenne et la relation transatlantique n’est pas acceptable. Rien n’est négociable si le respect de l’« identité » russe, telle que la définit Putin, passe par la dislocation de l’« identité » de la construction européenne – un processus progressif de partage de souverainetés qui a garanti la plus longue période de paix sur le Vieux Continent depuis la guerre de Troie, et qui constitue un atout crucial de

sa puissance, faisant de l'Europe un acteur global en dépit de ses crises et vulnérabilités internes.

Vis-à-vis de cette nouvelle poussée « impériale » russe, il n'y a pas d'alternative. Comme lors des vieux débats, du XVI au XX siècles, rien ne peut être tranché. Seule possibilité raisonnable : attendre un inévitable post-Putin, campés sur une position à la fois ferme et ouverte au dialogue. L'idéal, bien entendu, serait une Russie démocratique, pacifique, prospère, moderne, utilisant sa puissance pour le bien commun. Malheureusement, l'histoire russe n'a toujours pas produit une telle réalité. En 1823, l'ancien aumônier de Napoléon Bonaparte, l'abbé Dufour de Pradt, se lamentait que l'Europe soit obligée de choisir entre un protectorat anglo-américain et un protectorat, russe. Mais il optait sans hésiter pour les anglo-saxons. Aujourd'hui cependant, l'Europe a davantage de moyens pour établir une relation moins inégalitaire au sein de la toujours indispensable alliance occidentale.

Un partenariat limité à l'heure d'un « grand marchandage » ?

Florent Parmentier, chercheur-associé, Sciences Po, HEC Center for Geopolitics

La relation entre la Russie et ses partenaires européens est l'histoire de deux grammaires de puissance différentes. Pour sa part, la Russie doit contrôler son immense masse continentale de plus de 17 millions de km², fruit de plusieurs siècles d'expansion, et associant une population extrêmement diverse ; elle évoque Gaïa, déesse grecque la terre. L'Union européenne, quant à elle, entend dépasser sa propre histoire, celle de deux Guerres mondiales parties de rivalités continentales ; elle semble invoquer Chronos, dieu grec du temps. De cette différence de perspective résulte une non-concordance des temps historiques : d'un côté, les Européens voient la Russie comme un pays du XIXe siècle, animé par une *realpolitik* bien vivace évoquant l'ère des conquêtes territoriales ; tandis que les Russes, pour leur part, voient dans l'Union européenne une expérience post-historique souhaitant incarner le XXIe siècle mais destinée à s'effondrer, comme s'est effondrée auparavant l'URSS, qui ne répond pas aux impératifs russes.

Le partenariat euro-russe qui paraissait il y a un quart de siècle comme l'aboutissement logique de la Guerre froide a aujourd'hui laissé place au mieux à une incompréhension mutuelle, au pire à une hostilité profonde. Difficile pourtant d'imaginer que les deux parties du continent se tourneront le dos jusqu'à un horizon indéfini. Construire un partenariat suppose de se mettre d'accord, à tout le moins, au sujet de ce sur quoi on est en désaccord, avant de définir le champ des possibles. Du côté des Européens, il faut dépasser les trois leitmotivs présents dans tout discours sur les relations à développer avec la Russie, qui ne suffisent pas pour autant à définir une politique : la construction de l'unité, la promotion des valeurs ou encore la défense des intérêts. Du côté russe, c'est l'éloignement de l'Europe qui domine pour le moment : de l'imitation du modèle européen, on est passé à l'idée selon laquelle la Russie dispose d'un modèle de civilisation propre, lié à l'Europe mais séparé. Faire sens de ces deux approches ne sera évidemment pas aisé.

La guerre en Ukraine a clairement constitué une rupture franche dans les relations bilatérales, menant à des sanctions et des représailles de part et d'autres. Le retour au statu quo ante n'en sera que plus difficile ; établir de nouvelles relations rend nécessaire de solder le passé, de tenir un rapport de force afin d'être en mesure de

pouvoir dialoguer sur un programme crédible.

C'est dans ce contexte qu'il convient de réfléchir à un « partenariat limité » entre l'UE et la Russie, à même de sortir de l'impasse actuelle.

I. Partenariat en devenir ou défiance durable ?

L'ampleur de la crise ukrainienne nous amène à envisager l'alternative entre un partenariat improbable et une méfiance réciproque vraisemblable.

• La Russie est-elle toujours un partenaire en devenir ?

Au début des années 1990, la Russie apparaissait comme un partenaire en devenir au sortir de l'URSS, réintégrant la famille européenne des nations.

Pourtant, en un quart de siècle, nous sommes passés de relations fondées sur l'exportation des valeurs européennes depuis Bruxelles au refus des règles du jeu défini par l'Ouest du continent à Moscou. Cette dégradation des relations a connu des oscillations tout au long de cette période, entre rapprochements occasionnels et crises multiples.

« La stratégie d'influence russe s'appuie également sur des relations avec des acteurs politiques hostiles à l'intégration européenne (à droite comme à gauche), rassemblant des soutiens autour des valeurs du conservatisme social, de l'autorité de l'Etat et du patriotisme. »

L'occasion manquée a peut-être été celle du sommet de Saint-Pétersbourg en mai 2003, qui avait défini une politique intéressant autour de la dynamique des quatre espaces : l'espace économique ; l'espace de liberté, sécurité et justice ; l'espace de sécurité extérieure ; et enfin l'espace de recherche éducation. Les réalisations n'ont hélas pas été à la hauteur des ambitions. Le redémarrage (reset) voulu par Barack Obama en 2009, quelques mois après la guerre en Géorgie (août 2008) n'a pas non plus débouché sur autre chose qu'une dégradation des relations, comme en témoigne la polémique sur les cyberattaques russes pendant l'élection présidentielle américaine à l'automne 2016, ainsi que l'expulsion de 35 diplomates russes en décembre, quelques semaines avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Le refus des règles européennes par les autorités russes ont conduit celles-ci à développer une réelle politique d'influence pour contrer le 'soft power' européen, fondée

sur des relais médiatiques (RT, Sputnik), des influenceurs et des trolls sur les réseaux sociaux. La stratégie d'influence russe s'appuie également sur des relations avec des acteurs politiques hostiles à l'intégration européenne (à droite comme à gauche), rassemblant des soutiens autour des valeurs du conservatisme social, de l'autorité de l'Etat et du patriotisme.

- **L'ère d'une méfiance durable ?**

Les désaccords n'ont pas manqué d'apparaître à mesure que les intérêts de la Russie, des Européens et des Américains ont vu leurs divergences s'accroître.

C'est à l'occasion du discours de Munich de février 2007 que le président russe exprime avec le plus de verve sa méfiance vis-à-vis des États-Unis. La Russie avait eu auparavant une série de tensions avec les États-Unis (guerres du Kosovo, de Tchétchénie, d'Irak, Révolution orange ukrainienne...). Cette méfiance, longtemps cantonnée aux États-Unis, s'est aujourd'hui étendue au projet européen, dont le pouvoir russe actuel n'attend plus rien. Depuis 2014, un certain nombre d'intimidations militaires ont eu lieu dans l'espace aérien, sous-marin ou encore le cyberspace en Europe afin de tester les limites des défenses européennes, en termes de capacités et de volonté.

Dans ce contexte, une chose est bien certaine : la montée des controverses à propos de l'Ukraine à compter de 2014 ont constitué un pic de tension historique. La question des sanctions à l'occasion de l'annexion de la Crimée a indéniablement cristallisé le débat, menant à des représailles ciblées. A présent, se pose de fait la question de l'abandon de ces mêmes sanctions : se fera-t-elle d'un coup, ou par touche ? Comment éviter de faire de la Crimée la pomme de discorde des prochaines décennies entre tenants de l'intégrité territoriale de l'Ukraine d'un côté, et partisans du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du rapprochement avec la Russie d'autre part ?

La division européenne sur ce sujet reste une évidence lorsque l'on prend en compte les positions respectives des différents États-membres, et ne s'est pas démentie. Certains États ont conservé des relations proches avec la Russie (Grèce, Chypre...), et d'autres pays, à la faveur d'alternance, pourraient s'en rapprocher comme la France, le candidat LR François Fillon ayant fait part de proximités fortes avec la Russie. De son côté, Witold Waszczykowski, le Ministre polonais des Affaires étrangères, s'épanchait ainsi en avril 2016, plaçant la Russie devant le terrorisme islamiste parmi les menaces existantes : « de toute évidence, l'activité de la Russie est une sorte de menace existentielle parce que cette activité peut détruire des pays (...) Nous avons aussi des menaces non existentielles comme le terrorisme, comme les grandes vagues de migrants ». Au sein même du groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie), les positions sur la Russie sont loin d'être homogènes, certains

acteurs politiques de ces pays (hormis en Pologne) souhaitant ouvertement la fin des sanctions contre la Russie.

À l'avenir il est fort vraisemblable que les relations entre la Russie et les Européens se trouvent définies par des conflictualités structurelles, voire des guerres locales, et des partenariats sectoriels. Pour tirer le meilleur parti de la situation, il convient de sortir du « poutinocentrisme » de l'analyse : certains en font le seul homme d'État contemporain, d'autres n'y voient qu'un autocrate sanglant et peu soucieux de la vie humaine. C'est sans doute sous-estimer un peu rapidement la diversité interne que l'on peut trouver en Russie, où l'on aime rappeler que le Kremlin a plusieurs tours. Il convient donc de désidéologiser les rapports, qui ne peuvent être ni une Ostpolitik apaisante, ni un reset illusoire, ni enfin un conflit ouvert.

II. Qu'est-ce qu'un partenariat limité ?

L'idée du partenariat limité consiste à mettre en avant des réalisations concrètes, dans un contexte de préférences divergentes sur la Russie au niveau européen. Ces limites de ce partenariat peuvent se comprendre en termes absolus ou en termes relatifs.

En termes absolus

Évaluer un partenariat en termes absolus revient à évaluer celui-ci en soi, par rapport aux potentialités de celui-ci.

« En termes absolus, c'est donc un partenariat limité qui se présente à nous, car limité essentiellement à des enjeux sectoriels, faute d'une grande vision ou d'un consensus stratégique au niveau européen. »

Or, la relation entre les Européens et les Russes se heurte à la difficulté suivante : les partenaires ne partagent pas de grand dessein commun, ni sur l'économie, ni sur la politique, ni même sur les affaires du monde. L'idée un temps évoquée car ici de la constitution d'une zone de libre-échange de Lisbonne à Vladivostok ne fait plus aujourd'hui partie des perspectives qui sont offertes ou attractives, en particulier à un moment où la crise financière de 2008 et les réticences face au libre-échange rendent ce type d'objectif moins désirable pour une large partie de l'opinion publique. La Russie ne peut être considérée comme une grande Suisse ou une grande Norvège dans l'état actuel des relations, malgré sa proximité géographique avec l'UE. En termes absolus, c'est donc un partenariat limité qui se présente à nous, car limité essentiellement à des

enjeux sectoriels, faute d'une grande vision ou d'un consensus stratégique au niveau européen.

- **En termes relatifs**

Evaluer un partenariat en termes relatifs consiste à le comparer à d'autres formes de partenariats similaires.

De ce point de vue, force est de constater que le partenariat est également limité en termes relatifs. De part et d'autre, les partenaires s'enferment dans des positions qui ne sont pas forcément réalistes : le rêve russe d'un « détachement » européen de l'atlantisme (en somme, d'un découplage stratégique avec Washington) ne semble pas tenir compte des souhaits de la majorité des Européens, très attachés à cette relation, même après le départ de la Grande-Bretagne. De même, le rêve original d'une transformation de la Russie selon le modèle européen fait fi d'un certain nombre de contraintes qui s'imposent à Moscou, et de l'épuisement du modèle européen auprès d'une partie conséquente de la population.

Depuis le milieu des années 1990, la Chine apparaît pour la Russie comme une alliance de revers, d'abord sur le plan militaire vis-à-vis de la présence américaine, ainsi que de l'Europe sur le plan économique. En effet, la Russie a cherché de nouvelles alliances internationales, à travers la création de l'Organisation de la Coopération de Shanghai en matière sécuritaire et les rassemblements des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), dans lesquelles la Chine a une place centrale. Ce partenariat sino-russe, pour prometteur qu'il soit, contient pourtant lui-même ses limites avérées : à titre d'exemple, le contrat gazier signé en 2014 au plus fort des sanctions, n'est pas aussi lucratif pour Moscou que ceux conclus avec les Européens. L'Union économique eurasiatique (fondée en 2014 par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan et entrée en vigueur le 1er janvier 2015) s'est certes rapprochée du projet de « nouvelle route de la soie » inspirée par la Chine, il existe toutefois un certain nombre de frein à cette relation privilégiée. Il n'est pas inutile en outre de rappeler que les marchés européens restent de loin le premier lieu de destination des exportations russes.

Pour limité qu'il soit en termes absolus et relatifs, le partenariat EU-Russie doit être mis à l'épreuve.

III. Mettre le partenariat limité à l'épreuve

Mettre à l'épreuve les relations entre Européens et Russes suppose de prendre des champs de coopération difficiles, mais nécessaires pour stabiliser le continent. Parmi d'autres,

deux pistes peuvent s'avérer intéressantes : le Partenariat oriental et le cyberspace.

- **Le Partenariat oriental, lieu de tension**

Le Partenariat oriental est une politique d'initiative polono-suédoise destinée à transformer les Etats post-soviétiques situés entre l'UE et la Russie, en Europe centrale (Ukraine, Biélorussie, Moldavie) et dans le Caucase Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie). Elle s'inscrit dans le cadre plus large de la Politique européenne de voisinage, dont elle est une composante régionale.

Accélérée par la guerre russo-géorgienne d'août 2008, cette politique proposant des transformations politiques (Accord d'association), économiques (accord de libre-échange approfondi et complet) et sectorielles (sécurité énergétique) n'a pas empêché l'émergence de nouvelles tensions régionales. Dès son lancement en mai 2009, le Partenariat oriental était considéré par la Russie comme l'illustration d'une diplomatie dite du « deux poids deux mesures » : les droits de l'homme étaient davantage défendus lorsqu'il s'agissait de la Biélorussie que de l'Azerbaïdjan riche en hydrocarbures, que les Européens convoitaient. Le Président Loukachenko, souhaitant adroitement faire monter les enchères avec Moscou, avait bien pris soin de ne pas reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, conformément au souhait des Européens.

La présence européenne peut également se mesurer au sujet de l'Ukraine, pays essentiel du Partenariat oriental puisqu'il représente à lui seul les trois cinquièmes de la population, de la superficie et des richesses de cet ensemble. C'est précisément au sujet de l'Accord d'association que les manifestations ont commencé sur le Maïdan à Kiev à l'automne 2013, avant de déposer en février un Président Ianoukovitch dépassé par les événements. Le duo franco-allemand est certes présent à la table de négociation dans le cadre du format Normandie, devant faire appliquer les accords de Minsk (février 2015). Ces négociations n'empêchent toutefois pas de voir les combats se continuer sur le terrain. La reconstruction de l'Ukraine de l'Est, le Donbass, sur une base à définir, constitue un enjeu de travail pour le partenariat UE – Russie.

Autre cas de figure, la Moldavie, petit Etat coincé entre la Roumanie et l'Ukraine, dont l'Est du pays a été l'objet d'un conflit séparatiste, en Transnistrie. Cette dernière a souvent été présentée comme le territoire séparatiste dont les chances de résolution du conflit étaient les plus grandes. Des élections présidentielles en tous lieux en Moldavie en novembre et décembre 2016, donnant pour vainqueur Igor Dodon en Moldavie, dans l'orientation vers la Russie est clairement assumée, tandis que Vadim Krasnosselski a remporté la présidentielle en Transnistrie dès le premier tour. Longtemps « élève modèle » du Partenariat oriental, ce pays est entré dans une zone de turbulence depuis le scandale du « milliard volé » de l'automne 2014. Il reste à voir si Européens et Russes

peuvent s'entendre pour résoudre le problème transnistrien, avant de se confronter aux conflits séparatistes géorgiens.

- **Le cyberspace, nouvel espace de conflictualité**

Le cyberspace est clairement devenu en une dizaine d'années un des enjeux de sécurité et de souveraineté fondamentaux des Etats modernes. Le domaine de la cybersécurité est un domaine dans lequel la Russie se distingue par son savoir-faire, ainsi que sa maîtrise des données.

« Certains analystes pensent nécessaire de créer des centres dédiés à lutter contre les cyberattaques et la propagande, quitte à procéder à des amalgames entre d'une part des hackers et d'autre part des médias classiques mais financés par l'Etat russe. »

La crise de 2007 au sujet du soldat de bronze à Tallinn a constitué un premier exemple d'utilisation du cyberspace à des fins de déstabilisation d'un Etat. La Russie s'est également distinguée par l'accueil qu'elle a réservé Edward Snowden en 2013, le lanceur d'alerte américain à la notoriété mondiale. Enfin, la cybersécurité a constitué, selon les services de renseignement américains, une modalité d'influence du vote par la Russie et une clé pour comprendre la victoire de Donald Trump à la présidentielle, en raison notamment de la fuite de plus de 20 000 courriels issus de serveurs de la Convention démocrate américaine (DNC).

C'est précisément parce que le sujet est important que l'Union européenne doit prendre des initiatives en la matière. Certains analystes pensent nécessaire de créer des centres dédiés à lutter contre les cyberattaques et la propagande, quitte à procéder à des amalgames entre d'une part des hackers et d'autre part des médias classiques mais financés par l'Etat russe – à l'instar de RT et Sputnik. Autre piste, l'UE peut travailler à la mise en place d'un traité de cybersécurité entre l'Union européenne et la Russie, peut-être sous l'égide de l'OSCE, afin de déterminer des règles acceptées par les différents acteurs.

Conclusion : Un partenariat limité à l'heure d'un « grand marchandage » ?

Le partenariat limité est certainement pour l'heure la seule option viable pour éviter la division des Européens entre deux lignes viscéralement opposées d'une part, et pour travailler sur sujets d'intérêts communs entre Européens et Russes d'autre part.

Le paradoxe consiste peut-être de proposer un partenariat limité entre Européens et Russes à l'heure où la présidence Trump se verrait bien opérer un « grand marchandage » avec son homologue Vladimir Poutine, permettant à la Russie d'engranger ses gains en Europe orientale ou au Moyen-Orient. La portée d'un éventuel grand marchandage n'est pas encore connue, ni les possibilités de sa réalisation.

Aux Européens toutefois de faire leur des événements qui ne vont pas forcément dans leur sens, sans craindre d'établir un rapport de force pour pouvoir négocier avec les autorités russes. Pourquoi ne pas, par exemple, profiter des négociations avec les Britanniques sur le Brexit pour négocier en même temps un rapprochement économique avec l'Union économique eurasiatique, plaçant ainsi l'Union européenne sur la carte de la route de la soie ?

3. Russie, Maghreb et Afrique : A la recherche de nouveaux espaces

Russie-Afrique : une nouvelle dynamique

Michael Lebedev, Professeur au Centre d'études diplomatiques et stratégiques,
juriste, ancien diplomate

La Russie, qui s'est repliée sur elle-même pendant la « folle » décennie de l'imbroglia provoqué par la chute de l'URSS en 1991, a progressivement cherché, avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en décembre 1999 et lors de son premier double mandat présidentiel (2000-2008), à déployer une politique de retour « tous azimuts » sur l'échiquier international. Un accent particulier a été mis sur la restauration et le renforcement de la présence russe en Asie, en Amérique latine, ainsi qu'en Afrique où Moscou pouvait s'appuyer sur ce qui restait des réseaux d'amitié, de solidarité et de coopération tissés à l'époque soviétique, ainsi que sur les élites africaines formées en URSS.

La nouvelle offensive de la Russie sur le continent africain fut lancée par la visite de Vladimir Poutine en Algérie en mars 2006 suivie de son voyage, en septembre 2006, en Afrique du Sud et au Maroc. Cette stratégie a été poursuivie par le déplacement, en mars 2007, du Premier ministre russe Mikhaïl Fradkov en Angola, en Namibie et en Afrique du Sud. À la fin de sa première présidence, Vladimir Poutine s'est rendu, en avril 2008, en Libye.

La présidence de Dmitri Medvedev, son successeur au Kremlin en 2008-2012, a été marquée par une vaste tournée transcontinentale, en juin 2009, — sans précédent pour un chef du Kremlin — qui l'a amenée à la tête d'une énorme délégation comprenant 400 hommes d'affaires, y compris les PDG de Gazprom, de Lukoil et de Rosatom, en Égypte, au Nigeria, en Namibie et en Angola.

Cette première phase de la nouvelle offensive russe en Afrique, en 2006-2009, a permis de consolider et de développer le partenariat avec l'Égypte (premier partenaire commercial de la Russie en Afrique), l'Algérie (secteur pétrogazier, vente d'armes, deuxième partenaire commercial), le Maroc (troisième partenaire commercial), l'Afrique du Sud (secteurs minier, nucléaire, bancaire, métallurgie), l'Angola (développement

industriel, hydroénergie, formation, télécommunications, secteur minier), l'Éthiopie, la Namibie (extraction d'uranium, secteur énergétique, pêche) et le Nigeria (secteur pétrogazier). La diplomatie a ouvert la voie au déploiement sur le continent des grands groupes et sociétés russes comme ALROSA (diamants), GAZPROM (gaz, pétrole), Lukoil (pétrole), Rusal (aluminium, métaux rares), RENOVA (groupe diversifié), Gammakhim (chimie), Tekhnopromexport (énergie nucléaire), les banques VEB et VTB. En Afrique subsaharienne leur action a été principalement centrée sur l'Angola, la Guinée, la Namibie, le Nigeria, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud ; ils avaient aussi l'ambition de s'implanter en RDC, au Gabon, au Zimbabwe, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya, à Madagascar et au Mali.

« La nouvelle offensive de la Russie sur le continent africain fut lancée par la visite de Vladimir Poutine en Algérie en mars 2006 suivie de son voyage, en septembre 2006, en Afrique du Sud et au Maroc. »

Moscou a aussi cherché à intensifier le dialogue politique avec les États africains à tous les niveaux. La Russie a contribué au Fonds pour la paix de l'Union africaine et a continué à participer aux opérations de maintien de la paix sur le continent, mais sa contribution était insignifiante par rapport aux principaux contributeurs comme le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde ou le Nigeria.

I. Une nouvelle ambition : déployer une présence stratégique

Le début de la deuxième présidence de Vladimir Poutine en mai 2012 a été marqué par la volonté de repositionner la Russie en tant que grande puissance mondiale et d'accroître son influence dans le monde. Moscou a mis l'accent sur la projection de ses intérêts stratégiques au-delà de sa périphérie immédiate (« étranger proche »), notamment dans la Méditerranée, dans le Proche-Orient et l'ensemble de l'Asie, en Afrique et en Amérique latine, ainsi que sur le renforcement des regroupements « alteroccidentaux » comme l'Union eurasiatique, l'Organisation de coopération de Shanghai et le BRICS. L'Occident a réagi par la stratégie classique d'endiguement tous azimuts ; cette nouvelle « confrontation » a été marquée par un refroidissement des relations à tous les niveaux, la politique des sanctions et les crises en Ukraine et en Syrie.

En Afrique cette nouvelle phase a été consacrée, au début de la nouvelle présidence

de Vladimir Poutine – après la « pause Medvedev » de 2008-2012 – par son déplacement, en mars 2013, à Durban (Afrique du Sud) pour participer au 5e sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) où les « cinq » ont fait un pas important vers le rapprochement et l'intégration avec l'annonce de la création d'une banque commune de développement dotée d'un capital de départ de 50 milliards de dollars et destinée à financer les projets d'infrastructure et d'autres projets d'envergure. Le sommet de Durban a aussi été symbolique puisqu'il a définitivement ancré l'Afrique du Sud au sein du « club » (invitée à rejoindre le groupe, avec un appui fort de la part de Moscou, à l'occasion du sommet de Sanya en 2011), élargi son envergure géopolitique, a positionné Prétoria en tant qu'interlocuteur privilégié des « émergents » dans leurs rapports avec les pays africains et a souligné l'importance du continent noir dans la géopolitique et la géoéconomie du « monde émergent ».

Le voyage de Vladimir Poutine à Durban a aussi été ponctué d'un important volet bilatéral russo-sud-africain. Les parties ont notamment signé une Déclaration commune sur la mise en place d'un partenariat stratégique global et des accords de coopération sectoriels. De son côté le président sud-africain, Jacob Zuma, a effectué six visites en Russie, ce qui témoigne de l'intensité du dialogue bilatéral qui s'est instauré entre Prétoria et Moscou : visite officielle en août 2010, visites de travail en juillet 2011, mai 2013 et août 2014, et a participé au sommet du G20 à Saint-Petersbourg en septembre 2013 et aux festivités à Moscou le 9 mai 2015 à l'occasion de la fin de la guerre de 1941-1945.

Les sociétés russes sont actives en Afrique du Sud dans les secteurs de l'extraction de minerai de manganèse (important dans l'industrie chimique et la métallurgie), de minerai de cuivre-nickel, dans la production des platinoïdes, le développement des parcs photovoltaïques et d'autres secteurs stratégiques.

La Russie (Rosatom) cherche à s'imposer dans le secteur nucléaire sud-africain, un domaine de concurrence particulièrement vive entre plusieurs groupes internationaux où la France avait, pourtant, jusqu'ici une position dominante : c'est le consortium français dirigé par Framatome (aujourd'hui Areva) qui a construit la centrale nucléaire de Koeberg, la seule en RSA et sur le sol africain.

Le programme nucléaire sud-africain prévoit la rénovation de la centrale de Koeberg (remplacement vers 2025 de six générateurs de vapeur pour un coût total de 5 milliards de rands ou 300 millions d'euros) et l'augmentation des capacités de production nucléaire de 9,6 GW (ajoutée aux 1,8 GW des deux réacteurs de Koeberg) avec la construction de 6 à 8 nouvelles centrales nucléaires pour un coût estimé à plus de 20 milliards d'euros. Or, l'appel d'offres pour le « contrat Koeberg », remporté par Areva en 2014, a été annulé en décembre 2015 par la justice (Cour suprême d'appel sud-africaine) sur l'action de son principal rival dans ce projet, l'américain Westinghouse, prétendant que la procédure

d'appel d'offres aurait été entachée d'irrégularités ; l'affaire est actuellement devant la Cour constitutionnelle sud-africaine, mais le constructeur français a déjà réalisé la moitié des travaux. Ce revers fragilise davantage le groupe français – jusqu'ici le leader mondial dans ce secteur – déjà en proie aux énormes difficultés : plusieurs milliards d'euros de pertes en 2014-2016, retards dans la construction des centrales Flamanville 3 et d'Olkiluoto (Finlande), fiasco avec l'opération d'achat de la société minière canadienne Uramin, ce qui a conduit à un plan de sauvetage qui comprend la cession à EDF de sa branche réacteurs.

Les Russes ont, entre-temps, continué à avancer leurs pions dans le secteur nucléaire sud-africain pour remporter le mégacontrat de construction des nouvelles centrales nucléaires en RSA. Début janvier 2017, la présidence sud-africaine a annoncé que le gouvernement lancera prochainement la procédure d'appel d'offres et qu'il a déjà tenu des consultations avec les principaux pays intéressés : la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, la Japon et la Russie.

Les cinq premières années de la deuxième présidence de Vladimir Poutine (2012-2016, les prochaines élections présidentielles doivent avoir lieu en mars 2018) ont aussi été marquées par le renforcement des relations avec d'autres puissances de l'Afrique australe et orientale, en particulier l'Éthiopie, l'Ouganda et le Zimbabwe.

II. Repositionnement sur l'axe Maghreb-Machrek

Parallèlement à l'accroissement de son déploiement, dès août-septembre 2015, en Syrie et à la « campagne syrienne », la Russie cherche à consolider sa présence sur l'axe Maghreb-Machrek.

Dans l'objectif de lancer le « retour » en Libye après la chute de leur allié Muammar Kadhafi – « deuxième priorité » pour Vladimir Poutine dans la région après la Syrie –, les Russes ont notamment misé sur le rapprochement et l'alliance avec le gouvernement de Tobrouk (Est libyen) non reconnu, à la différence de celui de Tripoli, par l'ONU : l'homme fort, le maréchal Khalifa Haftar – qui a fait ses études en Union soviétique –, et le premier ministre, Abdallah al-Thani, se sont rendus à Moscou à plusieurs reprises en 2015 et 2016. La Russie a imprimé et livré en mai 2016 la première cargaison de billets d'un montant total de 200 millions de dinars pour la banque centrale auprès du gouvernement de Tobrouk, ce qui a suscité les critiques que cette opération ait miné le processus d'unité nationale. Le 11 janvier 2017 le maréchal Khalifa Haftar a effectué une visite symbolique au bord du porte-avions russe Amiral Kouznetsov dans les eaux au large de Tobrouk qui quittait la Syrie pour sa base à Sévéromorsk (mer de Barents), et a eu un entretien en visioconférence avec le ministre russe de la défense, Sergueï

Choïgou. L'homme fort de Tobrouk vise à renforcer son autorité et son pouvoir, il souhaite la levée de l'embargo sur la livraison des armes à la Libye, pour obtenir des armes lourdes et des hélicoptères russes, tandis que Moscou tente de renforcer son influence sur l'évolution dans ce pays pour assurer sa présence dans l'avenir.

« Cette stratégie des axes africains date au moins du XIXe siècle quand les grandes puissances cherchaient à conquérir l'Afrique et à s'implanter sur le continent par la mise en place des axes géopolitiques reliant des territoires étendus et assurant l'accès aux mers. »

Moscou met aussi l'accent sur le renforcement du partenariat avec l'Égypte – déjà son premier partenaire commercial en Afrique – du maréchal Abdel Fattah al-Sissi. Vladimir Poutine a effectué une visite officielle en Égypte en février 2015, et trois mois plus tard le Président al-Sissi s'est rendu dans la capitale russe pour assister au défilé à l'occasion du 70e anniversaire de la fin de la guerre de 1941-1945, ce qui a marqué le « retour » de la Russie en Égypte. Les stations balnéaires égyptiennes sont devenues une des premières destinations touristiques pour les Russes, mais leur flux a été suspendu après le crash de l'avion russe dans le Sinaï en octobre 2015 ; les deux parties sont en train de renforcer la sécurité aérienne et de négocier la reprise du trafic aérien entre les deux pays, tandis que les touristes russes attendent avec impatience l'« ouverture de l'Égypte » dans les plus brefs délais, en février-mars 2017. Par ailleurs, l'Égypte et le deuxième importateur du blé russe après la Turquie.

La Moscou et Le Caire sont en train d'avancer dans la mise en œuvre de plusieurs projets majeurs. Les Russes poussent – liant le « bouclage » de ce dossier au « retour » des touristes russes – à signer dans les prochains mois le contrat de construction de la centrale nucléaire à El-Dabaa (à l'ouest d'Alexandrie) pour un montant total de 25 milliards de dollars crédités par la partie russe. Les deux parties ont déjà signé, en novembre 2015, un accord sur la coopération dans ce domaine et un accord sur les termes des crédits russes pour financer ce projet. Le groupe aérospatial russe Energuia (« Énergie ») a récemment annoncé qu'il développera le nouveau satellite de communications EgyptSat-A qui sera mis sur l'orbite en 2019.

La Russie cherche à développer la coopération avec l'Égypte dans le domaine militaire. Plus de 200 parachutistes russes ont participé aux exercices antiterroristes en Égypte en octobre 2016 baptisés « Défenseurs d'amitié 2016 » : c'était la première projection d'une unité de parachutistes russes dans la zone avec leurs matériel et équipements, y compris des véhicules de combat d'infanterie pour troupes aéroportées BMD-2, des véhicules de transport de troupes BTR-D ainsi que des quads et d'autres véhicules tout

terrain. Parallèlement, début octobre 2016, les militaires et les médias russes ont même spéculé sur un éventuel déploiement d'une base militaire russe en Égypte, mais ces informations ont été tout de suite démenties par la présidence égyptienne.

La nouvelle offensive de Moscou en Afrique est marquée par un dessin géostratégique majeur : se déployer sur l'axe Le Cap-Le Maghreb qui doit structurer et renforcer la présence russe sur le continent, un levier de son positionnement géostratégique. Cette stratégie des axes africains date au moins du XIXe siècle quand les grandes puissances cherchaient à conquérir l'Afrique et à s'implanter sur le continent par la mise en place des axes géopolitiques reliant des territoires étendus et assurant l'accès aux mers. Le plus important projet fut incontestablement celui de Cecil Rhodes, le grand champion et artisan de l'impérialisme britannique en Afrique, qui rêvait d'établir une « ligne rouge » continue entre les dominions britanniques du Nord au Sud du continent et de la consolider par la construction du chemin de fer transafricain Le Cap-Le Caire. Or, si les Britanniques ont finalement réussi à réaliser la « ligne rouge » après la défaite allemande en 1918 et la conquête et le partage de l'Afrique-Orientale allemande par la Grande-Bretagne et la Belgique qui ont fondé, respectivement, le Tanganyika britannique et le Rwanda-Urundi belge, le Cape-Cairo Railway ne fut jamais réalisé dans son intégralité, pour des raisons financières, mais aussi à cause des problèmes techniques.

Les autres puissances coloniales n'étaient pas moins ambitieuses dans leurs stratégies géopolitiques. La France occupait, à la même époque, une position stratégique, à Madagascar, sur la route des Indes par le Cap et cherchait à établir un continuum territorial transversal depuis l'Afrique occidentale et le Sahara jusqu'à Djibouti. Pourtant, ce projet échoua avec le triomphe de Londres dans le face-à-face diplomatique avec Paris lors de la crise de Fachoda et le départ forcé en novembre 1899 des troupes françaises sous commandement de Jean-Baptiste Marchand de ce point clé au sud de l'Égypte, dans une zone située aujourd'hui au Soudan au sud de Khartoum. Les Portugais, pour leur part, essaient en vain de relier l'Angola et le Mozambique, tandis que Belges ont dû se contenter de l'enclave de Lado dans leur quête du Nil.

« Mais elle ne pourra réaliser ses ambitions en Afrique qu'en s'imposant face à la concurrence très forte de la Chine, de l'Inde, de l'Europe, des États-Unis, du Japon et du Brésil, et en surmontant ses faiblesses intérieures et ses fragilités économiques. »

Aujourd'hui la Russie semble poursuivre — volontairement ou plutôt intuitivement — la même stratégie géopolitique en créant un axe de présence stratégique allant des

côtes maghrébines de la Méditerranée jusqu'au Cap, en passant par le Nigeria, l'Angola et la Namibie.

Le « retour en Afrique » permet à la Russie non seulement de rétablir en partie son statut de grande puissance, mais aussi de tirer des bénéfices considérables de ses nouveaux investissements sur le continent. Son offensive dans les secteurs du gaz et du pétrole, ainsi que celui de l'énergie nucléaire civile en Afrique, confortent son projet de devenir une « superpuissance énergétique ». Mais elle ne pourra réaliser ses ambitions en Afrique qu'en s'imposant face à la concurrence très forte de la part de la Chine, de l'Inde, de l'Europe, des États-Unis, du Japon et du Brésil, et en surmontant ses faiblesses intérieures et ses fragilités économiques. Par exemple, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et l'ensemble des États africains qui était, ces dernières années, de l'ordre de 10 milliards d'euros par an, tandis que celui de la Chine a été multiplié par dix durant la dernière décennie pour atteindre le montant record de presque 300 milliards d'euros en 2015 : cet énorme écart montre bien la portée réelle et les limites de l'actuelle « offensive russe » en Afrique.

Russie et Maghreb⁸

Abdallah Saaf, Politologue, Professeur et Senior Fellow, OCP Policy Center

De nombreux auteurs tentent de décrypter le sens de la politique russe dans ses relations avec le monde d'aujourd'hui. Le mot d'Obama qualifiant la Russie de puissance régionale avait de quoi provoquer les élites politiques russes qui développent une autre image de la place de leur pays dans le monde d'aujourd'hui. Il se dégage bien un relatif consensus des élites russes sur la nécessaire grandeur de la Russie.

De fait, on comprend à travers les derniers événements que se faire reconnaître par les USA apparaît comme l'un des objectifs majeurs de son approche des relations internationales. La Russie semble s'être repositionnée dans l'Europe de l'Est postsoviétique. La volonté de réémergence qui se dégage depuis à partir de l'ensemble de sa démarche semble pouvoir se combiner avec une grande flexibilité de son comportement. Ainsi a-t-elle pu convaincre les Américains de travailler directement avec elle au lieu de le faire dans le cadre de groupes de travail plus larges sur l'Iran. De même, parut-elle sur le point de conclure une entente avec eux sur la Syrie. Elle n'hésite pas non plus à l'occasion à tenter de s'entendre avec l'Arabie Saoudite elle-même sur le pétrole.

« La période soviétique a vu se développer un rapport consistant avec le Maghreb tantôt sur la base d'affinités politiques, de positionnements géostratégiques dans le contexte de la guerre froide, tantôt sur la base d'intérêts économiques de différente nature. »

Sur le sens et le contenu de la quête de retour de la Russie comme puissance, nombre d'analyses ont été produites. Dans le retour de la Russie, l'importance du positionnement régional, Machreq, Maghreb, Balkans, Caucase, Asie, Amérique latine, Afrique, est manifeste.

Le positionnement régional constitue l'une des entrées de la Russie pour confirmer son retour sur le devant de la scène internationale. Le rapport de la Russie aux différentes

⁸ Lisez l'intégralité de ce papier au niveau du lien suivant : <http://www.ocppc.ma/publications/la-russie-et-le-maghreb>

régions du monde reste toujours tributaire de ses relations avec les USA. La période soviétique a vu se développer un rapport consistant avec le Maghreb tantôt sur la base d'affinités politiques, de positionnements géostratégiques dans le contexte de la guerre froide, tantôt sur la base d'intérêts économiques de différente nature. Qu'en est-il ? Si la centralité du Machrek, où la Russie est très active, est reconnue, dans quelle mesure cette démarche fait-elle une place à une région comme le Maghreb ? Et pour chacun des pays de la région, quels sont le sens et l'importance des relations avec la Russie ?

Deux grandes interrogations appellent l'analyse :

- L'état des rapports de la Russie avec le Maghreb, à la différence du Machrek, atteste d'une volonté de déploiement sur l'ensemble de la région
- L'analyse des relations proprement maghrébines de la Russie

I. Le nouveau cadre des relations entre la Russie et le Maghreb

L'objectif de la Russie de s'affirmer comme grande puissance donne tout son sens à la place du Maghreb dans ce projet. Il semble qu'il n'y ait rien de particulier à signaler, en dehors de quelques avantages géopolitiques notoires et des perspectives politiques et économiques pour le moment limitées. Le projet russe trouve un environnement favorable, en raison du besoin ressenti par ces pays d'un monde multipolaire, de meilleur équilibre. La période unipolaire américaine vécue après la chute de feu l'Union soviétique leur a souvent fait vivre des moments difficiles.

Dans cet examen de l'évolution russe, il importe de saisir la place des différentes régions du monde, et en particulier celle du Maghreb. L'attention russe apportée aux relations avec les pays de cette zone est-elle liée à l'importance de la liaison naturellement établie entre le Maghreb et le Machrek ? Le contexte de l'après printemps arabe dans les deux sous-régions, en particulier en Syrie et en Libye, a incontestablement profité à la réémergence de la puissance russe et établi des passerelles entre les deux sous-régions.

- **La réémergence de la puissance russe et le déploiement régional**

La démarche de l'Etat russe a souvent été globalement interprétée comme le désir de ses dirigeants de réparer les dommages causés par son effacement régional des années 90, au temps où Moscou était davantage préoccupé par ses problèmes internes. Après le démantèlement de l'Union Soviétique, processus défini a posteriori comme

« la plus grande catastrophe géopolitique du XXI^{ème} siècle », - un effondrement sans précédent dans l'histoire des fins d'empires-, plusieurs moments peuvent être distingués dans l'actuelle tentative de reprise russe : une redéfinition de ses rapports au contexte européen, et avec l'Europe occidentale dont elle souhaitait se rapprocher, et la recherche d'une parité avec les Américains. Au cours de la phase en cours, beaucoup s'accordent à dire que le projet russe ne se décline plus comme auparavant par l'obsession de la recherche de parité avec les USA. La Russie semble avoir procédé elle-même à une redéfinition de la puissance.

La tâche de restauration de la superpuissance perdue n'entendait pas se laisser réduire à l'état de puissance secondaire ou de substitution, mais la fait aspirer à la construction d'une puissance en bonne et due forme, appuyée notamment sur la recherche de partenaires et de débouchés au-delà des amitiés héritées de l'époque soviétique. En prônant les principes de paix, de sécurité, de stabilité, de démocratisation du système international, de la décision collective, concernant les problèmes globaux, de primauté du droit international, du rôle central des Nations Unies, de la sauvegarde de la souveraineté, elle semblait au départ davantage intéressée par un déploiement vers l'Asie.

« La Russie appelait l'attention du monde sur le risque de substitution des régimes islamistes à des régimes dictatoriaux. Les islamistes porteurs de projets d'islamisation du pays étaient à même de gagner les élections au lendemain des changements opérés après le printemps arabe. »

Les circonstances de la région arabe au cours de la dernière décennie semblent avoir refondé la politique arabe de la Russie dans le cadre de sa politique globale. Se faire reconnaître une grande place dans le monde d'aujourd'hui semble à ses yeux reposer sur un rapport particulier avec le Moyen Orient global, mais aussi sur les perceptions d'insécurité de la Russie, face à l'aventurisme de l'Occident dans la région depuis au moins le 11 septembre. La dimension sécuritaire a donc joué manifestement un rôle central. La Russie a la tâche facile à démontrer les flottements et incohérences occidentales : complaisance à l'égard d'Israël, responsabilité dans l'échec du processus de paix israélo-palestinien, lâchage brutal de Moubarak, non-respect des lignes rouges tracées par les puissances occidentales sur la Syrie, mollesse supposée vis-à-vis du programme nucléaire iranien. La démarche russe se base sur l'idée que les Occidentaux ne se sont pas montrés crédibles dans le traitement des affaires du Proche-Orient. Le Moyen-Orient arabe se présenterait aussi comme le champs des possibles pour une puissance russe cherchant à rejeter toute forme d'ingérence occidentale, et à participer

directement avec les Etats-Unis, au règlement des crises de la région.

N'étant ni une puissance économique, idéologique, la question se pose de savoir si la Russie peut être aujourd'hui une puissance au sens stratégique. Notons la grande différence d'approche avec la Chine dont la démarche consiste à construire d'abord de la puissance économique, la puissance stratégique devant venir après.

- **La réémergence de la puissance russe et le contexte de l'après printemps arabe**

La Russie a dès le départ opéré une lecture pessimiste des printemps arabes. Des constantes semblent se dégager à travers son attitude. Elle a constamment privilégié les rapports avec les Etats, le droit de ce dernier à parler au nom des groupes nationaux, leur stabilité territoriale. Mettre l'accent sur l'institutionnel, à l'encontre de tout ce qui peut menacer l'organisation territoriale politique existante, est une position de principe dans la conception russe présente des relations internationales. Son approche a quelques fois été qualifiée d'immobiliste, de conservatrice, mais pour l'essentiel la Russie n'a eu de cesse de refuser toute ingérence étrangère et d'affirmer son attachement au principe de souveraineté nationale. La Russie appelait l'attention du monde sur le risque de substitution des régimes islamistes à des régimes dictatoriaux. Les islamistes porteurs de projets d'islamisation du pays étaient à même de gagner les élections au lendemain des changements opérés après le printemps arabe. Le nombre de ceux qui appuient la forme théocratique pouvait surpasser ceux qui appuient l'Etat séculaire.

En voulant imposer la démocratie, les interventions finissent par affaiblir des Etats eux-mêmes initialement fragiles, créer des Etats faillis sans aucunement produire de la démocratie. Cette attitude russe doit-elle être comprise comme un legs de la Guerre Froide ? La Russie ne semble pas avoir confiance dans les capacités des Etats de la région à construire des démocraties. De plus, le projet démocratique relèverait d'un choix interne qui ne saurait être à ses yeux imposé de l'extérieur.

Les Russes semblent animés par la hantise de la montée en puissance de l'islam politique radical en Méditerranée orientale, et se veulent vigilants à l'égard de toute contagion, en direction de leurs espaces intimes, mais aussi au Sahel et en Afrique. Contenir tout militantisme islamiste est un fil directeur de leur politique au Moyen-Orient, d'Afghanistan à la Tchétchénie. Lutter contre le terrorisme d'origine islamique est une donnée permanente chez les élites russes dont nombre de membres visibles semblent venir des services. Leur posture à eux-mêmes a souvent été vécue comme marquée par une logique de forteresse assiégée, de victimes de complots.

Le printemps arabe a marqué un moment particulier dans les relations russo-maghrébines, d'autant plus que deux pays de la région étaient fortement concernés par

ces événements : la Tunisie et la Libye. La réaction russe aux événements du printemps arabe paraît a priori limitée, contrastant avec l'activisme occidental de l'époque. Moscou a pris des mesures d'évacuation des Russes des pays concernés tout en appelant à la non ingérence. L'explosion libyenne suscita la réaction la plus forte de sa part. Lors de la réunion du Comité National de Lutte contre le terrorisme le 22 février 2011, Medvedev affirma que les pays arabes courent le danger de se désintégrer et que le pouvoir dans ces pays avait des chances appréciables de passer aux mains des forces radicales. Pour la Libye, la Russie se prononça contre l'usage de la violence par l'Union Européenne. Lors de ces événements, Moscou a appelé aussi à la non ingérence. Avec la Libye, la Russie s'est montrée plus active tout en appuyant au Conseil de Sécurité des sanctions contre Tripoli.

« A la différence de la Chine, la vision des Russes est que le Maghreb est le prolongement du Machrek. »

L'impact des révolutions sur les positions russes s'est révélé peu significatif. Les pertes économiques ne paraissent pas dans l'ensemble importantes en raison de la présence au départ limitée des sociétés russes dans ces pays. Les plus grands investissements en Libye ont été notamment ceux de Gazprom, la Libye ayant été considérée pour les stratèges russes comme pouvant être une tête de pont vers Europe. Les changements de gouvernements en Afrique du Nord pouvaient tout au plus temporairement restreindre l'activité des sociétés russes mais aussi les inciter à chercher de nouveaux rôles. Les industries d'armements semblent avoir subi aussi des pertes sérieuses au cours du printemps arabe.

Les révolutions nord africaines semblent avoir renforcé les positions russes par rapport à l'Union Européenne. En effet au-delà des réserves de fonds qu'elle a émises, la Russie pouvait voir d'un bon œil les rapides poussées des prix de pétrole lui offrant le moyen de réduire ses déficits budgétaires. Le déroulement des faits a également renforcé la position russe comme fournisseur de matières premières en particulier en direction de l'Union Européenne. Cela pose évidemment le problème des relations politiques et économiques de l'Union Européenne vis-à-vis du Maghreb.

Les Russes ont semblé tirer d'autres avantages de nature géopolitique de la situation volatile dominante dans la région. La situation née des printemps arabes a des implications sur l'évolution de l'Union Européenne vers le Sud et permet à la Russie d'exercer plus d'influence sur l'espace stratégique qu'elle considère comme propre, de renforcer sa position en Europe centrale et dans le Caucase.

La Russie a toujours porté son regard sur la Méditerranée, elle semble toujours le faire dans le contexte actuel, même lorsque celle-ci ne présente aucun intérêt économique. L'accès aux mers chaudes a constamment constitué une préoccupation

majeure de la Russie, par-delà l'Orient lequel est à ses yeux pluriel. A la différence de la Chine, la vision des Russes est que le Maghreb est le prolongement du Machrek.

Il ressort de ce qui précède l'intérêt de redéfinir les relations politiques et économiques de la Russie avec chacun des Etats du Maghreb.

II. La portée actuelle des relations russo-maghrébines

Les rapports de la Russie avec les deux grands Etats pétroliers du Maghreb, l'Algérie et la Libye, se distinguent des relations avec les autres pays de la région en raison des antécédents en termes d'alliances caractéristiques de la période soviétique, malgré eux, mais aussi par leurs contenus.

- **Le legs maghrébin de la période soviétique : les relations de la Russie avec l'Algérie et la Libye**

Le comportement actuel vis-à-vis de ces deux pays fait apparaître l'importance de l'héritage soviétique. Le rapport aux deux pays est souvent entremêlé avec les éléments de la situation qui prévalait au cours de la guerre froide, malgré une absence marquée au cours de la décennie 90, une reprise heurtée depuis la fin de la même décennie. Même si la nature des relations de la Russie avec chacun des deux pays est différente, ces trois moments sont à distinguer pour chacun de ces deux pays pour des raisons différentes :

Avec l'Algérie, les relations diplomatiques furent établies en 1962. L'Union Soviétique de l'époque en pleine Guerre Froide apparaissait comme un allié proche comparé aux autres acteurs. Pour l'Algérie, historiquement tiers-mondiste, l'URSS apparaissait aussi comme une source de financement peu coûteuse pour la construction et la production d'équipements comme pour l'acquisition d'armements.

Les relations furent interrompues au cours des années 90, la fameuse décennie noire algérienne, résultats des problèmes internes de l'Algérie qui correspondait aussi à un ensemble d'événements graves pour l'Union soviétique : effondrement, désintégration, crises économiques et politiques de la nouvelle Russie. Il est à noter que la Russie a toujours donné de l'importance à la lutte de l'Algérie contre le terrorisme. A la fin des années 90, les deux principaux obstacles au développement des relations avec la région en général, et l'Algérie en particulier, semblaient avoir disparu, et permis un nouveau départ sur la base des intérêts stratégiques mutuels.

Les deux pays renforcèrent leurs relations dans le secteur du gaz et commencèrent à

insister sur la coordination entre pays producteurs de gaz. Les relations politiques entre la Russie et l'Algérie furent pratiquement renouées en 1999. Elles reprirent dans le secteur de l'énergie en particulier, vu l'intérêt russe dans la création d'une association de producteurs exportateurs de gaz. Après une réunion en 1999 entre Russes et Algériens, des conférences se tinrent plus tard en Iran et en Algérie dans la perspective d'une plus grande coordination des pays producteurs.

Un accroissement de la capacité de coopération bilatérale entre les deux pays commença à se faire sentir, et se manifesta en particulier en 2001, lors de la visite du président algérien à Moscou, visite consacrée par la conclusion de deux documents qui devaient renforcer les relations mutuelles : un accord de coopération et une déclaration de coopération stratégique.

L'Union Soviétique avait légué à la nouvelle Russie le dossier complexe de la dette, avec ses difficultés et ses avantages. Des discussions eurent lieu dès le milieu des années 90 entre les deux Etats pour définir les termes d'un règlement de la dette algérienne envers la Russie, héritière de l'URSS. La non résolution de la question avait en effet freiné pendant une longue période les relations entre les deux parties.

En 2005, Sergueï Lavrov visitant l'Algérie, formula une proposition qui s'efforçait d'être « compréhensive » concernant les secteurs stratégiques pour les deux pays, même si le remboursement de la dette avait revêtu un aspect prioritaire dans son agenda. Sur 4,7 billion\$ US, il proposait qu'un billion cash soit versé directement, et que le reste soit compensé par la poursuite d'achat d'armements par l'Algérie. De plus, Lavrov suggérait une coopération étroite, dans laquelle les sociétés pétrolières russes pourraient accéder à l'exploitation des ressources naturelles algériennes.

Dans ce contexte, deux événements importants eurent lieu : d'abord en 2006, au sein du Conseil d'affaires russo-arabe fut créée une section spéciale chargée du suivi des relations entre les deux pays.

Plus tard à la veille d'une visite de Poutine afin de mettre en œuvre les propositions de Lavrov, Alksei Kudrin, ministre russe des Finances, se rendit en Algérie. A cette occasion, l'idée d'un remboursement de la dette contre une quantité équivalente en armes fut de nouveau défendue. Comme les Algériens ne souhaitaient prendre aucun engagement par écrit, la réaction russe fut négative. La visite de Poutine du 10 mars prévue pour deux jours fut écourtée et réduite à six heures. Néanmoins, la visite permit la signature de cinq documents : l'accord de coopération économique et financier, l'accord du règlement de la dette algérienne, sur la double taxation, la promotion des investissements mutuels, la coopération entre les chambres de commerce.

Ce dispositif conventionnel exprimait un rapprochement politique significatif entre les deux Etats, les accords restant aux yeux des Russes trop généraux. Il se confirma plus tard que les Algériens achetèrent pour quelques 7,5 billions \$US en armement. On

remarqua cependant qu'aucune société de pétrole ou de gaz ne conclut de contrat avec Sonatrach. La dynamique recherchée par les Russes tardait à venir.

Deux types de problèmes ont pu être perçus dans les relations politiques entre les deux pays. Du côté algérien, une priorité maximale fut donnée au règlement de la question de la dette et d'entreprendre de réduire les engagements liés à la régulation financière. Il est à noter que les Algériens semblaient opposés à toute idée d'établir une relation entre la question de la dette et le secteur de l'énergie. Aussi insistaient-ils pour que les deux questions soient discutées séparément.

« Aujourd'hui cependant les sources d'armement algérien se sont diversifiées, et l'Ouest y occupe désormais une place importante. Le monopole russe a été remis en cause. »

Concernant les relations économiques, elles restaient insignifiantes dans l'ensemble. Les données sur les échanges commerciaux reflétaient un état des lieux plutôt d'importance limitée. Dans l'ensemble les investissements restent également limités sur quelques projets tels la construction et la maintenance de pipelines, l'exploration d'hydrocarbures, la fourniture d'équipements de forage. Un groupe réduit de compagnies russes intervenait dans le pays, et toujours à titre principal dans le secteur de l'énergie. Les tentatives de pénétration russe du marché algérien se sont avérées sans grands résultats. Gazprom et Lukoil, ont fini par conclure un protocole d'accord en août 2006 avec Sonatrach, pour la prospection et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, et la modernisation des infrastructures pétrolières et la création de compagnies mixtes pour entreprendre des projets et échanger des expériences dans le secteur de l'énergie.

L'Algérie a été grosse consommatrice de l'armement russe de 1962 à 1989, soit tout au long de trois décennies. Au cours de cette période, l'Union Soviétique a livré un armement de l'ordre de 11 billion \$US (avions, tanks, véhicules blindés, et bateaux...), ainsi qu'une variété d'armes et des munitions. Au cours des années 90, l'approvisionnement en armes russes et le montant des achats ne cessa de diminuer, avec une certaine reprise à partir de 1999-2000. Dès 2006, l'Algérie devint le troisième pays le plus important consommateur de l'armement russe, après la Chine et l'Inde. Avant, de ce point de vue, l'Algérie était la chasse-gardée de l'URSS. En mars 1999, eut lieu la signature d'accords de coopération militaire. Pour l'Algérie, la Russie est une source d'armes modernes à des prix accessibles, et agent de réparation et de maintenance. L'ensemble de la formule vise à accroître le rôle de l'Algérie comme puissance régionale. Il s'agit presque d'un retour à une situation ante. Aujourd'hui cependant les sources d'armement algérien se sont diversifiées, et l'Ouest y occupe désormais une place importante. Le monopole

russe a été remis en cause.

Cela contribua au renforcement de leurs relations politiques, d'où les visites répétées à Moscou par le Chef d'Etat-major.

- **La gestion de la continuité dans un nouveau contexte: le Maroc et la Tunisie**

L'esprit des relations de la Russie avec les autres pays du Maghreb, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, diffèrent des relations avec les deux pays précédents. Là non plus, il ne s'agit pas d'une nouveauté, et remonte à la période de la Guerre Froide.

Le Maroc

Ainsi, si la vision dominante concernant le Maroc est que ce pays a toujours été sous influence occidentale, il n'en demeure pas moins vrai que le royaume a toujours maintenu des liens avec l'URSS. L'épisode du dit « contrat du siècle » conclu en 1978 entre le Royaume chérifien et l'Union Soviétique est fort expressif à ce propos. Le fait d'entretenir des relations avec les pays occidentaux, d'être lié dans des zones de libre-échange avec l'Union Européenne et les Etats-Unis, d'entretenir des relations poussées avec l'OTAN, n'a pas empêché les relations maroco-russes de connaître un développement spectaculaire. Il est de plus en plus question de conclure un accord de libre-échange avec la Russie au cours de la prochaine phase après la visite royale de mars 2016.

Globalement, il ressort de la démarche marocaine vis-à-vis de la Russie le souhait de préserver l'équilibre entre les différents pays, entre des forces et des intérêts contradictoires. La question se pose d'ailleurs de savoir comment les puissances occidentales, en l'occurrence la France et les USA, vont percevoir le rapprochement maroco-russe qui se renforce depuis 2013 sur le plan économique mais aussi sur le plan politique.

En 2002, Sergey Mironov visita le Maroc avec comme objectif affiché la discussion du problème israélo-palestinien. Cette année-là, le Roi Mohamed VI fit une visite en Russie, la dernière visite d'un chef d'Etat marocain en Russie remontait à 1966 avec Hassan II. L'année 2002 marque un tournant dans les relations maroco-russes, avec la signature du partenariat stratégique économique, politique et sécuritaire, voire religieux et culturel, et l'intention de plus en plus affirmée de conclure un accord de libre-échange. En 2003, plusieurs secteurs ont intégré le partenariat stratégique tels l'agriculture, le commerce, le tourisme.

Après une visite de Lavrov en 2005, celle de Poutine suivit en 2006. Au cours de

celle-ci, s'est tenue une session du Conseil d'affaires maroco-russe. Sur le plan économique, le Maroc est le deuxième grand partenaire en Afrique du Nord entre 2002-2005, concentrant à lui seul 24,1% du commerce russe dans cette zone géographique.

Aujourd'hui un chiffre donne une idée sur l'importante évolution que ces relations ont connue : il passe de 200 millions de \$ par an à 2,5 milliards de \$ en 2015. La Russie exporte vers le Maroc des matières premières (pétrole, fer et soufre) et des céréales en plus des tôles, des produits chimiques, des engrais et du bois. Depuis 1998 déjà, la Russie est devenue le deuxième client après l'Union Européenne des produits agricoles marocains, notamment des agrumes et des tomates.

Les produits agricoles représentent 85% de la valeur des exportations des produits alimentaires destinés à la Russie, avec des parts de 71% des agrumes, de 12% des tomates et de 15% des produits de pêche principalement de la farine de poisson alors que les importations des produits agricoles en provenance de Russie concernent le suc de betterave (55%) et de l'huile de tournesol (20%). Les exportations marocaines de fruits et de légumes, essentiellement les agrumes, les tomates et les pommes de terre, ont été marquées par une croissance crescendo entre 2009 et 2015. Avec un volume de 317865 tonnes d'agrumes exportées en 2013-2014, la Russie est devenue le plus important marché pour ces produits. De même le volume des tomates exportées a quadruplé entre 2009 et 2015.

« Pour des raisons propres au Maroc, l'élargissement du rôle de la Russie en Afrique du Nord semble souhaité aussi bien par l'Etat que par l'opinion publique, corollaire du tête à tête inconfortable et aléatoire du Maroc avec les pays occidentaux... »

La coopération en matière de pêche maritime se poursuit conformément à l'accord de pêche signé en 2013, à Agadir, pour une durée de quatre ans, le sixième du genre depuis 1992, en vertu duquel il a été convenu de permettre à une flotte de dix navires russes de reprendre leurs activités de pêche dans les eaux marocaines.

Les domaines de coopération se sont considérablement élargis : ils englobent la justice, le tourisme, les échanges d'informations relatifs à la circulation des biens et des véhicules, l'industrie, l'énergie, les secteurs des technologies de communication, la recherche scientifique, la télédétection spatiale, le génie civil, la logistique, l'énergie, les mines, la recherche géologique.

Il est à noter également que de nombreuses entreprises russes travaillent dans le domaine géologique au Maroc. La Russie s'est montrée par le passé fort intéressée par la construction d'un complexe pétrochimique pour satisfaire les besoins du pays. Le Maroc

produit de petites quantités de gaz et de pétrole et dépend en matière d'hydrocarbures de l'extérieur. Dans ses rapports avec la Russie, le Maroc a cherché à promouvoir la recherche de pétrole : ainsi une quinzaine de sociétés ont été à l'œuvre dans le pays : des documents ont été signés dans ce sens entre les deux pays en la matière.

Par ailleurs, sans s'attendre à ce que la demande d'armes soit massive, la Russie a fourni aussi des types particuliers d'armement : armes véhicules, artillerie anti aérienne. En septembre 2015, le Maroc avait acquis une soixantaine de véhicules de combat d'infanterie «BMP-3 » fabriqués par kurganmashzad.

Tout indique que les relations russo-marocaines évoluent vers un partenariat stratégique approfondi. Pour des raisons propres au Maroc, l'élargissement du rôle de la Russie en Afrique du Nord semble souhaité aussi bien par l'Etat que par l'opinion publique, corollaire du tête à tête inconfortable et aléatoire du Maroc avec les pays occidentaux, d'autant plus que prévaut dans le pays l'idée que comme avec la Chine, le Maroc partagerait avec la Russie une sensibilité proche sur la question de l'intégrité territoriale.

La Tunisie

La Tunisie comme le Maroc est entièrement tournée vers l'Union Européenne, en raison de la proximité géographique et des dynamiques économiques de cette région. Elle a constamment constitué avant la révolution de 2011 un allié politique et militaire en Afrique du Nord des Etats-Unis et de l'Union-Européenne. Elle est liée aux Etats-Unis par un accord de libre-échange en 2008. Comme dans la situation marocaine, la question se pose de savoir quelle place pouvait laisser l'intensification des relations des Etats-Unis et de l'Union Européenne à des relations avec la nouvelle Russie.

Une tentative de rapprochement avec la Russie s'est esquissée en 1999, et les efforts furent concrétisés par la conclusion d'abord d'accords culturels et éducatifs. La rencontre de Poutine avec le président Ben Ali en 2000 à New York relança les relations mutuelles. Le ministre des Affaires Etrangères russe Igor Ivanov fit une visite en Tunisie, visite que l'on peut considérer comme le premier fait d'importance dans les relations entre les deux pays. En 2001, se tint la deuxième Commission intergouvernementale tuniso-russe. A la fin 2005, Serguei Lavrov rendit une visite de travail à la Tunisie. Les échanges restèrent limités.

Entre la Russie et la Tunisie, des dimensions politiques, en particulier celles liées au terrorisme, prennent plus d'importance dans le contexte actuel. En mars 2016, lors d'une rencontre à Moscou entre les ministres des Affaires Etrangères des deux pays, les deux responsables ont affirmé la nécessité de coordonner davantage les positions et les efforts aux plans bilatéral et international, particulièrement avec la recrudescence du

danger terroriste. "La Russie se tient aux côtés de la Tunisie pour éradiquer ce phénomène et affirmer la volonté de renforcer la coopération bilatérale dans ce domaine", a assuré le chef de la diplomatie russe. Ils ont également évoqué la détérioration de la situation en Libye et passé en revue l'évolution des événements en Syrie, en Irak et au Yémen. La consolidation des relations de coopération entre la Tunisie et la Russie, qui célèbrent en 2016 le 60e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, a été aussi au centre de l'entretien. Les deux ministres ont souligné à cet égard la volonté commune de hisser les relations bilatérales au niveau de partenariat stratégique. Il est remarquable de constater une certaine unification du lexique maghrébin vis-à-vis de la Russie, puisque tous aspirent désormais à instaurer un dialogue stratégique, voire un partenariat avec la Russie concernant différents domaines.

- **Appréciation générale**

Des changements substantiels marquent aujourd'hui les relations de la Russie avec la région maghrébine. Les relations entre un nouveau projet de puissance ne se déclinent pas nécessairement en termes d'alliances. Peu à peu, depuis la fin des années 90, la Russie est apparue plus active, surtout en matière de coopération énergétique et de vente d'armes

Dans ces relations, une hiérarchie est encore visible, forgée par l'histoire passée, des affinités politiques, une personnalisation du régime. De ce point de vue, l'Algérie est restée centrale. Mais les écarts avec les autres Etats ne sont pas irréductibles. Les relations maroco-russes sont un exemple remarquable de relations importantes au-delà de ces convergences.

Pour la Russie, les relations avec le Maghreb se caractérisent par une importance géostratégique croissante, en raison de sa proximité avec l'Europe. Force est de constater que la Russie entretient de bonnes relations avec tous, fidèle en cela à une ancienne démarche qui est de se présenter davantage comme médiateur, à l'instar de ce qui a cours en Orient. Cela signifie que Moscou entretient des relations avec des libéraux, des fondamentalistes, des monarchies et des régimes dits progressistes. La Russie a entrepris le renforcement de ses relations avec les autres pays de la région.

Les positions de la Russie dans la région prennent de la consistance, lentement, même s'il ne s'agit pas pour elle d'une zone prioritaire. Un faisceau d'indicateurs l'atteste indubitablement: les échanges commerciaux entre l'ensemble des pays du Maghreb et la Russie, les exportations de la Russie avec les pays de la région, ses importations, au cours de la période de 1999 à 2015, la balance commerciale de 2007 à 2015. L'intensification des flux de visites entre les responsables russes et les pays maghrébins sont une preuve de cette importance croissante. Cependant, malgré tout, la

présence politique et économique russe demeure pour l'heure globalement limitée dans la région, comparée aux relations d'autres acteurs avec la région, même si ce rapport russe au Maghreb est susceptible d'être utilisée comme image de puissance à l'échelle planétaire.

Le souci de la diversification paraît motiver ce que les pays du Maghreb recherchent par le développement de leurs relations avec la Russie. Il s'agit de tenter de ne pas rester prisonnier de relations avec une seule partie ou quelques parties car le monde occidental change. Le besoin d'un monde multipolaire est ressenti au Maghreb comme une nécessité. Encore convient-il de s'orienter dans cette voie sur la base d'une vision cohérente et un peu plus proactive.

Le pari maghrébin sur la Russie est d'autant plus justifié qu'elle est membre du Conseil de Sécurité, souvent présentée comme une force économique en réémergence, et aussi un producteur d'armes. Mais nombre d'analyses attirent l'attention sur la faiblesse de l'économie russe, estimée volatile, trop dépendante des matières premières, finalement peu émergente. « Tigre aux pieds d'argile », la Russie apparaît comme un pays dont les éléments de puissance sont encore peu évidents, comparés par exemple à ceux de la Chine. Durement frappée aujourd'hui par des sanctions, incapable d'utiliser dollars et euros, ses transactions avec les différents Etats sont rendues difficiles d'autant plus que les prix de ses énergies sont en baisse, que sa population diminue, elle est parfois perçue comme une puissance déclinante, voire sur le point de s'effondrer. Cette vue trop pessimiste semble faire fi de l'activisme russe et de son influence réelle sur la région.

Partie II

L'Afrique de l'Est entre transformations et dynamiques externes

1. Les mutations économiques, géopolitiques et sécuritaires en cours dans la région

Géopolitique de la corne de l'Afrique : Tendances de l'histoire récente et menaces actuelles

Abdelhak Bassou, Expert en sécurité et Senior Fellow, OCP Policy Center

Introduction

Si la délimitation territoriale d'un espace relève en premier lieu de la géographie, force est de relever que celle-ci est vite dépassé dès lors qu'intervient l'Analyse géopolitique. L'espace tel qu'appréhendé par la géographie est souvent plus restreint que ce même espace appréhendé au prisme de la géopolitique. En effet si l'espace, théâtre où se profilent les enjeux des relations régionales ou internationales connaît les limites que lui assigne la géographie, les enjeux eux ne connaissent et ne reconnaissent pas ces limites. Elles sont par nature conçues pour les dépasser.

Il en va ainsi de l'espace désigné par « Corne de l'Afrique » :

Géographiquement cet espace peut se réduire à ce qui est communément appelé « Petite corne » et se résumer ainsi à l'espace péninsulaire de l'Est africain qui s'étend au sud du golfe d'Aden et qui forme un ensemble régional dans lequel sont en général rangés : l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie et Djibouti.

Cependant comment peut-on en termes de géopolitique ou de relations internationales étudier efficacement cet espace en faisant l'économie d'un élargissement à quatre autres pays que sont le Kenya ; Le soudan et le Sud-Soudan et l'Ouganda c'est la figure dite La « Grande corne ».

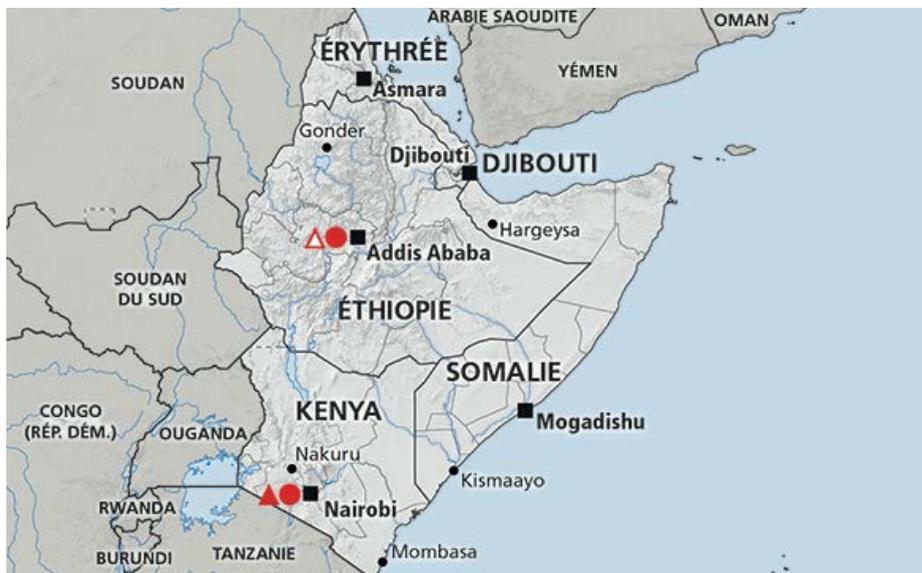
Peut-on même comprendre les enjeux de la région si on exclut du paysage étudié la Péninsule Arabique ; le détroit de Bab El Mendeb ou encore l'Océan Indien voir figure1 et 2 ci-après).

Figure 1 : Délimitation géographique de la Corne de l'Afrique



Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Corne_de_l%27Afrique

Figure 2 : Corne de l'Afrique (Somalie, Éthiopie, Kenya, Érythrée, Djibouti)



Source : <https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/pays/grande-corne-afrique/corne-afrique.html>

« Corne de l’Afrique » ne désigne pas une compréhension institutionnelle ; aucune des huit communautés économiques régionales africaines ne porte le nom de « Corne de l’Afrique ». Si l’IGAD rassemble les huit pays de cette région, force est de constater que ces mêmes pays font également partie de deux, voire plusieurs autres structures régionales africaines comme le montre le tableau ci-joint :

Organisation Pays	CEN SAD	COMESA	IGAD	EAC	Total organisation d’appartenance
Djibouti	+	+	+		3
Erythrée	+	+	+		3
			suspendu en 2007		
Ethiopie			+		1
Kenya			+	+	2
Ouganda			+	+	2
Somalie	+		+		2
Soudan	+	+	+		3
Sud Soudan			+		0

Source : <http://www.jeuneafrique.com/165089/politique/cedea-cemac-sadc-quels-sont-les-points-forts-et-les-faiblesses-des-organisations-africaines/>

L’analyse géopolitique de la région ne peut afin d’être compréhensible faire l’économie d’une revue de l’histoire de la région. Cette revue sera cependant limitée ici à l’histoire récente, l’espace d’un article ne pouvant contenir une exploration plus ancienne. L’histoire récente dégage des tendances qui peuvent se résumer en trois dynamiques (Chapitre premier) :

- Une dynamique de morcellement et de séparatisme ;
- Une dynamique de guerre et ;
- Une dynamique de convoitises étrangères.

Cette analyse géopolitique nécessite également de traiter des menaces qui planent actuellement sur la région (chapitre deux) et dont citera principalement :

- Le développement des dynamiques citées plus haut ;
- Le terrorisme ;
- La sécurité alimentaire.

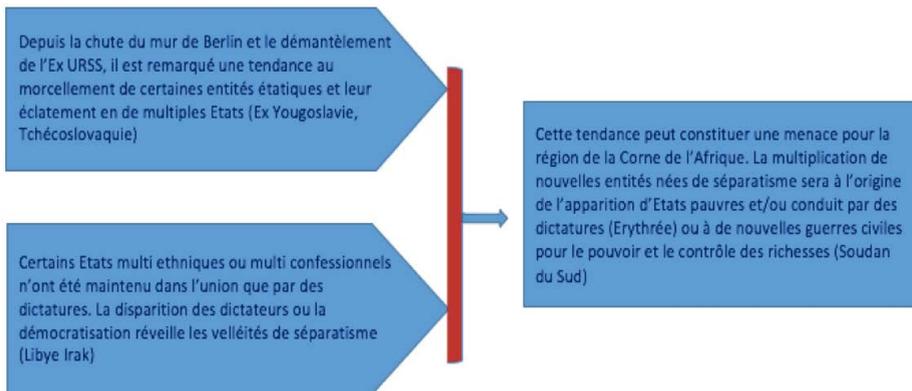
III. Les tendances de l'histoire récente

1. La dynamique de morcellement et de séparatisme, (Voir figure N°3)

La prolifération d'États, et donc de frontières, est l'un des résultats paradoxaux de la globalisation qui prône l'abolition des frontières. De même l'ambition de la mondialisation voulant réduire les notions d'État et de souveraineté doit faire face à une autre ambition ; celle des entités infranationales désireuses de s'appropriier des territoires et de s'affirmer en tant que nouveaux États et surtout comme nouvelles souverainetés.

Cette vérité est constatable dans plusieurs lieux de la planète (Ex Yougoslavie) mais se vérifie également dans la Corne de l'Afrique, lieu de naissances, après la chute du mur de Berlin, de nouveaux États autoproclamés ou reconnus par la communauté internationale.

Figure 3 : Schéma d'évolution de la tendance de morcellement



- La Somalie : Somali Land et Punt Land

La Somalie, zone stratégique sur la route commerciale de l'Océan Indien, avait subi une triple colonisation : La France, l'Angleterre et l'Italie. C'est probablement dans cet aspect de colonisations diverses que doivent être recherchées les causes du morcellement et l'instabilité que le pays connaît aujourd'hui.

Indépendante en 1960, la Somalie, malgré l'homogénéité de sa population (elle est généralement, habitée de populations Somalis), n'a pas échappé à la mouvance

séparatiste et de balkanisation qui constitue une tendance lourde dans la région.

En 1960. Les dirigeants du British Somaliland, au Nord, et la Somalie italienne, au Sud ont décidé de se fondre en un seul État. Cependant les deux entités ne vont pas tarder à diverger lors du référendum constitutionnel de 1961 :

- Le Nord, moins peuplé, vota pour un État fédéral ;
- Le Sud, choisit un État unitaire.

Les nordistes perdants lors du referendum tentèrent une longue série de putschs, réprimés par le gouvernement de Mogadiscio conduit par Mohammed Siad Barre qui voulait préserver l'unité de la Somalie. La destitution de ce dernier en 1991 fait resurgir les velléités d'indépendance :

- En 1991, le Nord du pays déclare son indépendance et prend le nom de Somali land.
- En 1998, Le centre aussi devient indépendant sous le nom de Punt land.

La balkanisation de la Somalie pousse à croire que l'unité ethnique ne peut à elle seule constituer un élément de cohésion sociale et politique et empêcher les tendances au séparatisme.

• L'Éthiopie : L'Érythrée

Si l'Éthiopie est évoquée ici c'est pour expliquer la naissance de l'Érythrée. En effet depuis 1950 et jusqu'en 1993 l'Érythrée et l'Éthiopie furent liées dans une sorte de fédération proposée par l'ONU et dont la constitution fut signée en 1952 par l'empereur Haïlé Sélassié Ier. De par cette constitution, L'Érythrée aurait sa propre organisation administrative et judiciaire, son propre drapeau et une autonomie sur ses affaires internes (la police, l'administration locale et la fiscalité) et les pouvoirs fédéraux impériaux seraient souverains en matière des affaires étrangères de défense, de transports et des finances. Dès la mise en fonction de la fédération l'empereur s'empressa de limiter l'autonomie de l'Érythrée :

- L'amharique fut décrété langue officielle à la place du tigrinya et de l'arabe ;
- Le drapeau érythréen fut interdit
- La fédération est abolie en 1962 et l'Érythrée est soumise au pouvoir impérial.
- La mise en échec de la fédération par l'empereur donne naissance à deux mouvements de résistance qui, cette fois, vont réclamer l'indépendance de l'Érythrée :
- Le Front de Libération de l'Érythrée (FLE) crée en 1965 composé essentiellement de musulmans.
- Le Front Populaire de Libération de l'Érythrée (FPLE) crée en 1970 majoritairement Laïc.

En dépit de guerres intestines entre elles, les organisations érythréennes arrivent à occuper Massawa en Avril 1990 et entrent à Asmara en Mai 1991, obtenant ainsi une indépendance de fait qui sera confirmé et reconnue en 1993.

- **Le Soudan : Soudan du Sud.**

Durant leur occupation du Soudan, les Britanniques avaient tracé une frontière symbolique au sud de laquelle les missionnaires, pouvaient évangéliser librement. Au nord, où la population était majoritairement musulmane, ne s'apprêtait pas à une telle opération de prosélytisme. Cette initiative du colon britannique traçait déjà une ligne de démarcation confessionnelle qui n'est pas sans influence sur les velléités séparatistes qui vont suivre.

Cette distinction confessionnelle n'était pourtant pas suffisante pour faire aboutir à un morcellement du Soudan. Il est à remarquer qu'avant l'indépendance, les mouvements du Sud (Chrétiens, musulmans et animistes) se battaient pour un Soudan unifié où tous seraient égaux.

Ce n'est que lorsque le régime orienté depuis le coup d'Etat militaire de 1989 vers un agenda d'inspiration islamiste, que le Sud du soudan verra se renforcer les ambitions d'indépendance par rapport au Nord. Le Nord avait en effet tenté d'imposer au Sud la charia, la loi islamique. La guerre entre les deux parties fit alors rage jusqu'en Janvier 2005, date où fut signé un accord de paix (**Le Comprehensive Peace Agreement**) parrainé par les Etats-Unis. L'accord qui avait mis fin au conflit, prévoyait un référendum d'autodétermination six ans plus tard. Ce référendum organisé en 2011, fut largement en faveur de la création du nouvel Etat du Sud Soudan.

- **Effets du séparatisme sur la région.**

Quel effet ont ces mouvements de morcellement ?

A première vue ils exacerbent les tensions et les crises dans la région. Dès que leurs indépendances sont déclarées, les nouvelles entités ne tardent pas à devenir source de conflits de crises et de tension. Deux facteurs semblent présider à cette situation :

- **Les guérillas éprouvent des difficultés à assurer leur reconversion de « pouvoir militaire » à « pouvoir civil »** : La capacité politique à changer de conception pour devenir des hommes politiques après avoir été des militaires ou passer les rênes du pouvoir aux civils, a généralement et pour longtemps fait défaut aux chefs de guerre qui ont mené les mouvances séparatistes. Des divergences internes persistent ou renaissent, pour donner naissance parfois à

des guerres civiles intestines, pour le contrôle de l'Etat et par conséquent des richesses. Le cas du Sud –Soudan est révélateur dans ce sens.

- **La confiscation du pouvoir par ceux qui tirent leur légitimité de la lutte pour la sécession** : Ceux-ci ne semblent jamais vouloir reconnaître d'autres formes de légitimité. En Erythrée, pendant la guerre de libération, les revendications du Front de Libération de l'Érythrée (FLE) s'inscrivaient dans la lutte séculaire des musulmans pour conserver leurs droits face au pouvoir centralisateur de l'Éthiopie chrétienne. Or en 1970, les Forces populaires de libération (FPLE), fondées par Issayas Afworki (protestant laïque) et recrutant dans les populations chrétiennes, mènent une guerre contre le FLE. En 1980, le FPLE devient la seule force luttant contre la domination éthiopienne. Au moment de l'indépendance, « par souci d'efficacité », le FPLE interdit l'opposition politique et instaure une période de gouvernement intérimaire de quatre ans. Aujourd'hui, le président est toujours en place, le processus de démocratisation et la Constitution sont suspendus. Ces chefs de guerre qui spolient le pouvoir restent tout le temps à la recherche d'autres conflits et d'ennemis extérieurs pour créer des situations qui correspondent à leurs profils.

Il en résulte que la région reste sempiternellement proie aux tensions et conflits voire aux guerres et voient ses énergies et potentialités plus tournées vers la résolution des conflits que vers le développement et la coopération pour sortir la région de sa précarité. Cette persistance des conflits augmente les opportunités d'interventions étrangères qui freinent la marche vers la vraie indépendance des pays de cet espace.

2. La récurrence des guerres

L'histoire récente de la corne de l'Afrique est marquée par une série de conflits et de guerres qui ont jalonné cette histoire au point de constituer une dynamique dont on peut craindre le prolongement dans les temps actuels. L'Éthiopie, noyau de la région qui partage plus de 5300 km de frontières avec ses voisins a dû conduire plusieurs guerres particulièrement contre la Somalie et l'Erythrée.

Sans verser dans l'exhaustivité, l'on peut déjà affirmer que la région a connu cinq grandes guerres dans les quarante dernières, soit une moyenne d'une guerre tous les huit ans. :

• L'Éthiopie et les guerres

- Guerre Éthiopie-Somalie : La guerre dite de l'Ogaden s'est prolongée entre 1973 et 1978. La Somalie avait voulu profiter du changement de régime en Éthiopie pour s'accaparer de force la région de l'Ogaden qu'elle convoitait à l'Éthiopie. La guerre se termine en 1978 par la défaite de la Somalie.
- Guerre Éthiopie-Érythrée : La guerre qui génère la naissance de l'Érythrée a duré trois décennies depuis l'annexion de l'Érythrée par l'Éthiopie en 1962 jusqu'en 1993 lorsque fut proclamé l'État de l'Érythrée. Les hostilités ne sont pourtant jamais éteintes. Entre 1998 et 2000 une autre guerre éclate aux frontières et les menaces d'un autre conflit sont réapparues en 2016.

• Les autres guerres

- L'Érythrée et Yémen (l'archipel Hanish) en mer Rouge (1995-98)
- Guerre civile entre Soudanais du Sud et du Nord 1983-2005.
- Guerre civile en Somalie depuis 1991 n'est pas encore terminée dont le dernier développement est le groupe terroriste Shebbab.
- La guerre civile au Sud Soudan qui a débuté en 2013 et qui ne semble encore pas trouver d'issue en dépit d'accords maintes fois annoncés.

3. La dynamique des convoitises étrangères.

Depuis l'ouverture du Canal de Suez la région de la corne de l'Afrique acquiert une importance stratégique qui accentue les convoitises étrangères dans la région. La dégradation de la situation en Somalie et l'apparition de la piraterie dans la région va amener dans la zone plusieurs forces étrangères notamment occidentales mais aussi chinoises et japonaises, voire turque ou arabes.

• Djibouti et les bases étrangères

- Djibouti accueille la plus grande base militaire américaine permanente en Afrique, le Camp Lemonnier, qui héberge plus de 4000 hommes. Le contingent permanent se compose d'environ 2700 hommes auxquels il faut ajouter 1000 contractants et 1000 employés locaux. La « Combined Joint Task Force Horn of Africa (CJTF-HOA) » couvre trois zones distinctes :
 - La « zone d'opération » avec La Somalie, le Kenya, l'Érythrée, l'Ouganda, le

Burundi, le Rwanda, les Seychelles et la Tanzanie.

- La « zone d'intérêt » : de l'Égypte à Madagascar, en passant par les deux Soudan, le Tchad, la république du Centrafrique, le Congo et le Mozambique.
- La « zone de responsabilité » couvre le reste de l'Afrique.
- En s'installant à Djibouti la Chine est dans la droite ligne de ses investissements le pays. La base chinoise constitue le dernier investissement de la Chine, à Djibouti. Elle avait déjà injecté 12 milliards de dollars dans ce pays pour la construction d'un port, d'aéroports et d'une voie ferrée entre l'Éthiopie et Djibouti. La base chinoise est installée de l'autre côté du golfe de Tadjura et de la base du corps expéditionnaire des États-Unis. Cette base militaire, où les premiers marins chinois sont arrivés en 2016 peut accueillir plusieurs milliers de soldats et permettra de protéger les intérêts de la Chine dans la région de la Corne de l'Afrique⁹.
- Depuis 2011, un contingent de 180 soldats japonais occupe un site d'une superficie de 12 hectares, à côté de Camp Lemonnier. L'installation de cette base japonaise qui abrite, en plus des personnels, 2 avions de patrouille maritime P3 Orion ; vise à contrer l'influence chinoise dans le cadre de l'engagement stratégique nippon en Afrique objet de la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, organisée à Nairobi. Les japonais sont arrivés sous prétexte de la lutte contre la piraterie, avec tous les équipements logistiques et militaires, mais la raison primordiale reste de s'investir dans une zone où les Chinois sont très présents. L'installation trouve également son importance dans le fait qu'elle constitue la première implantation à l'étranger d'une base japonaise depuis la seconde guerre mondiale. Les autorités nipponnes appuient leur présence militaire par l'action de l'agence japonaise du développement qui finance plusieurs projets dans le pays, notamment celui couvrant une partie de l'assainissement de la capitale.
- La présence française est de loin la plus ancienne. Le contingent français à Djibouti est l'un des plus importants d'Afrique. Il est initialement composé de près de 3000 hommes qui comptent des unités de l'armée de terre et de moyens de l'armée de l'air (10 Mirages 2000, un C160, un hélicoptère Fennec et deux hélicoptères Puma). Cette base française à Djibouti considérée comme la plus grande base militaire française à l'étranger. La présence française trouve ses fondements dans le protocole d'accord de défense signé depuis le 25 juin 1977

9 Voir : La Chine face à la prolifération du phénomène terroriste en Afrique, Abdelhak Bassou March 16, 2016 in <http://www.ocppc.ma/publications/la-chine-face-à-la-prolifération-du-phénomène-terroriste-en-afrique#.WMP3mne42Tc>

entre la France et Djibouti.

Les effectifs français ont été réduits mais il reste plus de 2000 hommes encore à Djibouti sans compter la présence d'éléments de la DGSE et d'un système d'écoute assez important, principalement tourné sur le Moyen-Orient.

- **Une présence allemande depuis dix ans** : Depuis l'opération Enduring freedom, en 2002 L'Allemagne entretient, selon les moments, un contingent, d'une cinquantaine de personnes, destiné à assurer la liaison avec les navires qui accostent au port. Ils n'ont pas de site propre mais quelques bâtisses en matériaux préfabriqués sur l'aéroport ; Le personnel est logé à l'hôtel Sheraton.
- C'est suite à l'accord signé en juillet 2012 que l'Italie a été autorisée à installer à Djibouti une base militaire. Pour la construction de cette base, L'Italie avait déjà autorisé En 2012, un débours d'argent public de 3,7 millions d'euros en 2012 et 2,6 millions annuels jusqu'en 2020, en les débitant du budget du ministère de l'Économie et des Finances. A cela s'ajoute la « cession à titre gratuit » d'armements pour les forces djiboutiennes. L'Italie déploie des forces militaires à Djibouti, officiellement pour « contrer la piraterie ». Mais dans la réalité c'est dans le cadre de la « guerre secrète », menée en Afrique et au Proche-Orient par le Commandement conjoint pour les opérations spéciales des États-Unis qu'il faut chercher les vraies raisons de l'implantation italienne à Djibouti.
- Depuis l'indépendance de l'Érythrée et la réunification du Yémen, es Russes ne disposent plus de base navale en mer rouge et dans l'Océan indien. C'est ce besoin stratégique qui pousse les russes à insister auprès des autorités djiboutiennes afin de disposer d'un emplacement pour une base militaire à Djibouti. Si aucune partie n'informe sur l'état d'avancement des négociations ; plusieurs sources font état de la possibilité de réserver dans la base chinoise de place pour les bâtiments de guerre russes.

• La Turquie en Somalie :

La première base militaire installée par Ankara en Afrique est une base d'entraînement pour les troupes somaliennes. La Turquie n'a cessé d'accroître son influence sur la Somalie à coup de grands projets de développement et commerciaux. En 2011, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, est devenu le premier dirigeant étranger à se rendre à Mogadiscio depuis le début de la guerre civile. Avec cette installation émerge l'idée d'intérêts des puissances régionales pour la zone de la Corne de l'Afrique. Cette installation de la Turquie vise, entre autres objectifs de contrer l'influence israélienne dans la région.

- **Les Emirats arabes unis en Erythrée**

En 2015, les Emirats arabes unis ont lancé le développement du port en eau profonde d'Assab qui constitue le principal centre logistique pour ses opérations au Yémen dans le cadre de la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite. En contrepartie de cette base, le gouvernement érythréen, isolé, a reçu des aides financières et des aides à l'infrastructure.

Sans verser dans l'exhaustivité, l'énumération citée plus haut dresse une image des convoitises étrangères spécialement dans leur aspect sécuritaire. Cette tendance qui s'inscrit dans la droite ligne de l'histoire récente de la corne de l'Afrique notamment durant les périodes du colonialisme.

IV. Les menaces du moment

- **La sécurité alimentaire**

Le phénomène météorologique extrême de "El Nino" qui sévit notamment dans la région de la Corne de l'Afrique a de graves conséquences pour la sécurité des populations de la corne de l'Afrique notamment en termes de :

- La nutrition ;
- L'accès à l'eau et ;
- L'hygiène et la santé.

Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en raison de la sécheresse est passé de 2.9 millions en janvier 2015 à 8.2 millions en octobre 2015 et serait de plus de 10.2 millions en Ethiopie en 2016 et de 14.4 millions pour l'ensemble de la Corne de l'Afrique¹⁰. Cette tendance devrait continuer pour 2017, années où seront ressenties les aléas climatiques qui ont caractérisé les années 2015 et 2016. Sur le site de la FAO, on peut ainsi lire sur un article daté de Janvier 2017 :

« Alors que seul un quart des pluies attendues sont finalement tombées et que les précipitations prévues pour la période allant d'octobre à décembre se sont avérées insuffisantes, la sécheresse généralisée qui affecte actuellement la Corne de l'Afrique s'est aggravée.

Les zones suscitant le plus d'inquiétude recouvrent une large partie du territoire somalien, d'autres ont été signalées dans le nord-est du Kenya et sur

¹⁰ Interview accordée en Février 2016 par Yohannes Abraha Ministre Conseiller de l'Ambassade d'Ethiopie auprès de l'Union européenne au magazine.info.

le littoral, dans le sud-est de l'Éthiopie et dans la région d'Afar. Cette région peine d'ailleurs toujours à se relever suite à une sécheresse survenue en 2015 et 2016, une situation provoquée par le phénomène climatique El Niño. Par ailleurs, le Soudan du sud est actuellement confronté à une grave crise alimentaire en raison d'une insécurité prolongée »¹¹.

• Le terrorisme

L'Éthiopie, le Kenya et Djibouti sont les pays de la région les plus menacées par le mouvement extrémiste et djihadiste somalien.

La question est d'autant plus préoccupante que les frontières parfois très longues en distance sont difficiles à sécuriser ce qui en fait des étendues poreuses favorables aux terroristes et aux réseaux de trafiquants internationaux d'êtres humains. L'UE envisagerait suite au sommet de la Valette de renforcer sa coopération avec l'Éthiopie en matière d'échanges d'information concernant les réseaux d'immigration irrégulière et de la lutte anti-terroriste¹².

L'Éthiopie noyau de la région est considérée par les Etats musulmans périphériques comme une entité chrétienne liée à l'Occident et dont les vues expansionnistes d'ouverture sur l'Océan indien tentent de compenser la perte d'accès à la Mer Rouge depuis l'indépendance de l'Erythrée en 1993.

A l'exception du Kenya et du Soudan du Sud, l'ensemble du voisinage Ethiopien est en effet constitué de pays musulmans (Soudan, Erythrée, Djibouti et Somalie). Le pays compte lui-même 33,9% de musulmans. Ils sont certes une minorité mais il s'agit néanmoins de plus de trente millions d'habitants. Ce facteur joue grandement dans la géopolitique de l'Éthiopie et de la région, voir tableau ci-contre.

Tableau montrant les nombres et pourcentages des populations musulmanes dans la région de la corne de l'Afrique.

Djibouti	853 000	97,0%
Ethiopie	28 721 000	33,8%
Erythrée	5 200 000	36,5%
Kenya	2 868 000	07,0%
Ouganda	4 060 000	12,0%

¹¹ voir : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/468955/icode/>

¹² Idem note N°2

Somalie	9 231 000	98,6%
Soudan	34 206 000	97,0%
Soudan du Sud	10 625 000	27,0%

Les pays de la région auront donc, non seulement à prendre toutes les mesures permettant la propagation d'idées extrémistes chez eux ; mais également et surtout de renforcer la coopération régionale sur des bases de tolérance et de dialogue afin de couper le passage aux conflits confessionnels. Cette tolérance comme base des relations entre les pays de la région est d'autant plus nécessaire que la région est une mosaïque de religions, d'ethnie et de civilisations.

Les Etats de la région devront également tous apporter leur soutien à la lutte contre le terrorisme, notamment en provenance des extrémistes somalien qui semblent, en dépit des efforts fournis par l'Afrique et le monde, continuer à développer de grandes capacités de nuisance.

Djibouti en quête d'une utilité stratégique régionale

Rachid El Houdaigui, Professeur, Directeur de la Revue Paix et Sécurité internationales et Senior Fellow, OCP Policy Center

L'analyse de la politique extérieure des petits Etats africains a toujours été sous théorisée à l'image de la place insignifiante du continent africain dans la théorie des Relations internationales. Cependant, la déconstruction de cette logique théorique est entamée depuis quelques années à la faveur de la transformation du système international. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que l'étude du comportement international des petits pays africains s'impose tant il est vrai qu'elle est porteuse de perspectives prometteuses pour la discipline des relations internationales.

« Tous les observateurs de la corne de l'Afrique s'accordent à dire que ce pays joue un rôle stratégique dans la région, si bien que les qualificatifs ne manquent pas pour évoquer sa posture. »

Les orientations de la politique étrangère de Djibouti nous enseignent sur les capacités qu'ont les micro-Etats à se donner un rôle à se doter d'une position attractive sur les plans régional et international. En effet, même un petit pays de 23 200 km² qui compte une population de presque 900.000 habitants peut se doter d'une politique étrangère combinant réalisme et jeu d'équilibre. Tous les observateurs de la corne de l'Afrique s'accordent à dire que ce pays joue un rôle stratégique dans la région, si bien que les qualificatifs ne manquent pas pour évoquer sa posture: « Djibouti, capitale de la Chinafrique » ; « le paradis des bases militaires » ; « Djibouti : nouvelle perle du collier chinois » ; « micro-État géostratégique » ; « le carrefour de la Corne de l'Afrique » ; « Pivot géostratégique et hub transcontinental » « etc. »

Ceci étant précisé, nous pourrions aborder la politique extérieure de Djibouti, à travers deux atouts et un écueil :

- I. Le système international offre des fenêtres d'opportunités à des pays comme Djibouti
- II. Le soft réalisme adopté par les cités-Etats comme Singapour et autres petits pays offre un matelas de pratiques et de stratégies qui permettent à Djibouti de

- tirer profit du système international ;
- III. Ce dynamisme expose cependant Djibouti au risque de la sur-extension stratégique.

I. Ressources du système international

Le système international entame une étape cruciale dans son processus de reconfiguration post-bipolaire. Il change à un rythme accéléré dans un contexte de plus en plus globalisé, de moins en moins prévisible et en transition géostratégique vers une supposée multipolarité non encore définie. Cette accélération du temps mondial consacre une nouvelle hiérarchisation de la puissance, qui à son tour ouvre de nouvelles fenêtres d'opportunités stratégiques au profit d'un certain nombre de pays africains, dont notamment Djibouti. On peut schématiquement en distinguer quatre signaux forts à l'endroit de ce pays :

• Attractivité géopolitique et géographique

La crise somalienne, la guerre au Yémen, les attentats du 11 septembre 2001, leurs tenants et aboutissants dans la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique, ainsi que les menaces asymétriques et les rivalités entre puissances internationales confèrent une nouvelle importance à la position géographique de ce pays. Djibouti est un carrefour géostratégique à la croisée de l'Afrique de l'Est, de l'Arabie et de la route maritime Europe-Asie¹³. Il est au centre des dispositifs de lutte contre le terrorisme et la piraterie tout comme il est un point d'appui des politiques internationales des grandes puissances¹⁴. La France, les Etats-Unis et le Japon disposent déjà de bases militaires à Djibouti¹⁵. La Chine y construit une base "logistique navale" pour 2017, l'Arabie Saoudite compte s'y installer¹⁶, tandis que d'autres pays ont des facilités d'escale. Djibouti est aussi au cœur du dispositif naval mis en place par l'Union européenne (UE) dans le cadre

13 Le détroit de Bab-el-Mandeb est le quatrième passage maritime mondial pour l'approvisionnement énergétique.

14 Faut-il souligner que grâce à son climat désertique et sa topographie, le territoire Djiboutien est adapté à la préparation des forces armées.

15 Les forces françaises sont présentes depuis 1977 ; l'installation américaine date du 17 juin 2002 et la base expéditionnaire a été inaugurée en septembre 2002 ; le Japon y maintient depuis 2011 sa seule base à l'étranger.

16 Déclaration de Mahamoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères de Djibouti.

de l'opération Atalante¹⁷ ou par l'Otan¹⁸, ou encore par le groupe CTF 151 des Forces maritimes combinées dirigé par les États Unis et différents pays contributeurs¹⁹.

- **L'affirmation du "monde des émergents" particulièrement, la Chine**

La Chine a besoin de l'Afrique de l'Éthiopie et Djibouti. Son offre de partenariat qui comprend un matelas d'opportunités s'inscrit dans le cadre d'une ambition économique mondiale²⁰ mettant en correspondance trois éléments : un marché pour écouler ses produits ; un approvisionnement en matière première ; la constitution d'un espace économique pour ses propres entreprises. En Afrique la Chine a bien compris qu'elle doit investir dans des infrastructures pour désenclaver l'intérieur du continent, car, sans cela, impossible de faire du commerce à grande échelle. Ce besoin conjugué à une offre de partenariat efficace est une aubaine pour l'Afrique et Djibouti qui manque cruellement d'infrastructure.

« La mise en place par un certain nombre d'États de nouvelles stratégies dans le domaine des routes terrestres et maritimes ouvrent des perspectives et des opportunités vers l'arrimage de l'Afrique à la mondialisation. »

La Chine a bien l'attention de faire de Djibouti un point d'appui géoéconomique vers l'Afrique et un maillon stratégique de la sécurisation maritime, à travers un contrat de partenariat « infrastructures et protection contre position » qui comprend la mise en place d'une base militaire chinoise contre des accords économiques, la construction de grands projets structurants (aéroports, lignes ferroviaires, ports, autoroutes, télécommunications) et la mise en forme in fine d'une plate-forme de transbordement pour le commerce Chine-Afrique.

17 L'opération Atalante s'est déployée à partir du 8 décembre 2008, dans le but de lutter contre l'insécurité dans le golfe d'Aden et l'océan Indien.

18 L'OTAN et la République de Djibouti ont conclu, le 22 avril 2015, un accord sur la création à Djibouti d'un bureau de liaison de l'OTAN pour appuyer l'opération OTAN de lutte contre la piraterie, Ocean Shield.

19 La Combined Task Force 151 est une force multinationale créée en janvier 2009 pour mener des opérations de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden et au large des côtes Est de la Somalie.

20 Portée par la stratégie One Belt, One Road (dite aussi nouvelles routes de la soie) lancée en 2013. Elle est destinée à tracer des routes et des relations commerciales entre la Chine et 60 pays d'Asie, du Moyen-Orient, d'Europe, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique.

- **Le grand désenclavement de l'Afrique**

Le grand désenclavement de l'Afrique crée une nouvelle dynamique qui repose entre autre sur la diversification des partenariats mondiaux, le développement des infrastructures²¹ et l'interconnexion. La mise en place par un certain nombre d'Etats de nouvelles stratégies dans le domaine des routes terrestres et maritimes ouvrent des perspectives et des opportunités vers l'arrimage de l'Afrique à la mondialisation. Cette dynamique favorise Djibouti qui dispose d'une façade maritime sur le golfe d'Aden et qui projette de devenir un hub idéal pour le ravitaillement de l'hinterland Est-africain. Pour l'instant, la faiblesse des infrastructures routières ou ferrées reliant Djibouti à l'Ethiopie jouent à la faveur du port de Mombasa (Kenya), qui demeure le point de transit d'une bonne partie du fret maritime des Etats Est-Africains (Ouganda, Rwanda et du Burundi)²².

- **Une géopolitique régionale relativement favorable**

Le contexte régional met en correspondance un environnement paradoxal, où la situation de fragilité ou de guerre en Somalie, au Yémen et en Erythrée conjuguée à l'enclavement de l'Ethiopie et du Soudan sud favorise le binôme Ethiopie-Djibouti comme "hégémon" structurant l'ensemble de la Corne d'Afrique ; chacun a besoin de l'autre. Conscient du coût stratégique de son enclavement, l'Ethiopie a un besoin vital de Djibouti par lequel transite 80 % de ses exportations. En contrepartie, les Djiboutiens importent de l'Ethiopie 65% de leur consommation en électricité. D'ailleurs, les deux pays ont procédé à d'importants investissements dans des projets visant à développer un axe économique Djibouti-Ethiopie : une liaison ferroviaire entre les capitales des deux pays est déjà opérationnelle. Quant au Soudan sud, il compte sur une coopération tripartite pour exporter son pétrole. A cet égard, un projet d'acheminement du pétrole sud soudanais via l'Ethiopie puis le port de Djibouti est à l'étude.

21 Le déficit infrastructurelle hausse le coût des marchandises échangées entre pays africains de 30 % à 40 %. C'est de moitié supérieur à une situation équivalente en Asie ou en Amérique du Sud. Les Echos "Territoires et transports en Afrique : le défi du désenclavement", 30/03/2016.

22 Bataille des ports, African Business Journal .

II. Une politique étrangère emprunte de réalisme autant sécuritaire qu'économique.

Le réalisme²³ est une constante de tous les pays de la taille de Djibouti, qui tiennent à se préserver, à se construire et à augmenter leur influence par le recours à ce que la théorie internationale appelle « niche diplomacy » ou encore « niche de spécialisation ». Schématiquement, les priorités stratégiques de ces pays sont les suivantes : garantir une autonomie dans un monde de rapport de force ; obtenir un positionnement économique et géoéconomique ; se doter d'une diplomatie décomplexée pour tirer avantage des ressources stratégique du système international dès lors que leurs capacités nationales sont limitées.

Dans la foulée, l'analyse comparée des politiques étrangères des petits Etats²⁴ distingue en fait une diplomatie à voies multiples dans le comportement international de ces pays : penchant pour la neutralité ; prise en compte des équilibres géopolitiques ; attachement aux institutions internationales et à la diplomatie multilatérale ; engagement dans la résolution pacifique des conflits, à travers une diplomatie de médiation.

« Dans le même sens, Djibouti s'est impliquée dans la gestion du post-conflit somalien, en accueillant la formation par la France d'un bataillon des forces de sécurité somaliennes en 2009. »

Transposé à la politique étrangère de Djibouti, nous constatons, à l'exception de la neutralité, un alignement sur le modèle des petits pays :

D'abord, la diplomatie s'implique dans la médiation internationale, notamment dans le dossier somalien : ayant été l'initiateur des accords d'Arta (août 2000), Djibouti a joué un rôle important dans les négociations entre le gouvernement fédéral de transition et l'Union des tribunaux islamiques. Ce cadre de négociation a abouti aux accords de

23 Bruno MVE EBANG « Le réalisme de la politique étrangère des petits États africains », *Dynamiques Internationales* ISSN 2105-2646, septembre 2015 <http://dynamiques-internationales.com/wp-content/uploads/2016/01/Mve-Ebang-Varia-09-2015-1.pdf>

24 Bruno MVE EBANG, op. cit. ALLOUCHE, Boussetta, « La médiation des petits États : rétrospective et perspective », *Études internationales*, Vol. 25, N°2, 1994, pp. 213-236 ; TSAKADI, komi, « Approche terminologique et typologie de la médiation et de la facilitation », dans Jean du Bois De G. & Alii, *Prévention des crises et promotion de la paix : Médiation et facilitation dans l'espace francophone*, Vol. I, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 11-38. Tsakadi 2010 :11-38) ; Rachid El Houdaigui, la politique étrangère de Mohammed VI ou la renaissance d'une puissance relationnelle, in CEI (ed.) *Une décennie de reformes au Maroc*, Khartala, Paris. Pp. 295-324.

2008 permettant la mise en place d'un nouveau gouvernement transitoire à Mogadiscio. Dans le même sens, Djibouti s'est impliquée dans la gestion du post-conflit somalien, en accueillant la formation par la France d'un bataillon des forces de sécurité somaliennes en 2009. Parallèlement, des forces armées Djiboutiennes ont été déployées au sein de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en 2012.

Ensuite, sur le plan institutionnel Djibouti est membre de la Ligue arabe, de l'Organisation de la Conférence Islamique, de l'Union Africaine, de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), dont le siège est à Djibouti et du Marché commun de l'Afrique australe et orientale (Comesa). Il accueille également depuis 2012 le siège de la mission civile de l'UE Eucap Nestor, dédiée au renforcement des capacités maritimes des Etats de la région.

Puis, l'équilibre des forces en présence est un exercice permanent de la diplomatie djiboutienne entre la Chine qui s'y installe durablement, les Etats-Unis d'Amérique qui s'y habituent et la France y dispose d'un avantage comparatif, eu égard aux avantages accordés par le nouvel accord de défense²⁵.

« En raison de sa position géopolitique et de l'activisme diplomatique qui en découle, Djibouti se place parmi les acteurs indispensables en Afrique de l'Est. »

Enfin, Djibouti développe une spécialisation autour de deux axes : le premier est logistique dans le sens Afrique-Babe El Mendeb-Monde ; le second est sécuritaire dès lors que les autorités djiboutiennes entendent jouer un rôle de point d'appui sécuritaire dans la lutte contre la menace asymétrique maritime.

Autrement dit, Djibouti poursuit le modèle des cité-Etats, nuancé certes par les spécificités du contexte régional, en vue de renforcer sa position d'interface et de se rendre utile pour la région et pour le système international. En raison de sa position géopolitique et de l'activisme diplomatique qui en découle, Djibouti se place parmi les acteurs indispensables en Afrique de l'Est.

III. Les limites du modèle Djiboutien

La construction du modèle djiboutien fait face toutefois à des facteurs de blocage dont le paradigme fédérateur est celui de la sur-extension stratégique. D'autant plus

²⁵ Les deux pays ont revu leur accord adopté en 1977 pour une nouvelle version conceptualisée signée, le 21 décembre 2011 à Paris.

que le pays doit adapter constamment la niche de spécialisation et tenir compte des concurrences régionales et sous régionales. Le risque est de se trouver piégé dans une dynamique où les coûts diplomatique et financier l'emporteraient sur les ressources :

- **Une situation structurelle difficile**

Djibouti reste un des pays pauvres de l'Afrique : 80% de la population vit sous le seuil de pauvreté relative et 42% sous le seuil de pauvreté absolue. En somme, l'économie est dominée par les services (80% du PIB), notamment liés à l'activité du port. Les ressources naturelles sont rares ou sous exploitées (ressources halieutiques et agricoles).

- **Le défi de la gouvernance politique**

La condition du succès de la dynamique Djiboutienne passe par l'amélioration de la gouvernance politique et la poursuite des réformes politiques, économiques et institutionnelles engagées, tout en veillant sur les conditions favorisant la stabilité du petit Etat dans une région chargée d'incertitudes et d'inquiétudes.

« Il est évident que le caractère unidimensionnel militaire de la présence française et américaine, pour ne citer que ces deux puissances, risque sur le moyen et le long terme d'être improductif ou contreproductif en termes d'influence, si elle n'est pas accompagnée d'un partenariat économique au profit du binôme Djibouti-Ethiopie. »

- **Les rivalités des grandes puissances**

Comment un pays de la taille de Djibouti compte-t-il gérer les rivalités des grandes puissances ? C'est toute la question qui semble-il occupe les décideurs de ce pays²⁶, tant il est vrai que la morphologie du jeu en cours dépasse ses capacités stratégiques : pour les occidentaux, notamment le Etats-Unis, la présence militaire et géoéconomique de la Chine dans la région bouleverse le statu quo au profit d'une recomposition du jeu des alliances autour de la mer Rouge, dont les contours ne sont pas encore définis. Il est évident que le caractère unidimensionnel militaire de la présence française et

²⁶ Interview du ministre des Affaires étrangères, Mahmoud Ali Youssouf, Jeune Afrique, 2 juillet 2014.

américaine, pour ne citer que ces deux puissances, risque sur le moyen et le long terme d'être improductif ou contreproductif en termes d'influence, si elle n'est pas accompagnée d'un partenariat économique au profit du binôme Djibouti-Ethiopie. Par ailleurs, une Erythrée stabilisée pourrait concurrencer le statut du hub de Djibouti comme le laisse présager de plus en plus l'intérêt qu'y portent les Emirats du Golfe.

- **Faiblesse de l'intégration régionale dans la corne de l'Afrique**

Même si Djibouti a une très bonne position stratégique, la taille insignifiante de son économie et les problèmes structurels endogènes rendent nécessaire la stratégie du développement intégré au niveau régional. Or la situation de la sous-région ne favorise pas encore l'émergence d'un espace intégré. D'où son engagement avec l'Ethiopie dans la construction d'un binôme stratégique, avec le soutien de la Chine. Les deux Etats se définissent comme pôle structurant la coopération régionale notamment dans l'espace élargi que constitue l'IGAD²⁷.

- **Le dilemme de la dépendance**

Une des équations difficilement soluble est celle de la dépendance vis-à-vis de son partenaire et créancier chinois ; selon le FMI, l'endettement public pourrait atteindre 80% en 2017. Le Ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs reconnu le "le dilemme" de la situation du pays lorsqu'il a soutenu : « Plus on est endetté, plus on est dépendant de son créancier. Mais en même temps, quelle est l'autre voie? »²⁸

Un autre volet de la dépendance réside dans la présence militaire étrangère ; si elle garantit un parapluie sécuritaire à Djibouti, il n'en demeure pas moins qu'elle limite significativement ses marges de manœuvres diplomatiques et stratégiques, et donc son autonomie, et, par ricochet, sa souveraineté.

27 Comprend Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud.

28 AFP. 16 avril 2016

Conclusion

Avec d'un côté un système international offrant des fenêtres d'opportunités, et de l'autre côté des contraintes inhérentes au jeu des puissances présentes dans la région, Djibouti joue une partie délicate, où le réalisme qui caractérise en général le comportement international des cités-Etats semble, pour l'instant, marquer de son empreinte les orientations de ce pays. Le défi de Djibouti est néanmoins de réaliser les réformes nécessaires et inscrire le développement du pays dans un cadre régional intégré si la situation venait à le permettre.

Bibliographie

- ALLOUCHE, Boussetta, « La médiation des petits États : rétrospective et perspective », *Études internationales*, Vol. 25, N°2, 1994, pp. 213-236.
- Bruno MVE EBANG « Le réalisme de la politique étrangère des petits États africains », *Dynamiques Internationales* ISSN 2105-2646, septembre 2015 <http://dynamiques-internationales.com/wp-content/uploads/2016/01/Mve-Ebang-Varia-09-2015-1.pdf>
- Rachid El Houdaigui, la politique étrangère de Mohammed VI ou la renaissance d'une puissance relationnelle, in CEI (ed.) *Une décennie de reformes au Maroc*, Khartala, Paris. pp. 295-324.
- Sonia Le Gouriellec, "Djibouti dans le jeu international", *Revue Esprit*, Octobre 2016
- Moubarack Lo , *Relations Maroc-Afrique subsaharienne : quel bilan pour les 15 dernières années ?* Research Paper, November 23, 2016. 70 pages.
- Vera Songwe, *L'intégration économique en Afrique: un processus en cours.* Policy Brief, Ocp Policy Center, December 22, 2016. 11 pages.
- Komi TSAKADI, « Approche terminologique et typologie de la médiation et de la facilitation », in Jean du Bois De G. & Alii, *Prévention des crises et promotion de la paix : Médiation et facilitation dans l'espace francophone*, Vol. I, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 11-38. Tsakadi 2010 :11-38).
- Eckart Woertz, *Reconfiguration of the Global South: Africa and Latin America and the 'Asian Century'*, Eckart Woertz, November 24, 2016. 276 pages.

Afrique de l'Est : un potentiel économique dopé par des transformations structurelles

Jérôme Evrard et Anne-Sophie Raujol, Chercheurs, Centre HEC Paris de Géopolitique

Selon le type d'approche retenue – géographique, politique ou économique – la région est-africaine recouvre des espaces différents. Afin de dresser un panorama exhaustif de la situation régionale, nous tracerons un axe allant du Soudan au Mozambique, en passant par les Grands Lacs, sans négliger Madagascar et les îles de l'océan Indien.

Qui plus est, il convient de revenir sur quatre points marquants qui ont structuré l'évolution de l'architecture politico-économique de l'Afrique de l'Est au cours de la dernière décennie. Premièrement, le Soudan du Sud est venu en 2011 s'ajouter aux États continentaux et insulaires de la région, ce qui a permis de pacifier les relations avec le Soudan mais n'a pas pour autant mis totalement fin aux conflits. Deuxièmement, nous pouvons constater le développement de grands projets d'infrastructures, aujourd'hui fragilisés par le contrecoup de la chute des cours de 2014-2015 pour les États producteurs de pétrole et de matières premières. La multiplication des investissements directs des puissances émergentes constitue le troisième changement d'envergure, avec une présence accrue de l'Inde et de la Chine, dont la stratégie du collier de perles vise à diversifier ses approvisionnements énergétiques et en matières premières, tout en trouvant de nouveaux débouchés pour ses produits et ses entreprises confrontés à un marché intérieur saturé. Enfin, dans un quatrième temps, nous pouvons noter l'inscription progressive de la région dans la mondialisation malgré la corruption, les trafics, les régimes contestés et les troubles sécuritaires.

Dotés de forts potentiels économique et démographique, ces États sont actuellement les locomotives de la croissance africaine avec un taux de croissance régional de 6,3% en 2015, tandis que la croissance du continent pour la même année était de 3,7%.²⁹ À ce titre et à condition de soutenir les secteurs nécessaires à leur développement, ils peuvent constituer les moteurs de la croissance de demain.

La suite de notre propos s'articulera autour de deux parties : le potentiel de croissance économique des États de la région, et le frein au développement que représentent le manque d'infrastructures et la mauvaise intégration régionale.

« En termes de répartition régionale, le PIB de l'Afrique de l'Est est tout d'abord tiré par l'Éthiopie à hauteur de 25%, suivie par le Soudan avec 20%, le Kenya et la Tanzanie avec 18% chacun et l'Ouganda avec 12%. »

I. Des États au fort potentiel de croissance économique

Dans un premier temps nous reviendrons sur la volonté des États d'Afrique de l'Est d'opérer une transformation structurelle de leur économie. Puis nous soulignerons la sous-exploitation du potentiel de la région.

1. Des États engagés dans une transformation structurelle de leur économie

Selon la Banque africaine de développement, l'Afrique de l'Est représente 6,6% de croissance annuelle moyenne sur la dernière décennie.³⁰ Pour l'équipe conjointe de Ricardo Hausmann à Harvard et au MIT, à l'origine de la notion de complexité économique, alors que les pays de la région connaissent aujourd'hui les plus forts taux de croissance d'Afrique, ils continueront à être le moteur de demain en s'inscrivant parmi les économies les plus compétitives dans le monde. D'ici 2024, Hausmann prévoit ainsi que les croissances ougandaises, kenyanes, et tanzaniennes devraient demeurer entre 5,96 et 6,05%.³¹

En termes de répartition régionale, le PIB de l'Afrique de l'Est est tout d'abord tiré par l'Éthiopie à hauteur de 25%, suivie par le Soudan avec 20%, le Kenya et la Tanzanie avec 18% chacun et l'Ouganda avec 12%.³² Si certains avaient des doutes, il est désormais clair que c'est la région dans sa globalité qui vit une success story économique.

Afin de demeurer dans la course, l'ensemble des pays d'Afrique de l'Est est désireux de procéder à une diversification de leur économie. Leur objectif est de s'engager dans des programmes de transformation structurelle afin de devenir des pays à revenu

³⁰ Banque africaine de développement (BAD), *The African Development Bank : A Partner of Choice for the Eastern Africa we want*, 2014, [pdf en ligne], p. viii.

³¹ *The Atlas of Economic Complexity*, « New Global Groth Projections Predict the Decade of India », 2015, [en ligne], < <http://atlas.cid.harvard.edu/rankings/growth-predictions/> >

³² Banque africaine de développement (BAD), *The African Development Bank : A Partner of Choice for the Eastern Africa we want*, 2014, [pdf en ligne], p. 7

intermédiaire à court-moyen terme.³³

Nous pouvons également constater que les États est-africains ont été différemment vulnérabilisés par les différents chocs exogènes qui se sont produits à l'échelle internationale. Les effets de la crise financière de 2007 ont été retardés dans la plupart de ces États, se faisant surtout ressentir en 2010. Néanmoins, les Seychelles ont pour leur part été frappées par la crise dès 2007 en raison d'une activité fortement dépendante du secteur tertiaire (70% du PIB) et plus spécifiquement du tourisme. Le pays s'est trouvé en défaut de paiement de sa dette extérieure et a été dans l'obligation de réaliser d'importantes réformes macroéconomiques dès 2008. Ces dernières ont été efficaces et ont permis au pays de se hisser dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur.³⁴ Djibouti et l'Ouganda ont eux aussi été affectés par les répercussions de la crise, en raison de la baisse de l'entrée dans la comptabilité nationale de devises étrangères tirées de l'aide extérieure.

Les États de la région, qui sont dotés d'un potentiel énergétique et minier important et mobilisent 80% de la population active dans le secteur primaire, ont également été affectés par la chute des cours du pétrole et des matières premières, dont les niveaux devraient se stabiliser en 2017, avec un maintien à un bas niveau.

L'impact est particulièrement important pour les deux Soudans, même si la sécession du Soudan du Sud en 2011 a fait perdre au Soudan d'Omar el-Béchir 75% de ses réserves pétrolières. L'interruption de la production pétrolière sud-soudanaise en 2013 et les affrontements liés à la guerre civile sont autant de freins à la croissance de ces deux États interdépendants économiquement. L'accord sur la redevance pétrolière trouvé en février 2016 entre les deux pays pouvait augurer d'une amélioration, mais la reprise des affrontements au Soudan du sud en juillet fait peser de nouvelles incertitudes sur l'avenir économique des deux pays.

Les pays moteurs de la croissance en Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya, Tanzanie, et dans une moindre mesure Rwanda et Ouganda) ont quant à eux su élargir leur base économique. Leur croissance est de plus en plus tirée par le secteur tertiaire avec l'essor des télécommunications et des TIC, et par l'émergence affirmée du secteur secondaire avec le développement des activités manufacturières et de construction. Désireux de devenir des pays à revenu intermédiaire, ces États encouragent le développement de leur secteur minier, dont la contribution au PIB est encore très marginale (autour de 1% en Ethiopie, au Kenya et au Rwanda). Dans une optique de diversification de leur économie, ils souhaitent également moderniser leur secteur primaire et poursuivre leur

33 Groupe de la Banque africaine de développement en Afrique de l'Est, *Garantir les acquis et préparer l'avenir*, 2012, [pdf en ligne]

34 Banque africaine de développement (BAD), *The African Development Bank : A Partner of Choice for the Eastern Africa we want*, 2014, [pdf en ligne], p. 84-85

processus d'industrialisation. C'est ce dernier point qui est à l'origine des réticences de la part de la Tanzanie vis-à-vis de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne, en négociation depuis 2007 et particulièrement attendu par le Kenya.³⁵ Cette volonté de diversification se traduit également par une réorientation de l'activité économique des États africains, qui se détournent des partenaires commerciaux traditionnels pour développer des relations avec les États du Golfe et l'Asie. Cependant le potentiel économique de la région demeure largement sous-exploité.

« Avec 80% de la population active de la région dans le secteur primaire pour une contribution au PIB de 20 à 40% seulement, une modernisation laisse augurer de belles perspectives pour l'agrobusiness, d'autant plus que l'ensemble des terres arables de ces pays n'est pas exploité, particulièrement en Éthiopie avec un possible doublement de la production agricole. »

2. Des opportunités multiples dans une région au potentiel sous-exploité

Tout d'abord le secteur agricole. Ce dernier souffre d'une mauvaise productivité due à une organisation structurelle fondée sur le mode pastoral d'une part, et un manque d'infrastructures modernes de l'autre. Ces difficultés peuvent être observées au Kenya, au Rwanda, ainsi qu'au Soudan et en Ouganda. En outre, les synergies entre l'activité agricole et le secteur industriel pour la transformation de produits sont encore sous-développées, ce qui contribue à la production de produits à faible valeur ajoutée ne permettant pas l'essor de ces deux secteurs. Avec 80% de la population active de la région dans le secteur primaire pour une contribution au PIB de 20 à 40% seulement, une modernisation laisse augurer de belles perspectives pour l'agrobusiness, d'autant plus que l'ensemble des terres arables de ces pays n'est pas exploité, particulièrement en Éthiopie avec un possible doublement de la production agricole.

Dans les industries extractives maintenant, les récentes découvertes pétrolières et gazières en Tanzanie, au Kenya, et les importantes réserves de méthane au Rwanda ne doivent pas occulter le potentiel minier des autres États de la région. Outre le barrage Renaissance sur le Nil bleu qui va booster la production hydroélectrique éthiopienne, le pays dispose tout comme l'Érythrée voisine de réserves de potasse conséquentes

³⁵ MATERU, Beatrice, « East African leaders fail to agree on trade deal with Europe », The East African, [en ligne], <http://www.theeastafrican.co.ke/news/East-African-leaders-fail-to-agree-on-trade-deal-with-Europe/2558-3376440-9785hlz/index.html>

et encore inexploitées dans la région de Danakil, qui pourraient conférer à l'Afrique le statut d'exportateur d'engrais à base de potasse d'ici 2020. Ainsi, en Éthiopie, l'entreprise norvégienne Yara International espère produire 600 000 tonnes de sulfate de potassium sur les vingt prochaines années, via les réserves de kaïnite, carnallite et sylvinite.³⁶ L'exploitation devrait débuter d'ici 2018. Suite au rachat de l'entreprise canadienne Allana Potash Corp, Israel Chemicals estime sa production à un million de tonne de muriate de potasse par an sur 25 ans.³⁷

Côté érythréen les réserves de potasse du projet Colluli sont estimées à un milliard de tonne. La phase de construction du projet devrait débuter cette année. La production débutera elle en 2018 et table sur 425 000 tonnes de sulfate de potassium par an.³⁸

Les ressources en or, cuivre et zinc de l'Erythrée ne sont pas non plus à négliger pour l'avenir, tout comme dans une moindre mesure, les opportunités comoriennes dans l'extraction de minerai de fer et de bauxite.³⁹ Il en va de même pour le Burundi qui recèle la deuxième plus grande réserve mondiale en nickel (200 millions de tonnes, soit 6% des réserves mondiales), ainsi que de ressources en phosphates vanadium.⁴⁰ Qui plus est, un apaisement politico-sécuritaire en Somalie et dans les deux Soudans⁴¹ offrirait des perspectives d'exploitation et d'extraction pétrolière, gazière et minière importantes.

« Le président ougandais souhaite permettre la transformation de l'activité minière artisanale en un secteur moderne et industriel. »

Enfin, alors que l'activité minière représente moins de 1% du PIB ougandais, le pays souhaite développer les investissements dans ce secteur suite aux récentes

36 DELAMARCHE, Myrtille, « Potentiel confirmé pour les mines de potasse de Danakil en Ethiopie et Dougou au Congo, L'usine nouvelle, [en ligne], <<http://indices.usinenouvelle.com/produits-agricoles/engrais/potentiel-confirme-pour-les-mines-de-potasse-de-danakil-en-ethiopie-et-dougou-au-congo.6012>>

37 AGENCE ECOFIN, « Ethiopie : Israel Chemicals prend à 100% Allana Potash et règne sur la potasse de Danakhil », [en ligne], <<http://www.agenceecofin.com/potasse/2406-30052-ethiopie-israel-chemicals-prend-a-100-allana-potash-et-regne-sur-la-potasse-de-danakhil>>

38 AGENCE ECOFIN, « Erythrée : South Boulder estime à 1 milliard de tonnes les réserves de minerai du projet Collulo », [en ligne], <<http://www.agenceecofin.com/potasse/1905-29067-erythree-south-boulder-estime-a-1-milliard-de-tonnes-les-reserves-de-minerai-du-projet-collulo>>

39 Banque africaine de développement (BAD), The African Development Bank : A Partner of Choice for the Eastern Africa we want, 2014, [pdf en ligne], p.51

40 Banque africaine de développement (BAD), The African Development Bank : A Partner of Choice for the Eastern Africa we want, 2014, [pdf en ligne], p.27

41 La Somalie dispose de réserves de pétrole et de gaz naturel. Le Soudan et le Soudan disposent tous deux d'importantes ressources aurifères, hydriques, pétrolières et de terres arables. Le Soudan du Sud dispose également de richesses diamantaires, calcaires, de minerais de fer et de chrome, mais aussi d'un potentiel dans l'extraction du cuivre, du zinc de l'argent et d'autres métaux rares tels que le tungstène et le mica.

découvertes pétrolières sur son sol. À ce titre, la 5^{ème} édition de la Mineral Wealth Conference, qui s'est tenue à Kampala les 5 et 6 octobre, visait à développer le potentiel du pays par la captation d'investissement. Le président ougandais souhaite permettre la transformation de l'activité minière artisanale en un secteur moderne et industriel. Le président Museveni désire également que la transformation des minerais extraits se fasse sur le sol ougandais afin de permettre le développement du pays.⁴² Malgré tout, les perspectives offertes par le potentiel économique des États est-africains sont freinées par le manque d'infrastructures et une mauvaise intégration régionale.

II. Des Etats freinés dans leur développement économique

1. Un manque d'infrastructures nuisible au décollage économique de la sous-région

En effet, le classement des pays est-africains dans l'« Africa Infrastructure Development Index » publié par la Banque africaine de développement cette année est particulièrement mauvais. À l'exception des Seychelles et malgré des efforts menés en internes par les États via des politiques incitatives et des investissements publics et privés pour réhabiliter et moderniser les infrastructures nationales, l'Afrique de l'Est demeure toujours la région la moins bien équipée du continent.⁴³ Le cas ougandais est emblématique avec un déficit important de connexions terrestres à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et aux pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Les coûts de transport élevés induits par le mauvais entretien des routes, des chemins de fer et des installations portuaires sont autant de freins qui plombent l'envol de la croissance des États de la zone. Il en va de même de la couverture assurée par les réseaux de télécommunications et les infrastructures énergétiques.⁴⁴ Il n'est donc pas anodin, au vue du potentiel de la région, que la moitié des pays cibles de l'initiative Power Africa initiée par le président Obama en juillet 2013, soit située en Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya et Tanzanie).⁴⁵

42 RFI, « Mines en Ouganda : produire et transformer au pays, c'est le credo présidentiel », RFI, [en ligne], <<http://www.rfi.fr/afrique/20161009-mines-ouganda-produire-transformer-pays-credo-museveni>>

43 BAD, The Africa Infrastructure Development index 2016, [pdf en ligne]

44 Banque mondiale, Infrastructures africaines : une transformation impérative, 2010, [pdf en ligne]

45 CNUCED, Le développement économique en Afrique : Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique, 2014, [pdf en ligne], p78

De plus, depuis le milieu des années 2000, et plus encore suite à la crise économique, on a pu constater une multiplication des investissements directs étrangers dans la région, qu'ils soient originaires des pétromonarchies du Golfe, principalement Dubaï, ou des puissances asiatiques comme la Chine, l'Inde ou le Japon, qui rivalisent pour développer les diverses infrastructures dont les pays de la sous-région ont besoin.⁴⁶ Ainsi, pour la première fois, la sixième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la TICAD, s'est tenue en terre africaine, à Nairobi, du 26 au 27 août. Les investissements asiatiques sont très importants au Soudan et au Soudan du sud en raison des prospects offerts par ces deux pays, mais ils sont également dirigés vers le Kenya, la Tanzanie et l'Éthiopie.

Sur le plan énergétique, le barrage hydroélectrique de la Grande Renaissance en Éthiopie devrait permettre au pays d'augmenter sa couverture énergétique grâce à l'utilisation des énergies renouvelables. La construction de pipelines entre l'Ouganda et la Tanzanie⁴⁷ et entre l'Éthiopie et le Kenya sont également prévus.⁴⁸ Au niveau portuaire le président tanzanien a appelé à la relance des travaux concernant le terminal d'export du gaz naturel liquéfié de Lindi.⁴⁹

« Financé et construit par la Chine, le chemin de fer doit permettre de faire passer la durée de transport des produits à 10h, au lieu des deux à trois jours nécessaires auparavant. »

Sur le plan de l'interconnexion ferroviaire, le Rwanda a préféré choisir le tracé passant par la Tanzanie pour le projet de chemin de fer reliant Kigali à l'océan Indien.⁵⁰ En outre, un chemin de fer financé par Eximbank of China doit relier Dar es Salaam à Kigali.⁵¹ La liaison entre Addis-Abeba et le port de Djibouti a quant à elle été inaugurée le 5 octobre. Financé et construit par la Chine, le chemin de fer doit permettre de faire passer la durée

46 Banque mondiale, Infrastructures africaines : une transformation impérative, 2010, [pdf en ligne]

47 OLINGO, Allan, « Tanzania upstages Mozambique on gas », The East African, [en ligne], <<http://www.theeastafrican.co.ke/news/Tanzania-upstages-Mozambique-on-gas-/2558-3360766-11jy5b0/index.html>>

48 JEUNE AFRIQUE, « L'Éthiopie et le Kenya signent un accord pour la construction d'un pipeline transfrontalier », Jeune Afrique, [en ligne], <<http://www.jeuneafrique.com/337231/economie/lethiopie-kenya-signent-accord-construction-dun-pipeline-transfrontalier/>>

49 OLINGO, Allan, Ibid.

50 XINHUA NEWS, « First Uganda opted for Tanzania pipeline, now Rwanda abandons Kenya sgr rail route, picks Dar es Salaam », Mail & Guardian Africa, [en ligne], <<http://mgafrica.com/article/2016-05-16-first-uganda-opted-for-tanzania-pipeline-now-rwanda-abandons-kenya-sgr-rail-route-picks-dar-es-salaam>>

51 MATERU, Beatrice, « Exim Bank of China finances reconstruction of Tanzania's central railway », The East African, [en ligne], <<http://www.theeastafrican.co.ke/news/Exim-Bank-of-China-finances-reconstruction-of-Tanzania-rail/2558-3304610-moo5d9z/index.html>>

de transport des produits à 10h, au lieu des deux à trois jours nécessaires auparavant. Cette liaison doit permettre de dynamiser la croissance éthiopienne, et constitue le premier pas vers le projet de construction d'une ligne transafricaine de Djibouti au Golfe de Guinée et la réhabilitation des huit lignes régionales, notamment vers le Kenya et les Soudans, d'ici 2020.⁵² Le second frein au développement des États est-africain est dû à l'absence d'une intégration régionale coordonnée qui nuit à l'efficacité économique de la région.

2. Un développement entravé par le manque d'intégration régionale

La superposition de différentes communautés économiques, l'éloignement géographique des États insulaires (Seychelles, Comores, Madagascar) et les situations internes troublées des Soudans, de la Somalie et de l'Érythrée sont autant de freins à l'essor de la croissance économique régionale. Pour pallier cette situation, les Seychelles et le Rwanda prônent une intégration régionale renforcée dans le cadre de la CAE, de la COMESA et de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL).

Les réflexions autour d'un Accord tripartite entre le COMESA, la CAE et la SADC visent le même objectif. Elles ont débouché le 10 juin 2015 sur la signature par 26 États⁵³ de l'Accord de libre-échange tripartite (TFTA), dit la Tripartite. Ce dernier, pour entrer en vigueur doit désormais être ratifié cette année par au moins 14 des États parties.

« En 2014, le commerce intra-africain représentait près de 16% du total des échanges en volume de l'Afrique. »

Fondée sur trois piliers : intégration du marché, développement industriel, et développement des infrastructures, la Tripartite ambitionne de mettre en place des tarifs douaniers préférentiels et de combattre les politiques protectionnistes des États en supprimant les barrières non tarifaires.

La zone de libre-échange tripartite mise en place dans le cadre du TFTA doit aussi

⁵² CASLIN, Olivier, « Le train chinois entre Djibouti et Addis-Abeba sort de terre », Jeune Afrique, [en ligne], <<http://www.jeuneafrique.com/363011/economie/train-djibouti-addis-abeba-sort-de-terre/>>

⁵³ Les États parties au TFTA sont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, le Botswana, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, le Lesotho, la Libye, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, l'Union des Comores, la Zambie, et le Zimbabwe.

permettre de booster le commerce intra-africain.⁵⁴ Bien que ce dernier se soit légèrement développé depuis les années 2000, les échanges intra-africains ne représentent que 4,3% du PIB global de l'Afrique en 2013.⁵⁵ En 2014, le commerce intra-africain représentait près de 16% du total des échanges en volume de l'Afrique.⁵⁶

Ainsi, lors du 19^{ème} sommet du COMESA à Antananarivo les 10 et 19 octobre, qui portait sur l'industrialisation inclusive et durable, Madagascar a fait part de sa volonté de renforcer ses liens avec l'organisation. Membre du COMESA depuis sa création en 1981 les échanges commerciaux entre Madagascar et ce dernier ont cru de 30% entre 2013 et 2015. Néanmoins, cette hausse des échanges ne doit pas faire oublier que seules 3% des exportations malgaches, principalement des produits agricoles et textiles, se font vers le COMESA, et que les importations des produits de cet ensemble régional ne représentent que 5,6% des importations malgaches.⁵⁷

Les récents appels du président Uhuru Kenyatta, qui a demandé à la Tanzanie et au Burundi d'alléger les charges pesant sur les permis de travail, constituent une autre illustration de cette nécessité de consolider la coopération régionale. Les déclarations du président kenyan s'inscrivent dans la volonté de la CAE de permettre la libre circulation des biens, des personnes et des services en son sein. Un renforcement de l'intégration régionale permettrait ainsi de faciliter les échanges et d'encourager la croissance des États de la sous-région.⁵⁸

« Cette consolidation de l'intégration régionale et la mise en place progressive d'un marché unifié et d'une meilleure libéralisation des échanges entre les pays, devrait favoriser à terme une croissance à la hausse dans la région est-africaine. »

À ce titre le TFTA devrait stimuler le commerce entre les États parties à l'accord de 20 à 30%. Cette initiative a également relancé les discussions concernant la mise en place d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent.⁵⁹ Cette consolidation

54 COMESA, La Zone de libre-échange tripartite Q&R, [pdf en ligne].

55 Nations Unies Commission économique pour l'Afrique, L'état d'avancement de l'intégration régionale en Afrique, [pdf en ligne]. p.19

56 Perspectives économiques en Afrique, 2016, [pdf en ligne], p.90

57 RFI, « Madagascar veut resserrer les liens commerciaux avec les pays du COMESA », RFI, [en ligne], <<http://www.rfi.fr/afrique/20161011-madagascar-veut-resserrer-liens-commerciaux-pays-comesa>>

58 KARIUKI, James, « East Africa : Uhuru Urges Tanzania, Burundi to Effect Work Permit Fees Waiver », All Africa, [en ligne], <<http://allafrica.com/stories/201610110195.html>>

59 LOPES, Carlos, « Un accord commercial d'ampleur, un pas de plus pour le continent », UNECA, [en ligne], <<http://www.uneca.org/fr/stories/un-accord-commercial-d'ampleur-un-pas-de-plus-pour-le-continent>>

de l'intégration régionale et la mise en place progressive d'un marché unifié et d'une meilleure libéralisation des échanges entre les pays, devrait favoriser à terme une croissance à la hausse dans la région est-africaine. À ce titre, le renforcement des relations entre l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et Djibouti sur les projets d'infrastructures de transport transfrontalières marque un premier pas vers davantage de coopération et d'association inter et intra régionale.

Dotés d'un fort potentiel, les États d'Afrique de l'Est devront donc s'engager à maintenir de hauts niveaux de croissance et rendre cette dernière inclusive afin d'assurer leur stabilité interne et permettre l'essor économique de la région. La transformation économique devra passer dans un premier temps par une modernisation et le développement des infrastructures nationales et régionales, ainsi que celle des installations agricoles. Ces ajustements permettront in fine d'exploiter au mieux le potentiel minier et favorisera l'activité industrielle. La capacité de l'Afrique de l'Est à renforcer l'intégration régionale en son sein et avec les communautés économiques d'Afrique australe et de la région des Grands Lacs déterminera l'amplitude de l'essor économique de cette région.

Cependant, les États est-africains devront également s'engager dans d'importantes réformes pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale. Il est également nécessaire qu'ils s'attachent à rétablir la stabilité au sein de leurs frontières. Les menaces externes d'ordre terroriste et les répercussions de l'instabilité politique interne risquent en effet de pénaliser leur croissance. Les dénonciations des populations oromo et amhara vis-à-vis de la politique d'accaparement des terres par le gouvernement éthiopien illustrent bien ce risque, alors que le FMI estime que l'Éthiopie deviendra la première économie est-africaine en 2016.⁶⁰ La mort de 55 personnes le 2 octobre lors d'une action policière durant un festival religieux a conduit à d'importantes manifestations. Ces dernières s'en sont prises aux sociétés étrangères présentes dans le pays, dont possiblement une cimenterie du groupe nigérian Dangote. Elles ont également eu pour conséquence de plomber les perspectives de développement du secteur touristique du pays (on parle en effet de 90% d'annulations lors des trois derniers mois). Cette situation difficile a conduit à l'instauration de l'état d'urgence le 9 octobre.⁶¹ Après avoir été durement gagnée, la confiance des investisseurs étrangers semble fragilisée, laissant planer un ombre sur les perspectives de croissance du pays.

carlos-lopes>

60 JUMA, Victor, « Ethiopia to overtake Kenya as Eastern Africa's top economy », Daily Nation, [en ligne], <<http://www.nation.co.ke/business/Ethiopia-to-overtake-Kenya-as-Eastern-Africas-top-economy/996-3408274-x8dsv4z/>>

61 VALLET, Julien, « Éthiopie : les entreprises dans le viseur, Dangote dit être intact », Jeune Afrique, [en ligne], <<http://www.jeuneafrique.com/364580/economie/troubles-ethiopie-entreprises-etrangeres-prises-cible/>>

2. L'Afrique de l'Est et la Chine, et jeu des acteurs extérieurs

L'intégration de l'Afrique de l'Est et le rôle de la Chine dans la mise en place de la connectivité régionale

El Mostafa Rezrazi, Director, African Center for Asian Studies

La présente étude porte sur les effets de l'engagement chinois dans la construction de la logistique de transport dans les pays d'Afrique de l'Est, et examine l'impact de ce déploiement sur l'accélération de l'intégration régionale, l'approfondissement de l'interdépendance entre les Etats-membres d'Afrique de l'Est, examinant ainsi l'influence des rivalités territoriales existantes entre plusieurs pays voisins.

Alors que nous examinons l'influence chinoise dans le processus d'intégration régionale, nous distinguons entre la communauté économique de l'Afrique de l'Est (EAC) en tant que groupement économique de six pays⁶² dans l'architecture de l'Union africaine pour l'intégration continentale, et entre l'Afrique de l'Est, En tant qu'entité géographique couvrant 20 territoires⁶³.

I. Le processus d'intégration régionale en Afrique:

L'intégration régionale a été perçue depuis les années soixante, par la communauté politique et économique africaine, comme une réponse rationnelle aux difficultés rencontrées par le continent africain sur le plan économique, stratégique, et environnemental.

Pour parvenir à cette fin, les gouvernements africains ont conclu un très grand nombre d'accords d'intégration régionale (ARI). Bien que caractérisés par des objectifs

62 Burundi, Kenya, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie et Ouganda

63 Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mayotte, Mozambique, Réunion, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe. Cf: United Nations (Statistical Commission), Standard country or area codes for statistical use (M49). In: <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>

ambitieux, la mise en œuvre demeurerait limitée.

En plus des adversités liées aux frontières, de nombreuses contraintes persistent, ce qui augmente les coûts des transactions commerciales. La géographie demeurerait autant une considération constante et influente dans ce processus.

La forte inflation, les déficits budgétaires et commerciaux, la faible croissance, la faible densité de la population, l'incompatibilité de l'infrastructure ferroviaire et routière en réponse, qui était construite à l'époque coloniale pour le transport des marchandises vers les ports, avec les besoins du marché africain ; ce qui conduisait à une réalité convaincante sur le terrain est que les coûts de transport en Afrique sont encore parmi les plus élevés dans le monde.

Afin de surmonter toutes ces difficultés héritées, le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos ont été adoptés il y a presque trois décennies et ont présenté une vision intégrée d'ici l'an 2000 pour l'achèvement d'un marché africain⁶⁴.

Le plan de Lagos a fortement insisté sur l'engagement africain à «promouvoir l'intégration économique de la région africaine afin de faciliter et de renforcer les relations sociales et économiques», et d'établir des institutions nationales, sous-régionales et régionales, qui faciliteront la réalisation des objectifs "de l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international"⁶⁵.

En fait, le plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000) a été très ambitieux pour la construction de chemins de fer régionaux, le transport ferroviaire, les autoroutes, le transport maritime et le développement des infrastructures de transport aérien en Afrique.

« Au cours des deux dernières décennies, la République populaire de la Chine a élaboré une politique étrangère à l'égard de l'Afrique visant à assurer les ressources naturelles, les marchés de consommation et à renforcer son positionnement et son leadership au sein de la coopération Sud-Sud »

Le Plan d'action de Lagos s'est concentré sur l'importance de synchroniser la réforme des structures de transports avec la feuille de route de "la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications pour l'Afrique, 1978-1988". Dans le cadre de ce programme, des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux qui permettraient une infrastructure de transport et de communication intégrée et diversifiée en Afrique

64 OUA, le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000)

65 OUA, le Plan d'action de Lagos, Ibid

d'ici l'an 2000 et l'ouverture des pays enclavés et des régions isolées d'Afrique ont également été définis⁶⁶.

Toutefois, en ce qui concerne la mise en œuvre, la première phase de la Décennie a échoué en raison de contraintes financières et de l'application de critères géographiques uniquement à l'établissement des projets prioritaires. Néanmoins, au cours de la phase II de la Décennie (1984-1988), l'accent a été mis à juste titre sur l'entretien et la réhabilitation, ainsi que sur la formation et l'assistance technique. En général, ces actions ont enregistré un taux d'exécution plus élevé pour le secteur des transports (60%) par rapport au secteur des communications (26%). Le sous-secteur de la radiodiffusion affichait le taux d'exécution le plus faible, à seulement 15%, tandis que le sous-secteur portuaire affichait un taux d'exécution supérieur à 70%. L'information disponible sur les résultats de la phase II montre que le secteur des transports avait un taux de mise en œuvre plus élevé que dans le secteur des communications, avec seulement 109 des 578 projets (19%) dans les transports et seulement 55 des 470 projets (12%) pour les communications. En outre, seulement six des 135 projets ont été achevés dans le sous-secteur de la radiodiffusion, ce qui a donné lieu à un taux d'exécution de 5%⁶⁷.

L'Acte final de Lagos a été traduit en juin 1991 par un accord spécifique à Abuja (Nigéria), lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont signé le Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja)⁶⁸

Les autres communautés économiques régionales - l'Union du Maghreb Arabe (UMA, créée en 1989), la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD, créée en 1998) et Communauté d'Afrique de l'Est (EAC, créée en 1999) - ont été reconnues comme des communautés économiques régionales suite au Traité d'Abuja.

Conformément aux objectifs ultimes de la Charte de l'OUA et aux dispositions du Traité d'Abuja. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont appelé à la création d'une Union africaine (Déclaration de Sirté) et ont donné lieu à l'Acte constitutif de l'Union africaine, à Lomé, au Togo, le 11 juillet 2000.

66 Op.cit

67 Moustapha Kasse, Les enseignements des plans de développement pour l'Afrique : Du plan d'Action de Lagos au nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. P 5-6

68 Abuja Treaty establishing the African Economic Community (AEC). June 3, 1991. WIPO Lex No.:TRT/AEC/001

II. L'évolution de l'implication chinoise en Afrique de l'Est

De là, nous pouvons encadrer l'importance accordée au secteur du transport routier et ferroviaire dans la coopération Chine-Afrique, étant donné qu'il est couplé entre le désir de la Chine de réagir solidairement avec les aspirations des pays du continent, et celui de faciliter le processus d'un accès stratégique aux marchés africains.

Au cours des deux dernières décennies, la République populaire de la Chine a élaboré une politique étrangère à l'égard de l'Afrique visant à assurer les ressources naturelles, les marchés de consommation et à renforcer son positionnement et son leadership au sein de la coopération Sud-Sud.

« ... de nombreux experts africains ne cachent pas leur inquiétude à l'égard de cette forte dépendance qui pourrait conduire à des politiques qui reflètent les agendas des bailleurs de fonds, mais qui ont un impact limité sur la performance de l'économie intégrée dans la région de l'Afrique de l'Est. »

Les objectifs prévisibles de la coopération sino-africaine ont été identifiés au début du XIXe siècle:

Assurer l'accès aux matières premières pour son industrie lourde ;

Offrir des opportunités de développement aux entreprises chinoises ;

Etablir son influence, gagner de nouveaux alliés, et se tourner vers un soutien politique de la Chine dans les instances mondiales.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Chine a mis en œuvre des approches qui répondent en échange aux besoins économiques, diplomatiques et sécuritaires des pays africains, tout en assurant sa persistance dans le paysage politique et commercial du continent riche en ressources.

Cette politique étrangère proactive de la Chine vers l'Afrique de l'Est a bénéficié pour créer de nouvelles opportunités fondées sur quatre mécanismes:

- La coopération bilatérale ;
- La coopération multilatérale ;
- Le soutien d'un «environnement d'intérêts interdépendants» entre la Chine et l'entité régionale d'Afrique de l'Est ;
- L'amélioration de la coopération avec les régions au sein du FOCAC.

En ce qui concerne l'implication chinoise en Afrique de l'Est, le soutien de Beijing à la Communauté Africaine Economique (CAE) était important mais comportait des

risques. En admettant que les donateurs traditionnels ont contribué à plus de 65% du budget des CAE en 2013, de nombreux experts africains ne cachent pas leur inquiétude à l'égard de cette forte dépendance qui pourrait conduire à des politiques qui reflètent les agendas des bailleurs de fonds mais qui ont un impact limité sur la performance de l'économie intégrée dans la région de l'Afrique de l'Est⁶⁹.

De plus, le rôle croissant de la Chine dans la région a facilité l'attention portée aux mégaprojets dans le secteur des transports et, compte tenu de la primauté des décisions d'investissement dans les infrastructures nationales, la Chine s'est engagée principalement avec les gouvernements nationaux plutôt qu'avec la CAE.

Mais encore faut-il mentionner qu'au cours des dernières années, la Communauté de l'Afrique de l'Est a connu une amélioration notable dans la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'infrastructures, en particulier la planification et la gestion ferroviaires du Corridor Nord (the Northern Corridor -the 2010-15 EAC Transport Strategy).

Après des années de retard dans la performance et la mise en œuvre des chemins de fer en l'Afrique de l'Est, 2014 a représenté des progrès significatifs dans la mise en œuvre du plan directeur des Chemins de fer de la communauté économique de l'Afrique de l'Est. Le Kenya a conclu un contrat avec China Roads and Bridges pour la construction d'un chemin de fer à voie standard (SGR) de Mombasa à Malaba, et l'Ouganda a conclu un accord avec une autre entreprise chinoise. En outre, le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda progressent vers l'établissement d'une convention de financement commune pour le déploiement de la SGR⁷⁰.

La priorité croissante accordée à l'infrastructure, en particulier aux projets d'infrastructure à coût élevé, a été rendue possible par l'équilibre changeant de l'influence en Afrique de l'Est ; "De l'Ouest à l'Est". Ce changement a permis aux pays et la communauté régionale de l'Afrique de l'Est de poursuivre des projets d'infrastructure ambitieux et à coût élevé qui n'étaient pas soutenus ou même opposés auparavant par les donateurs traditionnels.

Sur cette base, l'influence chinoise dans la région a augmenté depuis le début des années 2000. Les investissements directs étrangers (IDE) Chinois en Afrique de l'Est ont augmenté de 52% entre 2003 et 2010 ; la grande majorité se concentrant sur les infrastructures, l'énergie et les mines. Toutefois, la coopération entre l'Afrique de l'Est et la Chine dans le développement de l'infrastructure s'est accélérée après que le gouvernement chinois ait signé un accord sur le commerce, l'investissement et la

69 Craig Mathieson, The political economy of regional integration in Africa- The East African Community (EAC) Report-. P vi. 2016.

70 Craig Mathieson, *ibid.* P 6

coopération technique avec la Communauté régionale de l'Afrique de l'Est (CAE) en 2011, suite à une série d'échanges entre les autorités chinoises et le Conseil des ministres de la CAE⁷¹.

Partant de l'hypothèse que sur le terrain, l'approche chinoise dans la construction de chemins de fer et d'autres projets logistiques ne portent pas seulement la Chine à se convertir en un partenaire stratégique pour l'intégration régionale de la CAE, mais aussi à mener la Chine à jouer le rôle catalyseur de la restructuration de la structure globale de l'entité économique de l'Afrique de l'Est.

III. Caractéristiques de la performance chinoise au sein de l'intégration régionale africaine

Depuis la tenue de la troisième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) en 2006 à Beijing⁷², la coopération entre les deux parties a permis de combiner judicieusement les mécanismes bilatéraux et multilatéraux pour fusionner les intérêts commerciaux et de développement; À la mise en place de deux échelles qui incluent à la fois l'aide et l'investissement.

La Chine s'est engagée depuis la troisième édition du FOCAC à soutenir les pays africains dans leurs efforts pour se renforcer par l'unité et accélérer l'intégration. Cette étape de la conceptualisation a été clairement identifiée trois ans plus tard dans le plan d'action de la 4ème édition du sommet FOCAC à Sharm El Sheikh en 2009, une fois «les deux parties ont convenu que l'infrastructure demeurera une priorité dans la coopération sino-africaine. Les Chinois ont exprimé leur volonté de soutenir des projets de développement qui favorisent l'intégration régionale par la construction de grands projets d'infrastructure en Afrique pour promouvoir le développement économique et social de l'Afrique »⁷³.

Au cours de la quatrième Conférence ministérielle du FOCAC, les Africains ont exprimé leur profonde reconnaissance au soutien ferme de la Chine à l'intégration africaine et à l'auto-amélioration de l'Afrique par l'unité, et ont convenu de travailler ensemble pour mettre en pratique les mesures pertinentes⁷⁴.

En 2015, les dirigeants africains ont exprimé leur appréciation pour l'implication positive de la coopération chinoise dans la promotion du processus d'intégration de

71 China Analyst. 2012. April Edition. The Beijing Axis. In: <http://www.thebeijingaxis.com/tca/editions/the-china-analyst-apr-2012/123-regional-focus-china-africa>

72 The Forum on China-Africa Cooperation. Beijing Action Plan (2006 -2009)

73 The Forum on China-Africa Cooperation. Sharm El Sheikh Action Plan (2009-2012)

74 The Forum on China-Africa Cooperation. Beijing Action Plan (2012-2015)

l'Afrique et pour les efforts et contributions apportés par la Chine pour soutenir le développement et l'intégration pacifique et stable de l'Afrique⁷⁵.

En contrepartie, la Chine s'est félicitée de l'adoption de l'Agenda 2063 et de son premier Plan décennal de mise en œuvre par l'Union africaine et a reconnu son soutien à l'Union africaine dans ses efforts pour construire une Afrique unie, intégrée et prospère⁷⁶.

En fait, la perception chinoise d'aider le processus d'intégration régionale et continentale est motivée par son intention de s'impliquer dans des projets d'infrastructures de transport, en tant qu'acteur clé de l'intégration régionale africaine, et de rendre le soutien chinois crucial dans les domaines ferroviaire, l'autoroute, les réseaux régionaux d'aviation et l'industrialisation, qui sont essentiels⁷⁷.

« Pour accroître la connectivité entre les deux partenaires, les Africains ont accepté d'admettre l'accès au marché de l'aviation, d'encourager et de soutenir un plus grand nombre de vols et de liaisons maritimes entre la Chine et l'Afrique par leurs compagnies aériennes et maritimes. »

Avec succès, les dirigeants africains ont accepté de travailler main dans la main avec les Chinois pour mettre en œuvre activement le Mémorandum d'accord sur la promotion de la coopération sino-africaine dans les domaines des chemins de fer, de l'autoroute, des réseaux aériens régionaux et de l'industrialisation, Tels que le Groupe de travail mixte sur la coopération transnationale et transrégionale en Afrique, et à promouvoir la coopération pratique entre la Chine et l'Union africaine dans les domaines prioritaires⁷⁸.

Lors de cette dernière version du FOCAC à Johannesburg (2015), Pékin a exprimé son intention de diversifier ses actions, de prendre des mesures concrètes et d'encourager les entreprises chinoises et les institutions financières à accroître leurs investissements par divers moyens tels que le Partenariat Public-Privé (PPP) et Build-Operate-Transfer (BOT)⁷⁹.

Selon le plan de construction des infrastructures transnationales et transrégionales en Afrique, les deux parties s'efforcent d'explorer et de coopérer dans la planification et la construction de projets visant à assurer la connectivité et l'intégration sous-régionales. Les deux parties ont convenu de combiner les projets nationaux de développement avec

75 The Forum on China-Africa Cooperation Johannesburg Action Plan(2016-2018)

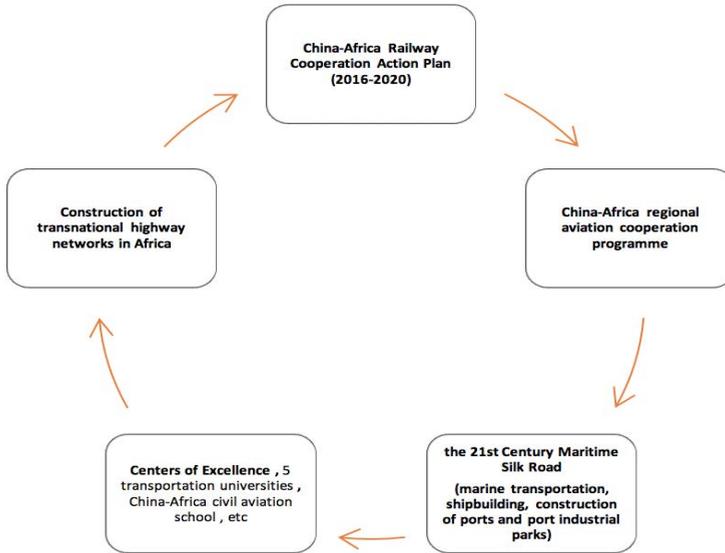
76 The Forum on China-Africa Cooperation Johannesburg Action Plan, Ibid

77 Op.cit

78 Op.cit

79 Richard Schiere and Alex Rugamba, Chinese Infrastructure Investments and African Integration. Working Paper No. 127. African Development Bank. 2011

les avantages économiques des projets régionaux, et de conduire la construction des infrastructures en Afrique d'une manière équilibrée et ordonnée⁸⁰.



Projets chinois pour la connectivité et l'intégration sous-régionales africaines (Auteur)

Les deux parties se sont engagées à améliorer la planification et la coordination de la construction et de la rénovation des réseaux routiers en Afrique, en particulier en favorisant la construction de réseaux routiers transnationaux en Afrique⁸¹.

Elles ont décidé de formuler conjointement le Plan d'action pour la coopération ferroviaire Chine-Afrique (2016-2020), en promouvant la construction de réseaux ferroviaires en Afrique⁸².

La mise en œuvre couvrira le programme de coopération aérienne régionale sino-africaine, en soutenant activement la mise en place de réseaux aériens régionaux transnationaux reliant les pays africains et en améliorant la coordination et la coopération en matière de normes, la planification des consultations, la formation spéciale, l'amélioration des infrastructures aériennes, En tenant compte de l'emploi local, de l'approvisionnement, du renforcement des capacités humaines et du transfert de technologie.

80 Richard Schiere and Alex Rugamba, Ibid

81 The Forum on China-Africa Cooperation Johannesburg Action Plan, Ibid

82 Op.cit

Pour accroître la connectivité entre les deux partenaires, les Africains ont accepté d'admettre l'accès au marché de l'aviation, d'encourager et de soutenir un plus grand nombre de vols et de liaisons maritimes entre la Chine et l'Afrique par leurs compagnies aériennes et maritimes.

Dans le domaine de la coopération maritime, les deux parties ont décidé de renforcer le partage d'expériences en matière d'aquaculture offshore, de transport maritime, de construction navale, de construction de ports et de parcs industriels portuaires, de prospection et d'exploitation des ressources pétrolières et gazières offshore, la recherche scientifique maritime, le développement de l'économie bleue et le soutien de la coopération mutuellement bénéfique entre les entreprises chinoises et africaines, afin d'aider l'Afrique à entretenir les nouveaux moteurs de la croissance économique.

L'appréciation africaine pour l'accueil de la «Route de la soie maritime du XXI^e siècle», qui comprend le continent africain, devrait être soulignée ici comme un fait-clé dans la prochaine coopération avec l'économie bleue⁸³.

Mais faut-il préciser que malgré le fait que la «stratégie et les actions pour la construction conjointe de la ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle»⁸⁴ a inclus l'Afrique dans ses mécanismes de mise en œuvre qui proposent la promotion de la connectivité des pays asiatiques, des continents et leurs mers adjacentes, la version de septembre 2015 de "la Route de la soie maritime du XXI^e siècle" exclut le FOCAC des mécanismes de coopération multilatérale qui contribuent et favorisent la mise en œuvre de la vision⁸⁵.

Le document souligne le rôle des mécanismes existants tels que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), l'ASEAN Plus Chine (10 + 1), la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), la réunion Asie-Europe (ASEM), la Conférence sur l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), le Forum de coopération Chine-États arabes (CASCF), le Dialogue stratégique Chine-Conseil de coopération du Golfe, la Coopération économique de la sous-région du Grand Mékong (GMS) et l'Asie centrale (CAREC)⁸⁶,

83 Op.cit

84 Wu Jiao, "President Xi gives speech to Indonesia's parliament", China Daily, 2 Oct 2013, in: http://www.chinadaily.com.cn/china/2013xiapec/2013-10/02/content_17007915.htm, Voir aussi: Premier Li Keqiang Attends the 16th ASEAN-China Summit, Stressing to Push for Wide-ranging, In-depth, High-level, All-dimensional Cooperation between China and ASEAN and Continue to Write New Chapter of Bilateral Relations", 10 Oct 2013, in: <http://www.chinaembassy.org.nz/eng/zgyw/t1088098.htm>

85 Chinese Government, Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st-Century Maritime Silk Road (First Edition 2015). The National Development and Reform Commission, Ministry of Foreign Affairs, and Ministry of Commerce of the People's Republic of China, with State Council authorization, March 2015

86 Rajeevranjan Chaturvedy, The 21st century Maritime Silk Road. Observer Research Foundation. In: http://www.orfonline.org/research/the-21st-century-maritime-silk-road/#_ftnref7

mais sans référer aux cadres de coopération sino-africains existants.

IV. La Chine, génératrice de l'intégration régionale de l'Afrique de l'Est

L'intégration de l'Afrique de l'Est s'est accélérée avec le lancement d'un Protocole du Marché commun en 2010 et une plus grande intégration politique et monétaire est prévue ces prochaines années. Les investissements de la Chine dans la région ont également augmenté.

En 2011, la Chine a signé un accord-cadre avec la communauté de l'Afrique de l'Est sur l'économie, le commerce, les investissements et la coopération technique afin de stimuler le commerce Chine- Afrique de l'Est, qui a atteint en 2010 près de 4 milliards de dollars, soit une augmentation annuelle de 39%.

Pourtant derrière cette interaction positive entre les opérateurs économiques africains et leurs partenaires chinois, cette coopération diversifiée pousse stratégiquement vers l'interdépendance des intérêts qui engageraient l'Afrique de l'Est à qualifier la Chine d'une dimension inclusive et indispensable dans l'architecture de l'intégration régionale et de son maintien.

Sur le plan de la balance, au premier semestre de 2015, les investissements chinois en Afrique ont chuté de plus de 40% pour atteindre 1,2 milliard de dollars, et les importations chinoises ont suivi la même tendance (43%). Mais pour la première fois, la Chine a connu un important excédent commercial avec l'Afrique, reflétant au contraire les difficultés africaines.

Si les Chinois profitaient principalement aux pays exportateurs pétroliers et miniers africains, ceux-ci bénéficiaient de la hausse des prix et diversifiaient leurs débouchés. Les projections montrent que dans les années à venir, les Chinois pourraient profiter des marchés africains pour importer d'autres types de productions comme le café et le cacao, étant donné que le changement des goûts et l'amélioration du style de vie au sein de la classe moyenne chinoise.

Le plus récent axe de coopération entre la Chine et la Communauté de l'Afrique de l'Est est le chemin de fer à voie standard (SGR), qui fait partie du plan directeur des chemins de fer de l'Afrique de l'Est. La Communauté de l'Afrique de l'Est prévoit que le chemin de fer à voie standard remplacera et étendra une ligne existante de Mombasa à Kampala, puis à Juba et Kigali.

« Le rôle croissant de la Chine dans la région a facilité l'accent mis sur les mégaprojets de transport, malgré le fait que bon nombre d'entre eux manquent d'affinité économique. »

Le Standard Gauge Railway a été publiquement opposé par la Banque Mondiale au motif qu'il n'était pas rentable. Ils ont plutôt recommandé que la ligne existante soit rénovée. Cependant, l'opposition de la Banque mondiale et l'absence de financement de l'institution internationale n'ont pas mis fin au projet. Le Kenya a conclu des accords contractuels avec des sociétés chinoises pour le financement et la construction d'une étape de la ligne SGR en 2014, et il est rapporté que les Etats membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est sont en discussions conjointes avec la banque China Exim pour le financement du reste du projet SGR. Parmi les autres projets financés actuellement par la Chine, figurent le port de Bagomoyo (10 milliards de dollars) et l'expansion du port de Lamu⁸⁷.

Pour compléter le tableau, depuis les années 1990, les entrepreneurs chinois ont largement remplacé les entreprises japonaises, scandinaves et européennes dans la région, malgré la corruption qui est associée à un certain nombre de leurs entreprises. En 2009, la Banque Mondiale a interdit à trois entreprises chinoises de soumissionner pour des projets financés par la Banque en Tanzanie. La Chine Road and Bridge Corporation (CRBC) a été interdite pour corruption dans les projets de construction aux Philippines, avec la China State Construction Engineering Corporation et la Chinoise Geo Engineering Corporation. Les trois entreprises ont exécuté de nombreux projets de plusieurs milliards de dollars non seulement en Tanzanie, mais aussi dans de nombreux autres pays africains comme le Kenya et l'Angola. China Road and Bridge Corporation sont les entrepreneurs du chemin de fer Mombasa-Nairobi SG.

Les principaux facteurs institutionnels qui influent sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique d'infrastructure de transport de la Communauté de l'Afrique de l'Est et des politiques nationales correspondantes sont notamment les suivants:

- Les organes de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont une capacité limitée pour coordonner efficacement les politiques et les plans de transport des États membres de la CAE ;
- Le secteur privé a été à la fois catalyseur et frein à l'élargissement du réseau de transport régional ;
- La préférence historique des élites d'Afrique de l'Est pour les investissements

⁸⁷ Vivien Foster, Afrivca Infrastructure country Diagnostic - Overhauling the Engine of Growth: Infrastructure in Africa-. P 7. World Bank . September 2008

routiers est de plus en plus orientée vers les mégaprojets, en particulier ceux qui concernent le développement des chemins de fer. Le rôle croissant de la Chine dans la région a facilité l'accent mis sur les mégaprojets de transport, malgré le fait que bon nombre d'entre eux manquent d'affinité économique.

« Le renforcement de l'intégration régionale et les efforts visant à combler la faiblesse de la logistique ont contribué de manière significative au développement durable dans les principales destinations d'investissement régionales au Kenya, au Rwanda, en Éthiopie, en Ouganda et en Tanzanie. »

La lourde contribution des bailleurs de fonds au secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est, aux projets d'investissement et au commerce et marchés de l'Afrique de l'Est rend probable que les priorités du secteur des transports de la région soient fortement influencés par les donateurs externes.

La vision de la Communauté de l'Afrique de l'Est telle que approuvée par les récentes réunions des dirigeants de la Communauté implique des projets de développement d'infrastructures de plusieurs milliards de dollars qui seront financés par des emprunts du gouvernement de la Chine, et des prêts de la Banque Mondiale aux côtés d'autres bailleurs de fonds.

V. La mise en œuvre chinoise du processus de connectivité en Afrique de l'Est

Il y a dix ans, la Banque Mondiale a souligné de telles difficultés de transport dans la région de l'Afrique de l'Est. Les routes commerciales étaient limitées à deux grands axes ou corridors; Le couloir du Nord qui part de Mombasa via Nairobi jusqu'à Kampala, avec des prolongements vers la République Démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi. Et puis le Corridor Central qui va de Dar Es-Salaam via Dodoma au Nord-Ouest de la Tanzanie, avec des extensions à la République Démocratique du Congo, au Burundi, au Rwanda et en Ouganda. Mais avant la nouvelle implication des Chinois dans la construction du réseau ferroviaire dans tous les pays d'Afrique de l'Est, la performance des réseaux ferroviaires s'est considérablement détériorée. Les coûts de transport ont été estimés élevés et les retards et incertitudes de transport contribuaient à ralentir l'efficacité de la coopération interrégionale⁸⁸.

⁸⁸ World Bank East Africa Trade Facilitation Project 2005

Avec la participation chinoise, nous avons pu voir aujourd'hui quelque 750 kilomètres (466 milles) de long, la ligne de 4 milliards de dollars reliant l'Éthiopie à la côte de la mer Rouge à Djibouti.

Cette ligne a été officiellement inaugurée après des essais lancés en octobre 2016 et devrait réduire le temps de déplacement entre la capitale éthiopienne Addis-Abeba et le port de Djibouti de trois jours par la route à 12 heures par chemin de fer.

Ce chemin de fer a été partiellement financé et construit par des compagnies chinoises. Et il est prévu d'établir de nouvelles lignes avec le Soudan et le Kenya, où un nouveau chemin de fer kenyan de 13 milliards de dollars reliant Mombasa à Nairobi est en cours de configuration.

Le plan directeur des chemins de fer de l'Afrique de l'Est devrait continuer dans le Sud-Soudan, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, dans le cadre des efforts transnationaux visant à relier les pays d'Afrique de l'Est.

VI. Défis et risques:

- **Les différends territoriaux en Afrique de l'Est**

Malgré le fait que la région de l'Afrique de l'Est soit aujourd'hui soit associée à un meilleur rendement régional à moyen terme, une hausse des risques de sécurité au Sud-Soudan, en Somalie et au Burundi découragerait les investisseurs cherchant à infiltrer le marché régional et à encombrer le commerce et l'infrastructure interrégionaux. Bien qu'il existe une volonté politique de faire face à l'insécurité dans ces États fragiles, la capacité d'une réponse intergouvernementale globale est limitée et entravée par des fissures diplomatiques persistantes.

Le renforcement de l'intégration régionale et les efforts visant à combler la faiblesse de la logistique ont contribué de manière significative au développement durable dans les principales destinations d'investissement régionales au Kenya, au Rwanda, en Éthiopie, en Ouganda et en Tanzanie.

Toutefois, les risques sont persistants, puisque la stabilité du Burundi, du Sud-Soudan et de la Somalie demeurent aléatoires.

Compte tenu de ce contexte, conjugué à l'environnement de sécurité globalement fragile en Afrique de l'Est, les menaces imminentes sur le processus d'intégration régionale demeurent importantes.

Dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, il demeure des tensions entre plusieurs pays membres. Les cas les plus influents et les plus significatifs sont les suivants:

1. Conflit sur le triangle d'Ilemi entre le Soudan et le Kenya;

2. Le différend frontalier entre le Kenya et le Sud-Soudan;
3. Le conflit sur le lac Malawi entre la Tanzanie et le Malawi;
4. Le différend sur les îles Mingino entre le Kenya et l'Ouganda;
5. Le différend entre l'Erythrée et l'Éthiopie sur le territoire Badme; et
6. Les différends frontaliers entre le Soudan et le Sud-Soudan.

« Mais à côté de cette aide financière, la Chine a exprimé son intention d'intensifier sa participation aux missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le contexte de l'approche multilatérale de la Chine à l'égard de la sécurité africaine. »

Les conséquences de ces jonctions affligées et des frontières instables pourraient influencer l'efficacité des installations de connectivité des autoroutes (routes, chemins de fer, etc.).

Les frontières nationales africaines sont affligées par une multitude de troubles qui affectent et affectent les villages et leurs communautés. Trois scénarios sont soumis à validation:

- **Le premier** est que les différends sur les frontières entre les pays d'Afrique de l'Est pourraient potentiellement constituer un obstacle à tous les fronts pour l'intégration régionale et, par conséquent, transformer les installations de connectivité régionale en un facteur freinant le processus d'intégration régionale, et deviendraient un prétexte encourageant les hostilités, compte tenu des installations de connectivité interrégionale traversant les frontières, et surpassant le principe de la souveraineté territoriale des États.

Au cours de la décennie, l'Afrique de l'Est, en particulier la Corne de l'Afrique, a été victime de guerres civiles, de conflits transfrontaliers, de conflits sociaux et de trafic d'armes. Ultérieurement, la piraterie en Somalie a ajouté une nouvelle dimension au problème de l'insécurité dans la région, ce qui constitue une menace pour les activités navales dans l'océan Indien⁸⁹.

Sur un autre registre, les conditions générales de l'instabilité continuent, comme en témoigne en 2007 l'assassinat de 65 Éthiopiens et neuf expatriés chinois par des séparatistes somaliens lors d'une attaque sur un champ pétrolifère de Sinopec dans l'est du pays.

Le deuxième scénario prévoit que ces installations de connectivité régionale pourraient accroître et élargir le cercle d'interdépendance entre les économies, la

⁸⁹ African Development Fund, Eastern Africa Regional Integration Strategy Paper 2011-2015. Pi . Regional Departments-EAST I& EAST II (OREA/OREB). September 2011.

population et l'intérêt national de ces États voisins et, par conséquent, transformer les équipements de connectivité régionaux (routes, autoroutes, chemins de fer, etc.) en convertissant la connectivité en un facteur de stabilité et garant du développement d'une doctrine de sécurité régionale commune ;

Ensuite, le troisième scénario prévoit que la participation croissante de la Chine dans le domaine de la défense et la sécurité en Afrique de l'Est pourrait mettre en cause ses efforts pour soutenir l'intégration régionale.

L'engagement de la Chine en matière de sécurité en Afrique n'a pas tardé à voir de nouvelles impulsions dans les approches multilatérales et unilatérales du continent, en particulier dans l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). Depuis que l'ancien président chinois Hu Jintao a annoncé en 2012 la nouvelle politique de sécurité de Beijing à l'égard du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), l'objectif est de répondre aux préoccupations de la Chine concernant sa réputation locale et mondiale, ses intérêts économiques et commerciaux et la protection de ses citoyens. Sur le continent, ces éléments ont été au premier rang des priorités politiques de Beijing. Le plus grand «Partenariat sino-africain de coopération pour la paix et la sécurité» lancé simultanément visait à intégrer les questions de sécurité au FOCAC, mais a besoin d'être affiné pour passer de l'engagement rhétorique à une participation plus institutionnalisée. Même si la complexité de ce processus reste un défi pour les dirigeants chinois, notamment l'effort de gérer la contradiction de cette politique sécuritaire avec sa propre doctrine de non-ingérence en matière de politique étrangère.

À l'occasion du 70^e anniversaire de l'ONU en septembre 2015 à New York, le président chinois Xi a présenté quelques éléments sur la nouvelle approche chinoise afin d'accroître son engagement en matière de sécurité internationale. L'annonce a été fortement axée sur le fonds d'aide chinois de 2 milliards de dollars pour la coopération Sud-Sud, plus 12 milliards pour les pays les moins développés d'ici à 2030 dans le contexte des objectifs de développement durable, 1 milliard à un Fonds de paix Chine. Ces fonds visaient en particulier à renforcer la coopération multilatérale avec l'Union africaine en particulier et la création d'une force de réserve de maintien de la paix des Nations Unies ainsi qu'un contingent de la police de maintien de la paix. Ces engagements signifient une nouvelle impulsion de l'interventionnisme de la Chine dans le continent africain.

L'initiative chinoise est venue avant la sixième édition de la réunion du FOCAC en décembre 2015, où la Chine s'est engagée à implémenter des plans spécifiques pour contribuer à l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). L'appui à renforcer la capacité africaine de secours et la capacité africaine de réponse immédiate aux crises grâce à une aide de 60 millions de dollars à l'Union africaine est l'un des principaux piliers de cet effort.

Mais à côté de cette aide financière, la Chine a exprimé son intention d'intensifier sa participation aux missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le contexte de l'approche multilatérale de la Chine à l'égard de la sécurité africaine.

Bien que l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan aient longtemps été les plus grands contributeurs aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, la Chine est en train de rattraper son retard et de progresser lentement vers le renforcement du personnel militaire aux missions de l'ONU.

Pékin a déjà pris part aux rôles de combattants dans les missions de l'ONU au Sud-Soudan, au Darfour et plus récemment au Mali, même si les résultats sont mitigés.

La Chine a annoncé la mise en place d'une force de réserve de maintien de la paix de 8 000 soldats et a annoncé la création d'une escouade permanente de la police de maintien de la paix.

En outre, la Chine a finalisé sa base militaire de Djibouti pour faire face à la menace de la piraterie dans le golfe d'Aden et l'Océan Indien occidental afin de mettre en pratique la meilleure façon de préserver ses intérêts mondiaux croissants. En particulier, la capacité de Beijing à protéger ses citoyens à l'étranger fait l'objet d'un examen minutieux par les cercles de décision chinois.

Pour la Chine, malgré ses limites claires dans sa capacité d'agir, ses efforts multilatéraux de maintien de la paix ainsi que ses missions unilatérales de lutte contre la piraterie apportent une expérience estimable.

« Néanmoins, en optant pour une ouverture importante par des tarifs bas et une consolidation importante, ces pays se trouvent dans l'obligation de réduire leur espace politique et leur capacité à mettre en œuvre certaines limitations imposées par les communautés économiques régionales auxquelles ils appartiennent. »

Depuis que la Chine a envoyé sa première mission navale dans le golfe d'Aden en 2009, le débat s'est centralisé sur la question de savoir si la Chine opterait pour une base militaire dans la région pour soutenir ses missions en haute mer, ou si elle continuerait à compter sur les installations portuaires commerciales et le soutien logistique grâce à son système diplomatique ainsi que ses entreprises d'envergure mondiale telles que China Ocean Shipping Company⁹⁰.

90 Susanne Kamerling and Frans-Paul Van der Putten, "An Overseas Naval Presence without Naval Bases; China's Counter piracy Operation in the Gulf of Aden," *Journal of Contemporary China Affairs* 40, no. 4 (2011): 119–46.

Dans l'ensemble, le rôle de la Chine en tant qu'acteur dans le domaine de la sécurité dans la région élargie semble avoir été pris avec beaucoup de prudence par les autres acteurs internationaux, toutefois, le développement à long terme de cet ensemble d'initiatives déterminera comment cela affectera les pratiques en Afrique. Alors que nous vérifions l'évolution de l'engagement chinois dans les affaires de sécurité en Afrique, nous pouvons identifier comment l'intérêt chinois pour la sécurité en Afrique progresse grâce à un changement progressif de la sémantique des déclarations et des plans d'action du FOCAC entre 2006 et 2015.

Nous pouvons également noter que la Chine est enthousiaste à soutenir les initiatives de paix et de sécurité de l'Union africaine, mais avec une forte volonté d'assurer les mécanismes de mise en œuvre sur une base bilatérale⁹¹.

- **Chevauchement dans les structures régionales de sécurité et de défense:**

Malgré l'intention initiale de l'APSA de faire en sorte que chaque Force africaine en attente (FAA) corresponde à une communauté économique régionale appropriée⁹², le chevauchement régional avait un impact négatif sur la performance de ses forces dans les domaines de l'alerte précoce et de la coopération et partage du renseignement⁹³.

En outre, les communautés économiques régionales ont des perceptions différentes sur la question de la répartition des rôles et des compétences des Nations Unies et de l'Union Africaine⁹⁴.

Par exemple, la SADC et la CEDEAO ont tendance à préférer l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette insuffisance de compromis sur l'autorité obligatoire conduit à l'incapacité actuelle de l'UA de mandater une mission correctement.

La Force en attente de l'Afrique de l'Est fait face à plusieurs obstacles, notamment:

- Les tensions internes entre les Etats et l'absence de cohésion sécuritaire et de défense régionale,
- La concurrence sur la suprématie régionale entre l'Éthiopie et le Kenya ;
- La domination éthiopienne dans l'IGAD, manipulant l'organisation comme un

91 Veuillez comparer les chapitres en matière de la paix et de la sécurité dans les quatre plans d'action du FOCAC pour les périodes: 2006-2009, 2009-2012, 2012-2015, 2015-2018

92 Observatoire de l'Afrique, *The African Standby Force: Confronting African Security Challenges?*. Conference Report Paris. 26 & 27 April 2011. P 5. Institut de Recherche Stratégique de l'école militaire.

93 Aboagye, Festus, *A Stitch in Time Would Have Saved Nine*". Institute for Security Studies. Policy Brief No. 34. September 2012

94 Allehone M, *Promises and Challenges of a Sub Regional Force for the Horn of Africa*", *International Peacekeeping*, vol.15 (2). 2008. pp. 171-184.

outil pour préserver le projet de sécurité nationale du pays sous couvert de sécurité régionale⁹⁵ ;

- L'absence d'un pays chef de file régional qui pourrait établir le rythme du projet,
- L'absence d'une Communauté économique régionale dont les pays membres sont membres de différentes communautés régionales ou sous régionales ;
- La réticence et l'ambivalence de certains États, comme la Tanzanie ;
- Le Problème de chevauchement des adhésions - Angola et RDC (brigades méridionales et centrales) ou Madagascar et Maurice qui sont membres des brigades du sud et de l'est.

En fait, les problèmes structurels remontent aux négociations préliminaires sur l'établissement d'une force Attente en Afrique de l'Est. Pendant la création du FASU, il y avait différentes communautés économiques régionales (CER), notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et les marchés communs pour l'Afrique orientale et australe. Cependant, aucun d'entre eux n'avait un rôle de sécurité directement mandaté. En outre, ces organisations n'ont pas été en mesure d'intégrer tous les 13 États membres de la région.

En raison de son degré d'implication dans la paix et la sécurité et de l'inclusion de la majorité des États de la région, l'organisation de la brigade a été confiée temporairement à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Par la suite, en septembre 2004, les forces en attente de l'Afrique de l'Est ont été officiellement créés par la coordination de l'IGAD pour inclure tous les 13 pays de la région et entreprendre des activités de maintien de la paix dans le cadre général de l'UA⁹⁶.

Cependant, étant donné que les forces en attente de l'Afrique de l'Est devraient être coordonnées par les États membres de l'IGAD, les États non membres de l'IGAD ont résisté à ce monopole par une partie des États de la région⁹⁷. En outre, il est également indiqué que l'IGAD n'avait ni de structures de commandement, ni de contrôle nécessaires pour assurer la coordination technique et politique⁹⁸. Par conséquent, le Mécanisme de coordination de la Brigade de l'Afrique de l'Est (Eastern Africa Standby Brigade Coordination Mechanism (EASBRICOM)) a été créé en 2007 pour prendre en charge le mandat de coordination de l'IGAD⁹⁹.

95 Allehone, Ibid

96 Sousa R, African Peace and Security Architecture (APSA) Subsidiary and the Horn of Africa: The Intergovernmental Authority for Development (IGAD). University Institute of Lisbon. Lisbon. 2013

97 Cilliers J, The African Standby Force: An Update on Progress". Institute for Security Studies Pretoria. 2013

98 EACDS, Report of the Meeting of Eastern Africa Chiefs of Defense Staff", Entebbe, 30th August. 2005

99 Kimathi L, A Common Agenda of Post-Conflict Reconstruction among Eastern Africa's sub-Regional Organizations: Exploring the Challenges", Occasional paper series 1. No. 2. 2010. International Peace Support Training Centre.

Le Kenya a ouvertement exprimé son désaccord avec la création des forces en attente de l'Afrique de l'Est sous le mandat de l'IGAD, une ambiguïté qui a retardé le développement des forces en attente de l'Afrique de l'Est.

En fait, l'impasse de l'Afrique de l'Est ne se limitait pas au conflit d'intérêts entre les États membres, mais plus tragiquement aux conflits en cours entre les membres.

Des cas marquants, ont été soulignés dans les cas d'hostilités entre le nord et le sud du Soudan, entre l'Éthiopie et l'Érythrée, les hostilités entre Djibouti et l'Érythrée, le Soudan du Sud, l'Éthiopie et l'Ouganda. Plus significativement, les conflits en Somalie et au Soudan ont un impact colossal sur la contribution, reportant le développement des forces en attente de l'Afrique de l'Est.

Malgré l'émergence des forces en attente de l'Afrique de l'Est en tant qu'architecture régionale de paix et de sécurité, l'IGAD et l'EAC continuent de prendre leurs propres mesures dans le même domaine de la paix et de la sécurité, et chacune de ces organisations cherchait individuellement un financement plus externe¹⁰⁰.

Le chevauchement des membres de ces organisations de sécurité a compliqué la bonne gestion des questions de sécurité sur le continent.

Cette situation a entravé le soutien des États membres et a amené le Kenya et l'Ouganda à favoriser la CAE aux dépens de l'IGAD¹⁰¹.

Le retrait des États membres a engendré plus de problèmes pour le développement des forces en attente de l'Afrique de l'Est. La Tanzanie, Madagascar et Maurice se sont retirés et sont devenus actifs dans la brigade d'Afrique australe¹⁰², tandis que l'Érythrée a son activité dans les forces en attente de l'Afrique de l'Est en raison de ses relations hostiles avec certains États membres, principalement l'Éthiopie.

L'impasse la plus délicate, c'est que la Force ne pourrait pas être utilisée comme outil de rétablissement de la paix dans la dernière crise africaine, comme la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda et la guerre en Somalie, et l'Est de la République démocratique du Congo¹⁰³.

100 Endalcatchew Bayeh, *The Eastern Africa Standby Force: Roles, Challenges and Prospects*. International Journal of Political Science and Development. Vol. 2(9). October 2014. pp. 197-204.

101 Jacobsen, Katja and Nordby, Johannes, *Danish Interests in Regional Security Institutions in East Africa*", DIIS Report 14. 2013. Danish Institute for International Studies. Copenhagen. Voir aussi: Hull C, Skeppstrom E, Sorenson K, *Patchwork for Peace: Capabilities for Peace and Security in Eastern Africa*. FOI, Swedish Defence Research Agency Stockholm. 2013

102 Cilliers J, *The African Standby Force: An Update on Progress*". Institute for Security Studies. Pretoria. 2008

103 Aboagye, Festus, *Ibid*

• Syndrome de chevauchement dans les règles commerciales

Presque tous les États africains sont engagés dans des négociations commerciales multilatérales à l'OMC. Ils sont soumis à des règles standard de l'OMC et sont engagés dans des engagements multiformes en matière de libéralisation des échanges de biens, de services et de tous les domaines connexes. En particulier, de nombreux États membres africains de l'OMC ont consolidé certains de leurs tarifs de commerce international à des niveaux relativement bas alors que d'autres consolidèrent pleinement leurs tarifs.

Ces engagements ont un impact direct sur la capacité des États à mettre en œuvre des politiques économiques et de développement. Néanmoins, en optant pour une ouverture importante par des tarifs bas et une consolidation importante, ces pays se trouvent dans l'obligation de réduire leur espace politique et leur capacité à mettre en œuvre certaines limitations imposées par les communautés économiques régionales auxquelles ils appartiennent.

Une illustration claire est celle des accords bilatéraux et de l'intégration régionale, notamment le cas de l'accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et les régions africaines¹⁰⁴.

L'accord de partenariat économique (APE) est un accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour remplacer les conventions de Lomé qui leur ont accordé des préférences non réciproques¹⁰⁵.

Le régime Lomé d'accès préférentiel unilatéral a été déclaré «non conforme» par l'Organisation mondiale du commerce. Une plainte contre le régime bananier introduite à l'OMC par les États-Unis et certains pays d'Amérique latine a entraîné son démantèlement d'ici 2006; Tandis que le régime commercial de Lomé, dans son ensemble, a obtenu une dérogation jusqu'en décembre 2007. Enfin, le précédent régime n'a rien fait pour remédier la fragmentation du marché qui a étouffé les investissements étrangers dans les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique.

104 Les accords du partenariat économique (APE) font partie intégrante de l'accord du partenariat de Cotonou signé en 2000 entre les 15 membres de l'Union européenne et les 77 membres de la communauté des États d'Afrique-Caraïbes et Pacifique.

105 Le régime légal (de Lomé) de l'accès préférentiel unilatéral a été déclaré «non conforme» par l'Organisation mondiale du commerce. Une plainte contre le régime de la banane apportée à l'OMC par les États-Unis et certains pays d'Amérique latine a entraîné son démantèlement d'ici 2006; Alors que le régime commercial de Lomé dans son intégralité a été accordé une dérogation jusqu'en décembre 2007. Enfin, le régime précédent n'a rien accompli pour surmonter le genre de fragmentation du marché qui a étouffé l'investissement étranger dans les pays et les régions de l'ACP. Voir: Economic Partnership Agreement (EPA). In: <http://eeas.europa.eu/>

« La clause de la nation la plus favorisée donne à l'UE le droit d'exiger des régions signataires d'un APE qu'il lui accorde un traitement tarifaire plus favorable à un partenaire commercial représentant au moins 1,5% du commerce mondial ou tout groupe de pays représentant 2% du commerce. »

Parmi les principaux objectifs de l'APE, il convient de rendre compatible le régime commercial UE- Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique avec les règles de l'OMC, en particulier l'article XXIV du GATT qui organise des accords commerciaux régionaux (ACR).

Cinq régions participent à cette négociation: la CEDEAO, la CEEAC, la CAE, la SADC et l'Afrique orientale et australe (AFOA). Cet accord est au cœur de nombreuses questions économiques, politiques et stratégiques pour les pays africains. En outre, les négociations peuvent conduire à un contexte où la plupart des entités régionales africaines cherchent à accélérer le programme d'intégration régionale.

À l'exclusion de l'Afrique centrale, quatre autres régions africaines participant à la négociation des APE ont conclu des accords régionaux. Plusieurs États membres des communautés économiques régionales africaines ont signé l'accord et ont entamé le processus de ratification.

Les CER africaines impliquées sont caractérisées par la coexistence de pays en développement et de pays les moins avancés (PMA). Cette modification implique également une différence de droits et des obligations de l'OMC. Alors que les PMA ne risquent pas de perdre leur accès au marché européen en raison de la non-signature des APE (en vertu des dispositions «Tout sauf les armes»), les pays en développement ont été pour la plupart contraints de signer un APE individuel pour préserver leurs avantages Marché européen.

Comme un effet secondaire de ce chevauchement. Nous citerons ce qui suit:

- Les APE intérimaires signés par certains pays¹⁰⁶;
- Le programme «Tout sauf les armes» pour les PMA (33 pays africains bénéficient de cette formule);
- Le Système généralisé de préférences pour les pays en développement.

Cela pourrait avoir des répercussions importantes sur le processus d'intégration au sein des Communautés Economiques Régionales. De plus, l'inclusion dans l'accord de certains termes stratégiques pour l'UE pourrait perturber les efforts des pays

¹⁰⁶ Sanoussi Bilal; Christopher Stevens, The Interim Economic Partnership Agreements between the EU and African States -Contents, challenges and prospects-. Policy Management Report 17. European Centre for Development Policy Management. Maastricht. July 2009

africains pour la diversification de leurs partenaires commerciaux, en particulier vers le sud. La clause de la nation la plus favorisée (NPF) donne à l'UE le droit d'exiger des régions signataires d'un APE qu'il lui accorde un traitement tarifaire plus favorable à un partenaire commercial représentant au moins 1,5% du commerce mondial ou tout groupe de pays représentant 2% du commerce.

Malgré les obstacles à la mise en œuvre du programme d'intégration, l'engagement des dirigeants africains à achever la construction du marché continental se poursuit. Le Sommet de l'UA qui s'est tenu en juillet 2012 à Addis-Abeba a pris une décision importante en adoptant une feuille de route menant à la Communauté économique africaine. Cette feuille de route a été divisée en trois étapes: (1) création d'une zone de libre-échange à l'échelle continentale d'ici 2017; (2) l'établissement d'un marché commun africain au plus tard en 2023 et (3) enfin la Communauté économique africaine.

Certaines Communautés économiques africaines ont soulevé des engagements politiques forts en faveur de la réalisation de la zone continentale de libre-échange. C'est le cas du COMESA, de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui, depuis le premier sommet tripartite de Kampala (Ouganda) en octobre 2008, ont décidé de lancer Négociations pour l'établissement d'un ALE entre les trois régions. Les trois Communautés ont pris des mesures concrètes pour régler le projet en adoptant (au cours du deuxième sommet tripartite tenu en Afrique du Sud en 2011) le plan d'intégration régionale de l'ALE, sous trois piliers: 1) le développement industriel; 2) l'intégration du marché; Et 3) développement de l'infrastructure. 25 des 26 pays membres avaient approuvé le plan comme une étape avancée.

TFTA est un accord de libre-échange entre le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Il a été signé pour la première fois à Sharm-el-Sheikh en Égypte le 10 juin 2015 par des représentants de la plupart des 26 pays. Le projet a été présenté comme une question de plaidoyer lancée par l'Afrique du Sud le 15 juin 2015 lors du 25ème Sommet de Johannesburg, avec l'espoir de créer une zone de libre - échange continental africain (CFTA) d'ici 2017.

Outre les domaines de coopération classiques qui couvrent les accords commerciaux régionaux (libéralisation tarifaire, règles d'origine, procédures douanières et simplification des documents douaniers, procédures de transit, barrières non tarifaires, pratiques anti-commerce, obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires, la libre circulation des personnes, le règlement des différends, etc.), d'autres domaines de coopération sont déjà envisagés par les membres. En juillet 2012, trois régions (COMESA, CAE et SADC) ont signé un accord tripartite pour élaborer et mettre en œuvre conjointement un programme sur le changement climatique pour les

régions du sud et de l'est de l'Afrique.

L'ALE tripartite représente près de la moitié des États membres de l'UA avec 26 pays et environ 53% du PIB du continent. Par conséquent, l'ALE en cours pourrait être théoriquement une plateforme unique pour construire l'Accord de libre-échange continental et servir d'exemple à d'autres régions pour achever le processus d'intégration interne et créer de nouvelles opportunités pour de nouvelles relations économiques avec d'autres régions.

Dans la mesure où la zone de libre-échange tripartite (TFTA) a suscité l'enthousiasme des pays qui cherchent un positionnement géopolitique, d'autres ont exprimé des réserves sur l'accord qui pourrait interrompre leurs performances commerciales et générer des tarifs plus élevés qui pourraient entraîner des effets de détournement, les avantages découlant de la création d'un commerce¹⁰⁷.

TFTA est un projet controversé. Il est prometteur pour surmonter des anomalies telles que la mauvaise infrastructure, les coûts de transaction élevés et les faibles niveaux d'industrialisation¹⁰⁸, mais il accentue également les disparités dans les niveaux de développement dans les régions résultant et, par conséquent, intensifiant la concurrence entre les États membres. Ainsi, l'accord pourrait être rentable pour les pays africains les plus industrialisés, mais le risque de nuire aux installations régionales de connectivité est très élevé. En outre, le TFTA en matière fiscale et commerciale, lié au commerce transfrontalier et à la logistique, pourrait susciter davantage des conflits d'intérêts et de contradictions, en raison de l'affiliation d'un certain nombre d'États signataires à plus d'une Communauté économique régionale¹⁰⁹.

107 John Humphreys and Andrew Stoeckel, *Free Trade Agreements -Making them Better-*. Rural Industries Research and Development Corporation. Publication No. 05/035. Canberra. Australia 2005

108 UNECA, *Economic Report on Africa 2015 – Industrializing through Trade*. 2015

109 Aniche, E.T, *Problematizing Neofunctionalism in the Search for a New Theory of African Integration: The Case of the Proposed Tripartite Free Trade Area (T-FTA) in Africa*". *Developing Country Studies*, 4 (20). 2014. P 128-142

3. L'Éthiopie dans une zone de plus en plus convoitée

Éthiopie, la fin d'un modèle ?

Sonia Le Gouriellec, Docteur en Science Politique et chercheure à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire

Depuis deux ans les populations oromo et amhara, qui représentent 60 % des 100 millions d'Éthiopiens (35% pour les premiers et 25% pour les seconds), contestent le pouvoir en place. Les manifestations auraient fait plusieurs centaines de morts et des milliers d'arrestations. C'est d'ailleurs un fait inédit auquel on est en train d'assister : une alliance qui regrouperait des Oromo et des Amhara face au pouvoir tigréen. Cette situation est intenable pour les élites de l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF) au pouvoir, ce qui explique la violence de leur réaction.

Figure 1 : Les zones administratives et régionales de l'Éthiopie



Vingt-cinq ans après le renversement de Mengistu Hailé Mariam par une coalition rebelle (EPRDF) conduite par les Tigréens du Nord (7% environ de la population) ; vingt-et-un ans après l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution, marquée par la théorie stalinienne des nationalités et qui entendait fonder un État démocratique qui respecterait la diversité des nations éthiopiennes via un régime ethnofédéral ; l'Éthiopie traverse une grave crise. Les Tigréens et leurs alliés au sein du parti au pouvoir continuent dans les faits à contrôler les instruments essentiels du pouvoir (économique, politique, sécuritaire). Les partis d'opposition existent sans qu'aucune alternance politique ne soit envisagée par le régime. Est-ce le modèle économique ou le modèle politique qui montre ses limites ?

I. Un modèle économique à bout de souffle ?

De 1991 à 2001, Meles Zénawi a essayé de récupérer les débris issus de la chute du régime communiste en tenant un discours démocratique devant favoriser le développement économique. Le chercheur Jean-Nicolas Bach a montré qu'à partir de 2001, les priorités changent. Meles glisse vers ce qu'on pourrait qualifier de « despotisme éclairé ». Il lance le pays dans un projet politique et économique de « développementalisme démocratique ». Un terme qui peut paraître étonnant pour un régime autoritaire mais qui désigne un État interventionniste permettant le développement global et rapide du pays. Deux plans quinquennaux – Growth and Transformation Plan (GTP) – sont adoptés en 2010, puis en 2015. Ils doivent permettre à l'Éthiopie de devenir un État à revenu intermédiaire à l'horizon de 2025. Le premier plan a atteint la moitié de ses objectifs. L'Éthiopie a adopté une forme de capitalisme d'État. Il existe des entreprises privées mais dont le conseil d'administration est composé principalement de membre du parti et de hauts fonctionnaires. Le précédent plan économique à cinq ans a atteint la moitié de ses objectifs et le nouveau plan tiendra difficilement ses objectifs dans ce contexte d'instabilité.

De nombreux États africains peuvent être qualifiés d'« États en développement » mais pas nécessairement d'« États développementalistes » (developmental states), comme ils s'en revendiquent.

Les définitions de l'État développemental sont essentiellement tirées de l'expérience des pays d'Asie, comme la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, le Viêt-Nam et le Japon. Ce dernier fût le premier modèle étudié en 1982. Un État développemental serait, selon la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine, un « État qui place le développement économique comme la priorité première de la politique gouvernementale et est capable de concevoir des instruments efficaces pour

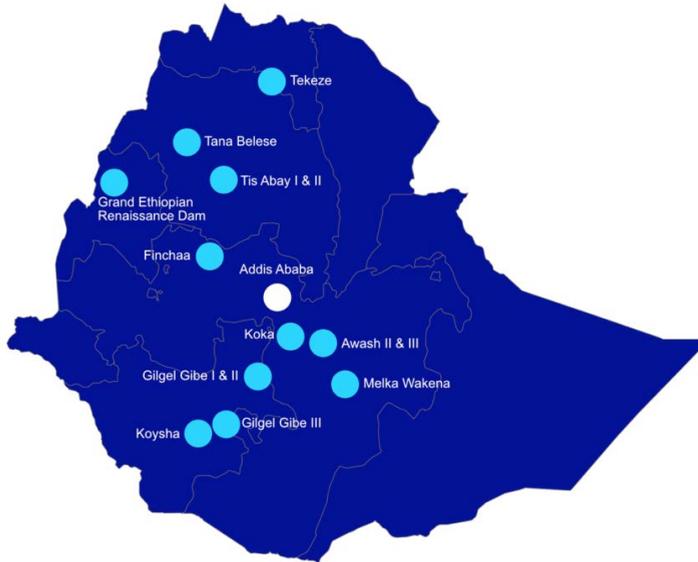
promouvoir un tel objectif ». Cette définition met l'accent sur deux aspects de l'État développemental, à la fois le volontarisme de l'État, qui peut finalement se limiter aux discours, et la capacité de l'État à mettre en place une telle politique. Cette définition peut être complétée en soulignant l'importance de l'interventionnisme étatique dans l'agenda micro et macro-économique, afin de faire augmenter la croissance économique et réduire la pauvreté. L'amélioration du niveau de vie de la population (emplois, industrialisation) participe à la légitimation de l'État développemental. Cette stratégie de promotion du développement contredit une autre stratégie – néo-libérale – qui, à l'inverse, voit l'État non pas comme un agent pouvant servir à produire de la croissance, mais comme un élément problématique dont il faut réduire l'influence pour permettre le décollage économique. Aujourd'hui encore, les principaux débats autour de l'État développemental portent sur la place et le rôle que doit avoir l'État dans le marché ou sur la forme que doit prendre l'intervention de l'État.

« Une politique publique vertueuse sert l'intérêt général et crée un cycle auto-entretenu chez les acteurs autres que l'État. »

Dans les faits, il existe une distorsion entre le discours prônant l'État développementaliste et les processus tels qu'ils se forment par la suite. En effet, contrairement à ce qu'implique la définition d'un tel État, les politiques publiques produites ne sont pas nécessairement vertueuses. Une politique publique vertueuse sert l'intérêt général et crée un cycle auto-entretenu chez les acteurs autres que l'État. Or les politiques publiques du gouvernement éthiopien ont parfois des effets pervers, dont l'impact à moyen terme est incertain, et les premières contestations ne tardent pas à apparaître. L'inflation des prix à la consommation et le chômage fragilisent la population. De plus, les taux de croissance économique à deux chiffres avancés par le gouvernement depuis dix ans sont à relativiser : selon l'International Development Association (IDA) et le Fonds Monétaire International, ils seraient de l'ordre de 7 à 8 %. Les agences internationales annoncent également un rythme de croissance moins soutenu en raison des contraintes pesant sur le secteur privé qui bénéficie de peu d'investissements publics massifs et se trouve pénalisé par des crédits bancaires limités.

Néanmoins, le modèle économique éthiopien ne devrait pas changer. Il consiste à construire des infrastructures (des routes ou des barrages hydroélectriques), exporter, attirer les investissements étrangers et l'argent de la diaspora. Bien que ce modèle atteigne ses limites le régime a encore besoin d'argent. Paradoxalement, il s'oppose au néolibéralisme et s'ouvre difficilement aux marchés internationaux. Les caciques du

régime, très corrompus, bloquent depuis deux ans toutes les lois qui permettraient aux secteurs de la logistique ou de la finance de se développer.



Name	Capacity (MW)	Production start
Grand Ethiopian Renaissance Dam	6000	2016
Koysho Dam	2000	-
Gilgel Gibe III	1970	2015
Tana Belese	460	2010
Gilgel Gibe II	420	2010
Tekeze	300	2009
Gilgel Gibe I	210	2004
Melka Wakena	153	1989
Finchaa	134	1973
Fincha Amerti Neshe	100	2011
Tis Abay II	73	2001
Koka	42	1960
Awash II	32	1966
Awash III	32	1971
Tis Abay I	11	1953

Source: Dams in Ethiopia. © Embassy of Ethiopia in Brussels.

Les réactions du régime (état d'urgence, blocage d'internet) et un modèle politique qui s'écroule, risquent de gripper l'économie et de faire fuir les usines et les investisseurs étrangers.

II. Un modèle politique qui s'écroule

Plus que le modèle économique – et la non-répartition des richesses issus du développement du pays – c'est le modèle politique sans alternance, qui montre ses limites.

« La militarisation du pouvoir politique n'est pas récente. De nombreuses régions sont déjà administrées par les militaires. »

Après la mort de Meles Zenawi en 2012, la transition s'est faite sans problème, du moins en apparence car le régime est très secret. Hailémarïam Dessalegn, son vice-Premier ministre depuis 2010 a été élu. Issu d'une ethnie minoritaire du Sud et chrétien évangéliste, il n'est ni orthodoxe, ni Tigréen, ni issu du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), la composante dominante de la coalition au pouvoir. Jusqu'en 2012 (date de son décès), le premier ministre Meles Zenawi, héros du mouvement de libération, mettait en œuvre sa vision du développement. Comme l'empereur Haïlé Sélassié ou Ménélik II, il devrait marquer durablement l'histoire de l'Éthiopie tant son régime était personnalisé. Hailémarïam Dessalegn ne fait que poursuivre l'œuvre de Meles. Ce dernier pensait l'utiliser afin de s'occuper des affaires courantes pendant que lui réformerait le TPLF. Or, Meles est mort avant et Hailémarïam Dessalegn ne gouverne pas véritablement. Le Premier ministre est mis à l'écart. Il ne s'entend pas avec le chef d'état-major tout comme le chef des services de renseignement. La militarisation du pouvoir politique n'est pas récente. De nombreuses régions sont déjà administrées par les militaires. N'étant ni oromo, ni Tigréens, ni Amhara, le Premier ministre ne fait pas partie du conflit et représente un point de neutralité.

Le centralisme domine la coalition au pouvoir. De fait, l'État développementaliste est intégré aux structures autoritaires du pouvoir. Il est même perçu comme l'un des instruments déployés par le parti au pouvoir pour maintenir son hégémonie. C'est donc la façon de gouverner qui est à bout de souffle. Les opposants et les manifestants estiment n'avoir pas suffisamment bénéficié des retombées économiques d'un pouvoir aux mains d'une minorité. Ainsi la contestation ne porte pas seulement sur le modèle économique lui-même mais sur l'absence d'alternance et le glissement du régime vers l'autoritarisme. Ainsi, dès 2005, les contestations post-électorales ont été sévèrement

réprimées et en 2010 l'opposition à Chambre basse n'a bénéficié que d'un seul siège sur 547.

« Les contestations actuelles montrent, d'une part, que les premiers effets du développement n'ont pas été ressentis, l'inégalité croît et même les Tigréens s'en plaignent ; d'autre part, la démocratisation qui devait suivre le développement reste une promesse vaine. »

Le véritable test pour la stratégie de développement du régime devait être les échéances électorales de 2015. Or, la coalition au pouvoir a remporté tous les sièges parlementaires, ce que le professeur Terrence Lyons qualifie de « 100 % elections ». Dès lors, le discours sur l'État développementaliste qui apporterait la démocratie perd de son efficacité. Alors que les Tigres asiatiques ont su associer un discours volontariste à des résultats rapides et durables, l'Éthiopie devra encore confirmer ses résultats économiques dans un contexte d'instabilité politique si elle veut entrer dans le club des nations à revenu intermédiaire d'ici 2025, comme elle l'envisage.

Jusqu'à présent le gouvernement éthiopien fondait sa légitimité sur les promesses de développement économique. Les contestations actuelles montrent, d'une part, que les premiers effets du développement n'ont pas été ressentis, l'inégalité croît et même les Tigréens s'en plaignent ; d'autre part, la démocratisation qui devait suivre le développement reste une promesse vaine.

L'évènement qui a mis le feu aux poudres a été le choix du gouvernement de toucher aux questions agraires. En mai 2014, l'administration de la capitale Addis-Abeba a annoncé son plan d'expansion urbain (Master Plan) qui projette d'intégrer plusieurs municipalités voisines. Addis-Abeba est une ville-État située au cœur de la région fédérée Oromo. S'étendre, c'était, de fait, empiéter sur la région Oromo en intégrant des municipalités Oromo à la capitale. Pour de nombreux Oromo, la chose était inacceptable. Les mobilisations se sont rapidement multipliées sur les campus, dans les villes, faisant plusieurs dizaines de morts. Le marathonien Feyisa Lilesa a médiatisé la cause oromo dans le monde en levant les mains en croix lors de son arrivée au marathon des Jeux olympiques cet été. Ce geste de protestation est le symbole de résistance adopté par les manifestants.

III. Des années difficiles

La gestion de la crise a été accaparée par le ministère de la défense et le chef d'État-major. L'état d'urgence a été décrété pour six mois, et devrait permettre des arrestations

et des jugements rapides. Les forces armées ont donc pris en charge la stabilisation du pays. Notons que l'on retrouve les mêmes fractures dans l'armée éthiopienne, néanmoins, pour le moment, le chef des armées contrôle ses officiers et les troupes (le corps des sous-officiers est léger). Le déploiement de 12 000 personnels au sein des opérations de maintien de la paix dans la région ne devrait pas remis en question. Les troupes qui se sont retirées de Somalie n'étaient pas engagées au sein de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Par le passé les affrontements contre l'Érythrée ont été un facteur fédérateur pour le régime. L'accrochage de juin 2016 à la frontière a été provoqué par l'Éthiopie au moment où un rapport critique du Human Rights Watch était publié et où les discussions s'engageaient pour permettre à l'Éthiopie d'avoir un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. L'échec de cette intervention n'est pas acceptable pour les officiers et on peut s'attendre à une nouvelle intervention.

Quels médiateurs pour mettre fin à cette crise ? Dans la Corne de l'Afrique aucun État semble en mesure de jouer le rôle de stabilisateur dans la crise éthiopienne. Le Soudan, le Soudan du Sud, la Somalie ont leurs propres difficultés internes, l'IGAD est un instrument de la politique étrangère éthiopienne, le régime djiboutien est dépendant du régime éthiopien, l'Ouganda et le Kenya sont tournés vers le développement de leur région. Enfin, aucun acteur étatique ne semble vouloir s'investir dans la crise. Les États-Unis sont dans une année électorale et ne semblent pas préoccuper par cette situation, l'Union européenne est préoccupée par la crise des migrants.

« Les élites tigréennes craignent d'ouvrir le régime et de tout perdre. Face à des élites amhara et oromo aux discours revanchards, la crainte de vengeances est répandue et explique la crispation du élites tigréennes. »

Il sera extrêmement difficile pour le régime de sortir de cette situation. Le Congrès du TPLF en 2017 ne devrait pas générer de changements majeurs. Le comité exécutif du parti reste composé de neuf vétérans qui ne comptent pas céder leur place. Les élites tigréennes craignent d'ouvrir le régime et de tout perdre. Face à des élites amhara et oromo aux discours revanchards, la crainte de vengeances est répandue et explique la crispation du élites tigréennes. Les Oromos veulent que le système mis en place depuis vingt-cinq ans cesse. Actuellement, ils sont soutenus par les Amharas dans la même lutte contre le régime tigréens mais Oromo et Amhara pourraient ensuite s'opposer violemment.

Conclusion

Il y a une dimension ethnique forte dans ces conflits mais on ne doit surtout pas réduire ces tensions à une « question ethnique ». Les Oromo, les Amhara et les Tigréens représentent chacun des groupes très hétérogènes d'un point de vue politique, social, voire religieux. Ces événements découlent d'abord de questions politiques, économiques et sociales. D'ailleurs, il existe également des mécontentements également au sein de la population du Tigré qui estime n'avoir pas suffisamment bénéficié des retombées économiques d'un pouvoir aux mains des tigréens. Les opposants et les manifestants ne rejettent pas le régime dans sa forme ethnofédérale. Ils réclament précisément l'application de leurs droits reconnus dans la Constitution. Le problème n'est donc pas le fédéralisme ethnique en lui-même, mais le fait que le régime ne se soit jamais démocratisé. Comme le rappelle Jean-Nicolas Bach : « Organiser le régime le long des identités nationales était peut-être nécessaire au début des années 1990. Mais c'est un pari risqué dans un contexte autoritaire ».

Le géant Ethiopien dans une zone de plus en plus convoitée

Sara Mokaddem, Spécialiste en Relations Internationales, OCP Policy Center

La Corne de l'Afrique est généralement perçue comme étant l'une des régions les plus complexes et les plus volatiles du monde. Fragilisée par des rivalités inter et intra-étatiques auxquelles s'ajoutent les effets cumulés d'un climat rude et des périodes de sécheresse chronique, l'image des pays de la péninsule Est Africaine a pendant longtemps été marquée par la pauvreté, la famine et par de longues guerres civiles. La Corne a également été un théâtre de luttes stratégiques par les empires coloniaux, puis la scène de confrontations sanglantes entre les deux superpuissances pendant la guerre froide et maintenant grâce à son potentiel de développement affiché, l'objet de convoitises internationales.

Le control de la mer Rouge ainsi que du canal de Suez, le partage et la gestion des eaux du Nil, la sécurisation de la région contre la menace terroriste et la piraterie et plus récemment la découverte de ressources pétrolières et gazières assertent de l'importance géostratégique de cette zone non seulement à l'échelle continentale mais aussi mondiale.

Partant de l'engagement pour gérer des crises humanitaires à l'instauration de dispositifs sophistiqués de contre-terrorisme et de contre-piraterie compte tenu de la localisation de la Corne de l'Afrique, la haute surveillance terrestre, maritime et aérienne par la communauté internationale est de plus en plus instrumentalisée pour les enjeux géostratégiques des grandes puissances.

« Désormais prisée par la Chine comme destination principale de délocalisation et d'investissements, cette « Chine de l'Afrique » attire les regards sur une région dont le potentiel de développement fut longtemps délaissé au détriment de la prévention de la famine, de la sécurité maritime et des efforts anti-terroristes. »

Campant sur ses hautes terres, l'Ethiopie, forteresse de l'Afrique, le plus ancien pays indépendant du continent regroupe 84 % de la population de la corne de l'Afrique et 59 % de sa superficie. Avec une croissance régulière depuis 2005 et un PIB réel

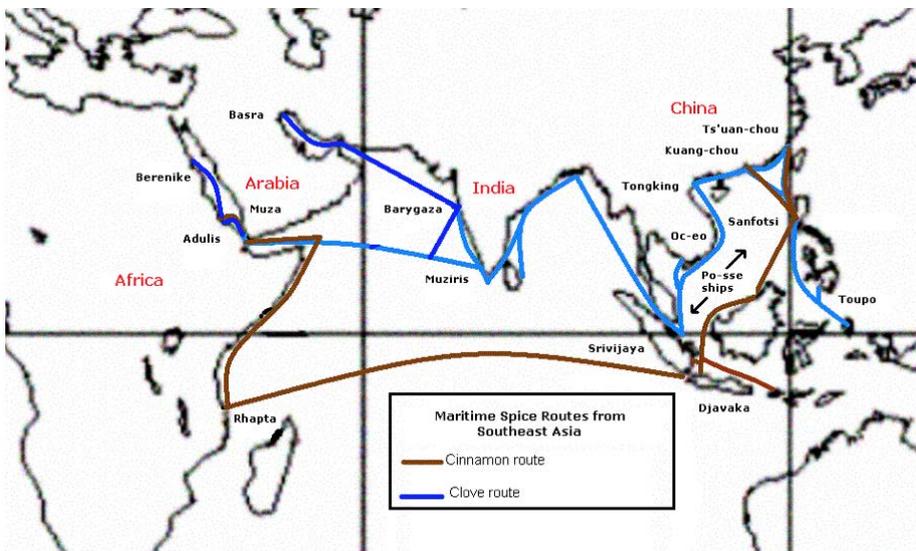
autour de 8,7% en 2015 contre 3,8% pour le reste de l'Afrique subsaharienne, l'Éthiopie a été la 5ème économie la plus rapide du monde en 2010. Désormais prise par la Chine comme destination principale de délocalisation et d'investissements, cette « Chine de l'Afrique » attire les regards sur une région dont le potentiel de développement fut longtemps délaissé au détriment de la prévention de la famine, de la sécurité maritime et des efforts anti-terroristes. Fidèle à son image de pays des exceptions, l'Éthiopie met en pratique la réalisation du nexus stabilité, sécurité et développement dans une zone où ces trois facteurs sont considérés comme des miracles. Dans le cadre de cette discussion, l'expérience de développement et de croissance du miracle Ethiopien dans son contexte régional sera présentée à travers les trois parties suivantes :

1. Entre menaces et opportunités, la Corne de l'Afrique, une zone toujours aussi convoitée.
2. Croissance remarquable d'un géant Ethiopien dans un contexte turbulent.
3. Les tensions régionales et internes peuvent-elles perturber l'avancement de l'Éthiopie ?

I. Entre menaces et opportunités, la Corne de l'Afrique, une zone toujours aussi convoitée

La corne de l'Afrique a été pendant longtemps au cœur des voies commerciales anciennes des épices, principalement pour la cannelle et le clou de girofle.

Voies commerciales des épices (cannelle et clou de girofle) au Moyen Âge.



Représentant un important itinéraire marchand au Moyen-Age qui relie l'Asie, l'Afrique et l'Europe de l'océan Indien à la Mer Rouge à travers Bab El Mandab puis vers la Méditerranée en passant par le canal de Suez, il n'est pas étonnant que cette zone ait pu garder sa centralité à travers les temps et continuer de représenter un point stratégique de haute importance. Déjà à la fin du 19^{ème} siècle, le contrôle politique et militaire de cette zone bordant la côte sud de la Mer Rouge et le golfe d'Aden devint un enjeu crucial pour les empires coloniaux.

Suite à l'ouverture du canal de Suez en 1869, l'influence sur cette nouvelle voie vers l'Océan Indien constitue une priorité majeure pour les grandes puissances Européennes qui commencent dès lors à y exercer leur emprise. Alors que l'Éthiopie (Abyssinie) préserve son indépendance du haut de sa forteresse naturelle et grâce à la forte légitimité de son histoire ancienne et mystique, l'Erythrée est administrée, juste après la fin de la colonisation Italienne (1880-1941), de 1941 à 1952 par la Grande Bretagne qui occupa également le Nord de la Somalie (Somaliland) de 1887 à 1960. Le Sud de la Somalie est occupé par l'Italie tandis que Djibouti était sous occupation française de 1884 à 1977.

Après la seconde guerre mondiale et ensuite, pendant la guerre froide, la Corne de l'Afrique devint le théâtre de conflits sanglants entre les blocs Est et Ouest. L'enjeu majeur reste bien sûr le contrôle de la Mer Rouge et du passage du Golfe d'Aden vers le Canal de Suez mais aussi la lutte d'influence dans cette partie du continent Africain. Pendant cette période, les deux blocs soutiennent des régimes forts, souvent des dictatures opprimantes pour leur peuple et tentent des fois de renverser les régimes soutenus par le camp adverse.

Ayant soutenu l'empereur Éthiopien Haïlé Sélassié –était le 225^{ème} roi et empereur d'une dynastie de 800 ans retraçant sa lignée vers le roi Salomon et la Reine de Saba– jusqu'à sa chute en 1974, les États Unis se voient remplacés par l'URSS suite à la signature d'un traité d'amitié avec le dictateur Mengistu qui remplaça le Négus. Suite à la guerre d'Ogaden opposant l'Éthiopie sous Mengistu à la Somalie de Siad Barré, ce dernier se tourne alors vers le soutien des États Unis.

La chute de l'URSS et la fin de la guerre froide n'ont pas forcément mené vers une stabilisation politique de la corne de l'Afrique. Bien au contraire, l'histoire moderne de cette sous-région est dramatiquement marquée par des crises politiques et humanitaires récurrentes qui nécessitent de plus en plus l'implication d'acteurs externes, réaffirmant ainsi l'intérêt constant pour la corne de l'Afrique. En plus de cela, la Mer Rouge comprend plusieurs territoires fragiles peu contrôlés qui peuvent être le foyer de groupes terroristes et mener à une contagion des territoires voisins.

Plusieurs guerres civiles et conflits frontaliers prennent place dans la région. Les multiples rébellions au Nord et au Sud de la Somalie à partir de la fin des années

1980 provoquent une guerre civile qui entraîne la chute de Siad Barré en 1991, l'indépendance du Somaliland et le chaos qui s'en suit fragilisent l'autorité centrale de l'état et entraînent le pays dans un état de guerre permanent et de crise humanitaire et politique. Sous l'égide de l'ONU, les Etats Unis interviennent en Somalie dans le cadre de l'opération « Restore Hope » qui devient progressivement un échec. Le retrait de la Force d'Intervention Unifiée (UNITAF) en 1993 et la poursuite de l'intervention par les troupes de l'ONUSOM jusqu'en 1995 n'aide pas à apaiser les tensions entre les différents chefs de guerre et autres milices armées qui finissent par prendre le contrôle et précipitent le pays vers le collapse total.

Djibouti sombre aussi dans une guerre civile entre 1991 et 1994. L'Erythrée quant à elle, déclenche plusieurs conflits frontaliers avec ses voisins ; avec le Yémen (décembre 1995) au sujet des îles Hanish, avec l'Ethiopie (1998-2000) pour la ville de Badme et enfin contre Djibouti en 2000 pour le tracé des frontières au cap de Doumeira.

L'instabilité et l'extrême volatilité politique dans la corne de l'Afrique n'ont pas seulement fourni des prétextes solides pour la militarisation de la zone à travers la présence de forces étrangères mais ce vide sécuritaire a aussi facilité la prolifération de groupes terroristes dans la région. Ainsi, les premières instances du terrorisme d'Al Qaeda en Afrique ont pris place dans la corne de l'Afrique ; en 1998 des attaques-suicides ciblent l'ambassade des Etats Unis à Nairobi et Dar Es-Salaam puis en 2000, une autre attaque vise un lance-missile de la marine Américaine, l'USS Cole.

Outre l'importante menace terroriste et les dangers accrus pour le transport maritime international depuis 2005 qui ont conduit les puissances internationales à mobiliser leurs marines dans la région sous les auspices de la "lutte contre la piraterie et le terrorisme". Plusieurs puissances ont pu, pendant les dernières années, assurer leur présence militaire à Djibouti ; les Français et les Américains ont été rejoints par les Japonais en 2011, qui ont ouvert leur première base à l'étranger depuis la Deuxième Guerre mondiale et par la Chine très récemment avec sa première base à l'étranger.

La Russie s'approche également de l'état d'Afrique de l'Est pour son positionnement naval dans la Corne. L'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis ainsi que l'Egypte sont également en cours de négociations pour la localisation de leurs bases militaires dans la région. Ces changements influent non seulement sur la sur-militarisation de cette région mais surtout sur la dynamique régionale et la balance des pouvoirs dans la Corne de l'Afrique.

L'Afrique est un aussi un centre stratégique dans le cadre du projet Chinois Une Ceinture, Une Route 'One Belt, One Road' communément connu comme Nouvelle Route de la Soie, dévoilé en 2013. Cette vision stratégique chinoise du développement de l'infrastructure le long des principaux ports et des routes maritimes de la mer de Chine méridionale et de l'océan Indien.

Les grands axes de la nouvelle Route de la soie



« LES ECHOS »

La route maritime relie les installations portuaires de Chine aux ports Est Africains qui permettent le passage à travers le canal de Suez vers la mer Méditerranée. Les projets prévus dans le cadre de cette initiative sont situés dans neuf pays africains longeant l'océan Indien et la Mer Rouge. De ce fait, l'ambition mondiale de la Chine, des Etats Unis, de l'Inde et des autres puissances internationales, leurs capacités militaires, leur influence politique et économique et leur quête de sécurité énergétique peuvent conduire à une course aux armements ingérable dans une région assez fragile.

II. Croissance remarquée d'un géant Ethiope dans un contexte turbulent

Après la chute de Mengistu en 1991 et dans son contexte régional instable, l'Éthiopie a pu garantir l'union dans sa diversité ethnique et religieuse et la stabilité nécessaires à sa croissance grâce à l'adoption d'un système fédéral égalitaire pour toutes les ethnies rassemblées au sein du Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples Ethiopiens (FDRPE)¹¹⁰.

110 Le FDRPE le résultat de l'alliance de quatre partis politiques, le Front de Libération des Peuples du Tigré (FLPT), le Mouvement National Démocratique Amhara (MNDA), l'Organisation Démocratique du Peuple Oromo (ODPO), et le Mouvement démocratiques des peuples du sud de l'Éthiopie (MDPSE).

« Les principales menaces à la stabilité et au développement du pays sont donc dues à des vulnérabilités internes, essentiellement la pauvreté et la famine et la première étape pour le gouvernement élu était de reconnaître ouvertement que ces maux étaient les deux principaux «ennemis» à éradiquer.

Inspiré par l'émergence réussie des Tigres Asiatiques, Meles Zenawi, à la tête du FDRPE, Premier Ministre et figure emblématique de la République Fédérale Démocratique d'Éthiopie de 1995 à 2012 a rédigé des stratégies nationales pour le développement sous la forme de cinq livres blancs thématiques distincts tout en insistant sur la nécessité de l'implication locale dans l'élaboration des stratégies nationales et régionales pour induire un processus d'émergence organique. Écrits dans un langage familier, ces documents visaient à parvenir à un consensus national et à unir l'opinion publique autour de la trajectoire proposée.

Meles a exposé dans ces documents une liste exhaustive de politiques et mesures ciblant les causes sous-jacentes de la stagnation du pays et de l'environnement propice aux catastrophes, soulignant les priorités pour le maintien du consensus national autour d'une stratégie clairement définie. Les principales menaces à la stabilité et au développement du pays sont donc dues à des vulnérabilités internes, essentiellement la pauvreté et la famine et la première étape pour le gouvernement élu était de reconnaître ouvertement que ces maux étaient les deux principaux «ennemis» à éradiquer.

En introduisant le concept d'«état développemental» (developmental state), présente le paradigme central dans sa vision de l'exercice du pouvoir afin de positionner l'Éthiopie dans l'économie et la chaîne de valeurs mondiales, mettant ainsi fin au cycle de famine et de sous-développement associé à l'Éthiopie et à la Corne de l'Afrique en générale depuis des décennies. Dans ce sens, les trois objectifs du FDRPE furent présentés comme suit :

- 1- Réduction de la pauvreté et du risque de famine ;
- 2- Amélioration des conditions des paysans ;
- 3- Instauration d'un système fédéral durable à travers un processus de décentralisation accéléré ; Etat organisé en régions (9 et 2 administrations autonomes *Addis Ababa et *Dire Dawa) divisées zones (68), weredas et kebeles (plus petite unité administrative).

« La Success Story de l'Éthiopie tient donc non seulement à sa stabilité mais surtout à sa main d'œuvre, à la disponibilité des terres arables (propriété de l'état), ainsi qu'au développement de l'infrastructure et des énergies renouvelables qui encouragent une industrialisation rapide. »

Avec près de 100 millions d'habitants dont 60% ont moins de 25ans, l'Éthiopie est la deuxième puissance démographique du continent après le Nigéria avec une estimation de 174 million d'habitants en 2050. A l'image du multiculturalisme du continent Africain qui fait d'Addis Ababa sa capitale diplomatique, la population Ethiopienne regroupe à peu près 200 dialectes différents. Ceci étant, la structure fédérale de l'état Ethiopien moderne a réussi de stabiliser le pays depuis la fin de la dictature sanglante de Mengistu.

Dans une zone caractérisée par les violences intra-étatiques, et malgré son enclavement suite au referendum de 1993 qui mena à l'indépendance de l'Érythrée, l'Éthiopie stable, enregistre une forte croissance qui s'accélère depuis l'adoption du premier plan quinquennal de Transformation et de Croissance (GTP I) en 2010. La Success Story de l'Éthiopie tient donc non seulement à sa stabilité mais surtout à sa main d'œuvre, à la disponibilité des terres arables (propriété de l'état), ainsi qu'au développement de l'infrastructure et des énergies renouvelables qui encouragent une industrialisation rapide.

Le pays mène sa transformation à travers des stratégies conduites par le secteur publique (GTP I et II) qui misent principalement sur l'infrastructure, l'électrification, l'industrialisation ainsi que le secteur tertiaire (services). Reflétant ce développement étudié et maîtrisé, l'industrie passe de 7% en 1991 à 16% du PIB en 2015 et les services de 31% à 42% alors que l'agriculture qui reste la principale activité en employant 80% des hommes et 60% des femmes passe de 61% à 40% pendant la même période.

Cette économie traditionnellement agraire réussit sa diversification ; le Doing Business Report 2015 la classe comme l'une des économies les plus diversifiées de la région. Les projets en cours en Ethiopie, surtout le Barrage de la Grande Renaissance avec sa capacité de production de 6 000 mégawatts, laquelle devrait permettre au pays de gagner \$1 milliard par an à travers les ventes d'électricité aux pays voisins, devrait également améliorer sa position en tant que destination d'investissement.

Les dernières estimations statistiques du Fonds monétaire international (FMI) indiquent que le produit intérieur brut (PIB) de l'Éthiopie devrait passer de \$ 61,62 milliards en 2015 à \$ 69,21 milliards en 2017, dépassant le PIB du Kenya. Soutenue par les dépenses publiques massives consacrées à l'infrastructure qui ont permis à la Corne de l'Afrique de figurer sur la liste des économies à plus forte croissance au cours des dix dernières années, l'Éthiopie devrait être, selon le FMI, la première économie en Afrique de l'Est en 2017.

Grâce à des investissements colossaux dans l'infrastructure et à l'amélioration visible de ses systèmes routier et ferroviaire qui reconnectent le pays à l'Océan Indien, principalement à travers Djibouti, le géant Ethiopien attire de plus en plus les investissements directs étrangers (IDE) qui représentent plus de \$2 milliards en 2016 comparés à \$108 million en 2009 –la Chine reste le principal financier ; selon le China

Global Investment Tracker, plus de \$20.6 milliards vers l'Éthiopie depuis 2005 en grande partie sous forme de crédits à faible taux pour des projets d'infrastructures et dans les télécoms–.

L'urbanisation rapide, le développement des infrastructures et les investissements directs nationaux et étrangers ont stimulé les flux commerciaux et accéléré la croissance économique et la transformation structurelle au cours de la dernière décennie. La croissance de l'Éthiopie n'est pas seulement un miracle numérique, mais elle est visible sur le terrain. Les secteurs de l'agriculture, de la fabrication et des services sont les principaux moteurs de cette économie qui affiche l'un des taux de croissance –parfois à deux chiffres– les plus élevés à travers le continent et le monde.

Son PIB par habitant (sur la base des PPP) a quadruplé entre 1991 et 2015 selon le rapport de la Banque Mondiale mais le pays a encore du chemin à faire avant d'atteindre son objectif de faire partie du cercle des pays à revenus intermédiaires d'ici 2025.

III. Les tensions régionales et internes peuvent-elles perturber l'avancement de l'Éthiopie ?

Depuis Novembre 2015, plusieurs personnes sont mortes dans des manifestations anti-gouvernementales qui finissent par cibler des investissements étrangers en Octobre 2016 dans la région d'Oromia.

Ces tensions ont été récemment déclenchées par le plan intégré d'Addis-Abeba (Master Plan) et l'expansion associée de la capitale de 1,5 million d'hectares sur la région environnante d'Oromia, ce que les agriculteurs d'Oromo perçoivent comme une expropriation forcée de leur terre. Ajoutant à cela, les manifestants sont motivés par un sentiment de monopole de l'ethnie Tigray dans les postes de décision et de pouvoir.

L'annonce du plan expansion par le gouvernement a déclenché une opposition virulente à Ginchi, à environ 80 km au sud-ouest de la capitale, où des écoliers rejoints par les habitants de la petite ville ont commencé à protester contre la privatisation et la confiscation d'un petit terrain de football et la vente de la forêt voisine de Chilimoo, au nord-ouest de la capitale. Bien que le plan directeur proposé ait été abandonné après les manifestations de Novembre 2015, les agriculteurs d'Oromo soutiennent que le gouvernement poursuit toujours le plan d'expansion de la capitale et qu'ils ne voient pas la croissance économique éthiopienne se traduire en un véritable changement démocratique.

En s'unissant avec l'ethnie Amhara - en général, en conflit avec les Oromo - les deux groupes expriment maintenant violemment leurs revendications demandant même l'autodétermination et la souveraineté pour remplacer ce qu'ils perçoivent de plus en

plus comme un régime dominé par Tigray. Depuis le 9 octobre 2016 un état d'urgence de six mois est déclaré dans tout le pays. La situation se stabilise mais les frustrations populaires continuent de s'organiser, au mieux dans le cadre d'une opposition politique officielle.

« En baisse en moyenne de 2% par an sur les 25 dernières années, la pauvreté reste un ennemi interne qui pourrait déstabiliser le pays dans son chemin vers l'émergence. »

De plus, les tensions sous-jacentes entre l'Érythrée et l'Éthiopie, la montée de la piraterie au large de la Somalie et la fragilité de l'Etat face à la présence d'Al Shabaab, près des frontières éthiopienne et kényane, la guerre civile au Soudan et les suites du référendum 2011 Sur l'indépendance du Soudan du Sud affectent l'équilibre des puissances au-delà de la corne de l'Afrique et exacerbent le risque de contagion régionale du séparatisme djihadiste dans les provinces orientales et méridionales d'Oromia et d'Ogaden.

Au vu des taux de croissance impressionnants sur la dernière décennie alors que selon la Banque Mondiale, 30% des Ethiopiens vivent encore sous le seuil de la pauvreté, la population se montre de plus en plus impatiente quant à la réalisation d'un développement équitable pour tous et d'une démocratie inclusive. En baisse en moyenne de 2% par an sur les 25 dernières années, la pauvreté reste un ennemi interne qui pourrait déstabiliser le pays dans son chemin vers l'émergence.

Le développement et la transformation planifiés ne sont surement pas suffisants pour garantir un avenir durable à l'Ethiopie. Les investissements publics restent trop importants et devront impérativement être accompagnés d'initiatives privées plus larges et plus consistantes pour aboutir à une croissance et une stabilité durables. La croissance est fortement dépendante des investissements publics malgré les efforts du gouvernement pour appuyer le développement à travers un renforcement des capacités du secteur privé. L'environnement d'investissement a également été amélioré afin d'attirer plus d'investissements directs étrangers et plusieurs incitations ont été développées afin de promouvoir certains secteurs clés pour la croissance et de permettre une meilleure intégration de la population au marché du travail.

Enfin, la Corne de l'Afrique est très vulnérable au changement climatique lequel couplé au stress démographique et à des problèmes de gestion de ressources résulte souvent dans des catastrophes humanitaires. L'Agence pour les Transformations Agricoles, soutenue à travers le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) tente de renforcer la résistance du pays face à l'insécurité alimentaire et de

réduire le nombre de personnes vulnérable à travers un processus de transformation et de développement agricole. L'Éthiopie a connu des situations d'insécurité alimentaire qui ont pu violemment déstabiliser le pays, pour cela, des efforts ont été mis en œuvre par tous les acteurs pour faire évoluer et améliorer l'agriculture et le rendement agricole en Ethiopie.

Conclusion

En encourageant les taux de croissance et les initiatives nationales pour la réalisation d'une économie dynamique et positivement connectée à sa région et au monde, l'Éthiopie vise à libérer son plein potentiel de développement et à assurer une stabilité durable.

Pourtant, alors que la stratégie de l'Éthiopie en matière d'émergence et de développement est principalement axée sur les failles internes du pays, c'est-à-dire ses vulnérabilités, sa pauvreté et sa famine, elle est maintenant confrontée à de plus grands risques de troubles régionaux avec des conflits civils environnants et l'aggravation des tensions existantes en raison de l'augmentation de la militarisation de la région sous les mesures d'anti-piraterie et maintenant, avec la guerre au Yémen. En fait, l'océan Indien est de plus en plus convoité car c'est l'endroit où la rivalité croissante émerge entre les États-Unis, la Chine et l'Inde. Au niveau du continent Africain, cette compétition géopolitique touchera principalement les pays de la Corne de l'Afrique qui se retrouvent aux premiers rangs de cette lutte d'influence.

Au niveau interne, il est vrai que la croissance économique ne reflète pas forcément l'instauration d'une démocratie ou d'un état de droits. Le développement et la croissance économiques ne dépendent pas forcément de ces questions de libertés sociales. Cependant l'amélioration des conditions du paysan –et la centralité de la question de la terre– dans le raisonnement révolutionnaire ainsi que la structure fédérale censée garantir la caractéristique multi-ethnique et multi-religieuse du pays doivent servir de moteur idéologique au miracle économique Ethiopien.

Bibliographie

- Banque Mondiale, Rapport Annuel 2016, consulté le 10 Janvier 2017. URL : <http://www.worldbank.org/en/about/annual-report>
- Doresse J. (Novembre, 1964) « La plus ancienne nation indépendante du continent africain », page 22. Consulté le 30 Janvier 2017. URL: <https://www.monde-diplomatique.fr/1964/11/A/26303>
- Makki S., Marchal R., Larché J., Grünewald F., Juan B. et Véron J.B. (Juillet 2009) « La Corne de l’Afrique : une zone à géopolitique variable », Humanitaire n°22, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 8 février 2017. URL: <http://humanitaire.revues.org/388>
- Mokaddem S., Abdel Latif J. (Mai 2016) «Ethiopia: Emergence and Positive Change in a Turbulent Geopolitical Context » mis en ligne le 30 mai 2016, consulté le 12 février 2017. URL: <http://www.ocppc.ma/sites/default/files/OCPPC-RP-1604rec.pdf>
- Ncube M. (Août 2011) « L’Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive » Banque africaine de développement, Tunis, Tunisie, consulté le 10 février 2017. URL: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AFRICA%20in%2050%20years%20\(French%20version\).pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AFRICA%20in%2050%20years%20(French%20version).pdf)
- Oqubay, A. (2015). « Made in Africa, Industrial Policy in Africa ». Oxford University Press.

Cette publication conjointe entre HEC Center for Geopolitics et OCP Policy Center, compile douze Policy Papers qui ont été présentés, discutés et enrichis lors de la deuxième édition des Dialogues Stratégiques, une plateforme d'analyse et de débat stratégique autour des principaux enjeux géopolitiques et sécuritaires internationaux, mais également régionaux revêtant une importance capitale pour les continents européen et africain.

Ce deuxième volume des Dialogues Stratégiques est composé de deux parties. La première est dédiée à l'analyse de la réémergence et du repositionnement de la Russie sur la scène internationale. Ainsi, Andreï Gratchev et Georges Voloshin tenteront de cerner le repositionnement russe sur l'échiquier mondial. Dans ce sens, les relations avec le Moyen-Orient et la Chine seront examinés de près. L'espace sibérien, considéré comme une problématique du Grand-Est Russe sera attentivement examiné. Florent Parmentier et Alfredo Valladao analyseront le partenariat limité que la Russie entretient avec l'Union Européenne. Enfin, Mikhail Lebedev et Abdallah Saaf consacreront leur étude au positionnement de la Russie en Afrique Subsaharienne et au Maghreb.

Dans la seconde partie du livre dédiée aux transformations et dynamiques régionales de l'Afrique de l'Est, les mutations économiques, géopolitiques et sécuritaires en cours dans la région seront examinés de près par Abdelhak Bassou et Jérôme Evrard. Rachid El Houdaigui se penchera de près sur le cas de Djibouti. Mostafa El Rezrazi examinera dans son papier le rôle de la Chine dans la mise en place de la connectivité régionale en l'Afrique de l'Est. Enfin, Sara Mokaddem et Sonia Le Gouriellec se analyseront le géant éthiopien selon plusieurs perspectives ; ethnique, historique, politique et géostratégique.

HEC Center for Geopolitics

Paris, France

www.hec.fr

OCP POLICY CENTER

Rabat, Maroc

www.ocppc.ma

